

Élections 2003

Le changement nécessaire L'éditorial d'André Pratte

À 18 ans; votez pour la première fois Cahier Actuel



**DENYS
ARCAND**
et la suite du *Déclin...*
Cahier Cinéma, page C1



**TOURNOI
DES MAÎTRES**
Un tigre en montagnes russes
Cahier Sports, page G1



MONTRÉAL | SAMEDI 12 AVRIL 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 171 > 214 PAGES > 12 CAHIERS

2 \$ TAXES EN SUS | ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2,50 \$ | FLORIDE 2,60 \$ U.S.

L'Irak s'enfonce dans le chaos

GILBERT GRAND
IRAK > JOUR 24

> Rien ne résiste aux pillards

> Mossoul tombe à son tour

L'Irak s'est enfoncé davantage dans le chaos hier au fur et à mesure de l'avancée des troupes américano-britanniques et de la désintégration du pouvoir central.

Au 24^e jour de guerre, les forces spéciales américaines et leurs alliés kurdes ont achevé leur conquête du Nord irakien en capturant sans coup férir Mossoul, mais Bagdad et d'autres villes ont continué de basculer dans l'anarchie, avec scènes de pillage, incendies et règlements de comptes.

Tout en minimisant ces pillages « malheureux » mais compréhensibles selon lui après des années de dictature, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a promis que les forces coalisées assureront la sécurité. Il a reproché aux médias de noircir le tableau d'ensemble en diffusant en boucle les mêmes images et de sous-estimer le sentiment de joie et de libération des Irakiens.

En attendant l'arrivée de 1200 responsables policiers et experts judiciaires dans les prochaines semaines, l'armée américaine a, selon la BBC, demandé à la police de Bagdad de reprendre son travail afin de contribuer à rétablir l'ordre dans les rues de la capitale.



PHOTO REUTERS

À l'hôpital de Bagdad, hier, on pouvait encore soigner la victime d'une roquette américaine, mais le Comité international de la Croix-Rouge s'alarmait de ce que de nombreux hôpitaux soient ou bien fermés ou bien inaccessibles.

Le Kirkuk en liesse sombre dans la peur

KIRKUK — « Vous êtes Américains? »

L'homme qui nous accoste dans la rue principale de Kirkuk est visiblement nerveux. La ville du nord de l'Irak a bien été libérée, jeudi, du joug de Saddam Hussein. Mais la peur, elle, subsiste plus que jamais.

« J'espère que les soldats américains viendront au plus vite pour sécuriser la ville, poursuit le jeune médecin d'origine arabe, trop craintif pour révéler son prénom. La situation est très instable. Je n'aime pas ça. »

Au lendemain de la chute de Kirkuk aux mains des combattants kurdes, la jubilation a fait place à une atmosphère lourde de tension. Comme Bagdad et Mossoul, la ville est soumise à d'intenses pillages, à des désordres publics et à des règlements de comptes sauvages.

« Je suis allée au marché ce matin, il n'y avait



ISABELLE HACHEY
envoyée spéciale

AU KURDISTAN IRAKIEN

pas de nourriture nulle part, se plaint une mère de famille arabe. Comment pouvons-nous survivre? Nous n'avons rien, toute la ville a été pillée, même l'école de mes enfants a été vidée de ses meubles. Où sont donc les Américains? »

Les Américains se concentrent, pour le mo-

ment, autour des nombreux puits de pétrole de la région. D'ici demain, toutefois, 4000 soldats seront déployés à Kirkuk pour tenter d'y rétablir l'ordre. Les autorités kurdes ont promis que leurs combattants, qui se sont rués sur la ville par centaines jeudi matin, céderont alors la place aux Américains.

De hauts responsables de la région et de l'armée américaine se sont réunis au gouvernorat de Kirkuk, hier, pour décider de la marche à suivre. Déjà, des policiers de Sulaymaniya ont été appelés à Kirkuk pour en patrouiller les rues. On créera ensuite une administration locale composée de toutes les forces en présence: kurdes, turkmènes, arabes et assyriennes.

Voir KIRKUK en A4

Une campagne à nulle autre pareille

DENIS LESSARD
ANALYSE

La CAMPAGNE ÉLECTORALE qui s'achève en a été une à nulle autre pareille. Et ce n'est pas parce qu'elle s'est déroulée dans l'ombre du conflit en Irak. Jamais, dans l'histoire récente, le sprint électoral n'aura donné lieu au revirement de tendance que laissent entrevoir les sondages.

Une longue liste d'experts et d'analystes consultés par *La Presse* sont unanimes: les campagnes électorales n'ont jamais fait naître un tel suspense depuis 30 ans. Jusqu'ici, l'issue du vote paraissait toujours scellée dès le déclenchement des élections.

Sur le terrain, hier, péquistes et libéraux semblaient accréditer la lecture de la maison de sondages CROP qui révélait que le Parti libéral devançait clairement le Parti québécois dans les intentions de vote. Dans une tentative ultime de faire « sortir » leurs appuis lundi,

Bernard Landry et Pauline Marois ont fait parvenir un message vocal à toutes les circonscriptions pour enjoindre aux militants de se faire contagieux, une « opération fierté » pour s'assurer de la mobilisation des troupes, problème chronique au Parti québécois.

À l'inverse, Jean Charest paraissait avoir confiance que lundi, « un vent de changement » soufflerait dans les bureaux de vote.

Les derniers jours de la campagne ont d'ailleurs reflété l'attitude des deux camps. Depuis la dernière ligne droite en fin de semaine der-

nière jusqu'à ce soir, Bernard Landry aura joué « défensif », clairement concentré à protéger ses acquis; 21 de ses 25 points de chute se trouvaient dans des circonscriptions déjà détenues par le PQ. Inversement, Jean Charest est passé à l'offensive; 20 de ses 23 étapes depuis une semaine se sont faites en territoire péquiste.

Mais cette situation était tout un revirement par rapport à ce qu'on percevait le 12 mars dernier.

Voir CAMPAGNE en A4

Voir IRAK en A5

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Malgré l'épidémie de pneumonie atypique, Jean Chrétien est allé manger dans le quartier chinois de Toronto. C'est Paul Martin qui l'aurait invité.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	cahiers C et D	La Presse Affaires	E1-E12
- horaires-spectacles	D18	Loteries	B6
- Télé-horaire	D2	Monde	cahier A
Actuel	cahier F	Mon toit	cahier J
Avis	B7	Mots croisés	H17
Bridge	I14	Mot mystère	H17
Carrières	cahier I	Ni bête ni méchant!	I14
- formation	I13	Petites annonces	D19
Décès	G8, G9	- immobilier	D19-D26
Échecs	I14	- marchandises	D26
Éditorial	A26	- emplois	D26-D28
Encans	A24, G8	- automobile	F7, G8
Êtes-vous		- affaires	E2
observateur?	D21	Philatélie	I14
Feuilleton	H17	Plus	B1-B5
Forum	A27	Restaurants	F6
Horoscope	H17	Vacances-voyage	cahier H
Jardiner	I11	Vin	F4, F5
La grille des modus		Sports	cahier G

MÉTÉO Voir B6
Ciel variable
Maximum 11 > minimum -2



6 21924 45678 2

Calgary 164\$

Visitez **jetsgo.net**

Ft. Lauderdale 69\$

Winnipeg 131\$

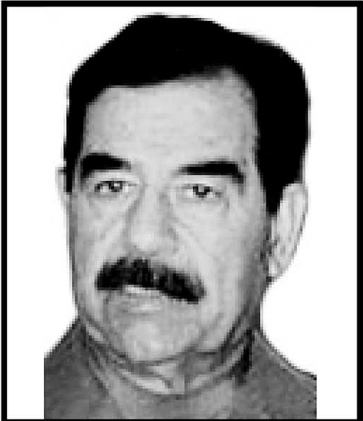
Vancouver 184\$

Prix Web
de base par trajet

jetsgo
LE SIMPLIVOLSM



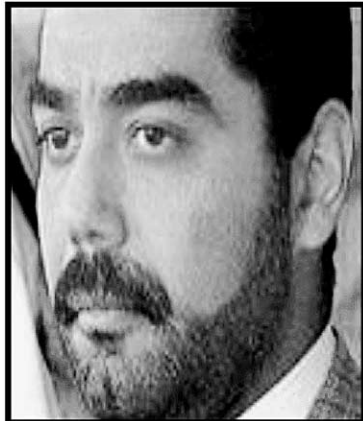
MORTS



SADDAM HUSAYN AL-TIKRITI
President



QUSAY SADDAM HUSAYN
AL-TIKRITI
Special Security Organization
(SSO) Supervisor/Ba'th Party
Military Bureau Deputy Chairman



UDAY SADDAM HUSAYN
National Assembly Member/
Olympic Chairman/
Saddam Feyadeen Chief



Bagdad, ville du Far West

PATRICK SAINT-PAUL
Le Figaro

BAGDAD — Le blindé des marines prend position devant le centre culturel du ministère irakien du Pétrole. Un tireur isolé ouvre le feu à intervalles réguliers sur une foule de badauds, qui observent les troupes américaines. Depuis deux jours, les Bagdadis goûtent à la liberté promise par George W. Bush. Celle-ci est synonyme de pillage à grande échelle. Depuis qu'elle a été « libérée » par les forces américaines, la capitale irakienne s'est muée en une ville du Far West, où règne l'anarchie.

« Des tireurs embusqués et des voleurs rôdent partout en ville. Nous avons besoin des Américains pour nous apporter la sécurité, s'énervé Ali Shahid. Les Irakiens viennent nous voir toute la journée pour réclamer de l'aide, répond le lieutenant Frank Dillbeck des marines. Mais on ne peut pas sécuriser toute la ville. Nous ne sommes pas assez nombreux pour cela. »

Paradoxalement, le blindé américain n'est pas déployé devant le bâtiment officiel pour empêcher les pillages. « C'est ce tireur *sniper* qui empêche les gens de piller, rigole le lieutenant Dillbeck. Dès qu'on lui aura réglé son compte, ils pourront aller se servir et prendre tout ce qu'ils veulent. Nous n'avons rien contre. Le régime les a volés pendant des années. C'est à leur tour de se servir. »

Un coup sec part du blindé. Le *sniper* est touché. « La voie est libre », lance un marine. Une vingtaine de pillards se précipitent sur l'immeuble et ressortent avec des canapés, des téléviseurs, des réfrigérateurs...

Pourtant hier matin, lors de la prière du vendredi, les imams de la capitale ont appelé les Bagdadis à ne voler ni les bâtiments publics ni les habitations. Cette jeune femme n'était pas au courant. Ni son mari. « Si nos imams ont dit que Dieu est contre nous, allons reposer les affaires, promet Ali Shahid déçu. Mais on demande aux Américains de remettre l'eau, l'électricité et de nous donner à manger. Et aussi s'ils nous empêchent de voler et de faire n'importe quoi, c'est bien. Comme ça, nos hommes de religion ne seront pas fâchés. » Quelques minutes plus tard, la voiture de ce jeune couple s'en ira tout de même chargée à ras bord.

Bagdad est envahie par la fumée. De nombreux bâtiments publics brûlent. Partout en ville, les pillards transvasent le contenu des édifices de l'administration déchuée avant d'y mettre le feu et de prendre la fuite. Dans



Photo AFP

Alors que la ville sombre dans le chaos, des marines américains, qui « patrouillent » dans les rues de Bagdad, se réjouissent à la vue d'une mère et de son enfant.

l'avenue Kiffah, la Rafidam Bank a été pillée et incendiée. Une grue achève de détruire l'immeuble en cendres afin d'éviter qu'il ne s'effondre sur des passants.

La foule massée autour de la banque est en colère. Contre les nouveaux maîtres, les Américains. « On a accepté que les Américains viennent et on veut bien les aider, se fâche Adel. On était d'accord pour le départ de Saddam. Mais ils laissent Bagdad sans eau ni électricité et surtout sans sécurité. On est déçus. Ils laissent nos ministères, nos banques et nos commerces brûler. S'ils ne réagissent pas vite on va faire la révolution contre. Les Américains ce n'est pas Saddam Hussein, ils ne nous font pas peur. » L'attroupement grossit. La colère monte. « Les Américains laissent tout brûler sauf le ministère du Pétrole, lance un vieil homme. Ça en dit long sur leurs intentions. S'ils veulent notre pétrole, ils peuvent en prendre un peu. Mais ils doivent nous offrir des services en échange. Au moins Saddam s'occupait de la sécurité. »

Dans les quartiers, des milices civiles armées se sont constituées pour intercepter les

voleurs. À Karrada, quartier du centre de Bagdad, des barrages de fortune constitués de tas de pierres, de sacs de sable et de débris des bombardements américains bloquent les ruelles. Des miliciens armés vérifient l'identité des passagers et le chargement de chaque véhicule.

Un camion jaune approche, chargé à ras bord de miroirs, de cuvettes de toilettes, tapis, canapés et autres prises de guerre. Trois hommes sont à bord. Les miliciens courent vers eux. Les voleurs sortent leurs kalachnikovs et ouvrent le feu. Les miliciens les pourchassent en ripostant avec leurs mitrailleuses. L'échange dure cinq longues minutes. Les habitants du quartier se plaquent contre les murs des immeubles.

Puis la foule déchaînée fond sur le camion jaune, pour en extirper les trois voleurs, qui sont tabassés à coups de crosse. Un responsable du quartier intervient pour sauver les voleurs d'une mort certaine. Il les enferme dans une maison le temps que l'atmosphère se calme et que les hommes retrouvent leurs esprits. Puis ils seront relâchés après une leçon de morale.

Des rafales fusent de nouveau. Un autre groupe de pillards vient d'être intercepté quelques mètres plus haut. Mahmoud Chaker, un ancien garde du ministère de l'Intérieur, qui a conservé son arme, court en tenant sa kalachnikov au-dessus de la tête pour ouvrir le feu. Les voleurs sont interceptés. Le même scénario se reproduit toutes les 10 minutes.

Les Bagdadis trouvent que la liberté promise par George W. Bush commence à avoir un goût amer. « Tout ce qu'ils ont fait de bien les Américains c'était d'en finir avec Saddam, qui nous a terrorisés pendant des années, constate Kassem un vieil homme à la barbe blanche. Grâce à eux on peut de nouveau respirer comme des hommes. Mais Bush nous a promis de la nourriture et de l'eau. Il doit nous apporter la sécurité. Pour l'instant, on n'a toujours rien vu. Si c'est ça sa liberté, on n'en veut pas. Parce que nos enfants se tuent entre eux dans les rues. Bush doit appliquer ce qu'il a dit, sinon il ne vaudra pas mieux que Saddam Hussein. »

Un attroupement se forme autour des journalistes. Les habitants de Karrada veulent tous faire passer des messages aux militaires américains et au président des États-Unis. « Les soldats de Bush doivent venir nous voir pour discuter avec nous pour qu'on puisse se mettre d'accord, reprend Kassem. Ils doivent faire des patrouilles et la police pour protéger notre quartier. Pendant leurs bombardements, on dormait la nuit. Mais maintenant on ne peut plus dormir tellement on a peur des voleurs qui entrent chez nous avec des armes et tirent sur nos femmes et nos enfants. »

Le régime de Saddam Hussein est en déroute. Les forces américaines ont « libéré » l'Irak. Mais les Irakiens attendent toujours leurs sauveurs. À Saddam, ils ne reconnaissent qu'une seule qualité : sous lui, l'ordre régnait. De leur côté, les forces américaines assurent qu'elles n'ont pas les moyens, pour l'instant, d'assumer des patrouilles afin de sécuriser Bagdad. Et se félicitent que les Irakiens « prennent en main leur destin » en assurant eux-mêmes la sécurité de leur quartier.

Que les Irakiens arpentent les rues avec des armes ne les inquiète visiblement pas. « On sait faire la différence entre un groupe d'autodéfense et des terroristes ou soi-disant résistants », assure le lieutenant Dillbeck. Mais hier, les soldats américains ont mitraillé à mort un vieillard qui tentait d'éloigner des pillards avec son fusil...

LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

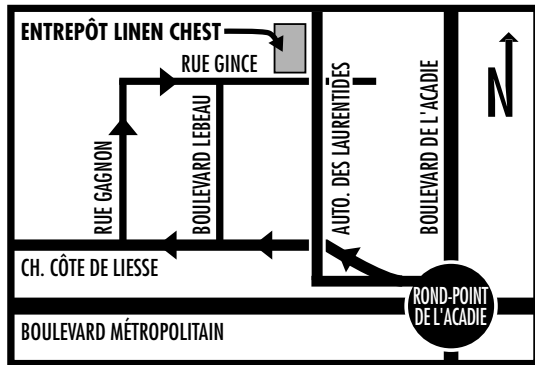
«Le supercentre de la mode maison»

Le grand
Solde d'entrepôt

DERNIÈRE SEMAINE !

Ne manquez pas ce grand solde !

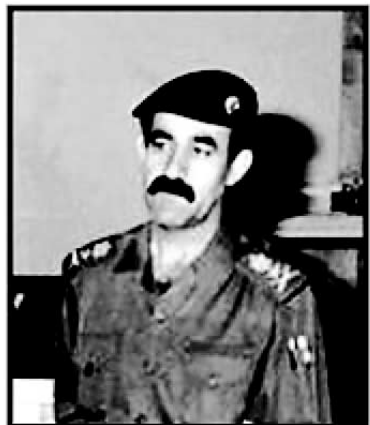
fins de série • articles interrompus • achats spéciaux • articles de marque réputée • draps • douillettes • édredons de duvet
serviettes • accessoires de salle de bain • accessoires pour bébé • cristal étincelant • porcelaines exquises • articles-cadeaux
ravissants • articles ménagers • batteries de cuisine • matelas • lits de laiton et de fer • tissus • stores • carpettes et plus encore !



Entrepôt Linen Chest
25, rue Gince, Saint-Laurent



OU VIVES



**ABID HAMID MAHMUD
AL-TIKRITI**
Presidential Secretary



TARIQ AZIZ
Deputy Prime Minister
RCC member



La chasse à l'homme est ouverte!



SÉBASTIEN RODRIGUE
srodrigu@lapresse.ca

LE GOUVERNEMENT américain a dévoilé hier son jeu et les atouts d'une véritable capitulation irakienne trois jours après la chute de Bagdad: Saddam Hussein et 51 dirigeants de son régime doivent être « poursuivis, tués ou capturés ».

Les photos des hommes les plus recherchés en Irak ont été imprimées sur des jeux de 55 cartes distribués parmi les troupes américaines. Mais Saddam Hussein et ses plus proches collaborateurs demeurent toujours introuvables.

Cette liste n'exclut pas des dirigeants capturés ou tués, a précisé le brigadier général Vincent Brooks au Commandement central américain (Centcom) de Doha, au Qatar. « Les gouvernements de la coalition ont identifié des personnes clés du régime qui doivent être poursuivies et amenées devant la justice », a-t-il ajouté.

Chaque carte du jeu distribué aux militaires américains en Irak porte la photo d'une personne recherchée et son rôle dans le régime afin de faciliter son identification.

« L'idée est venue d'un réserviste de l'armée de terre à l'Agence du renseignement militaire. On l'a transmise au Centcom, qui l'a trouvée bonne », a précisé à l'AFP un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel David Lapan. Toutes les troupes ne les ont pas actuellement, mais des jeux sont en cours d'impression et de distribution. Ces cartes à jouer ont un côté pratique autant que ludique, a expliqué le porte-parole.

Dans ce jeu de cartes, Saddam Hussein est désigné comme l'as de pique tandis que son fils cadet, Qoussai, le chef des services de sécurité, est l'as de trèfle. L'as de coeur est son fils aîné, Oudaï, numéro deux du parti Baas et chef de la majeure partie de l'appareil militaire et d'espionnage du régime de son père. L'as de carreau est le secrétaire à la présidence, Abid Hamid Mahmud Al-Tikriti, tandis que le vice-premier ministre, Tarek Aziz, illustre le huit de pique.

On trouve aussi les principaux responsables de la Garde républicaine, du parti Baas et des services de renseignement, les ministres de la Défense et des Finances, tout comme plusieurs conseillers scientifiques. Hier soir, un jeu était même déjà mis aux enchères sur le site Internet Ebay, où il dépassait les 200 dollars.

Quelques-unes des 52 cartes n'ont pas de photo, mais il y a deux jokers faisant la liste des rangs militaires et de leur appellation en arabe. Une 55^e carte représente un camouflage militaire. Une seule femme figure parmi les 52 noms. Il s'agit de Hoda Saleh Mahdi Am-mash, présentée comme une scientifique spécialisée en armes chimiques et



Photo AFP

Le brigadier général Vincent Brooks, de l'armée américaine, a présenté aux médias, hier à Doha au Qatar, le jeu de cartes qui a été distribué aux soldats de la coalition sur lequel figurent Saddam Hussein, en as de pique, et les dirigeants de son régime. Ceux-ci doivent être « poursuivis, tués ou capturés ».

biologiques aussi responsable régionale du parti Baas.

De toute évidence, la liste inclut ceux que l'administration Bush avait appelés « les 12 salopards », c'est-à-dire les responsables d'attaques chimiques contre des civils, de déportations, de torture et d'autres crimes contre l'humanité.

Les autorités américaines soutiennent que les leaders irakiens tentent de s'échapper du pays, quoique d'autres informations prétendent qu'ils se terrent à Tikrit, ville natale de Saddam Hussein. C'est d'ailleurs le prochain objectif des forces américaines, qui ont déjà pris les villes de Mossoul et de Kirkuk, dans le nord du pays.

En visite éclair en Afghanistan, le général Tommy Franks a déclaré que la direction du régime irakien avait été décimée ou avait pris la fuite. « Soit ils sont morts, soit ils ont fui comme des lapins », a-t-il dit.

Comme à chacune de ses interventions publiques, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré qu'il n'avait pas d'information suffisamment sûre pour déterminer si Saddam Hussein était mort. « Je n'ai pas vu assez d'informations de sources fiables, de sources multiples et fiables, qui me permettraient de venir vous dire que j'ai la certitude qu'il est mort », a-t-il déclaré.

Le brigadier général Brooks a affirmé pour sa part que les Américains contrôlaient l'autoroute menant à la frontière de la Syrie, soupçonnée d'avoir accueilli d'ex-dirigeants irakiens. Il a ajouté que les forces spéciales avaient aussi découvert cinq avions légers dissimulés au nord de la ville de Tikrit.

Les Américains croient que ces avions ont pu servir à évacuer les dirigeants irakiens.

Pour le général Brooks, si certains de ces responsables peuvent se trouver n'importe où, d'autres sont probablement morts et « la population nous confirmera probablement cela ». Selon lui, un nombre croissant d'indices suggère que les dirigeants du régime de Saddam Hussein essaient de s'enfuir par tous les moyens et que d'importants accrochages armés se sont produits dans les secteurs par lesquels leurs convois auraient pu passer.

On sait déjà que Ali Hassan Al-Majid, surnommé Ali Chimique, a probablement été tué dans le bombardement de sa résidence. Il devait son surnom au fait qu'on le soupçonnait d'avoir ordonné le bombardement au gaz de la ville kurde d'Halabja, qui a fait des milliers de morts. Sa photo se trouve néanmoins sur le roi de pique dans le jeu distribué aux soldats américains.

L'un des demi-frères de Saddam Hussein, Barzan Al-Tikriti, aurait lui aussi trouvé la mort dans un raid de l'aviation américano-britannique sur son domicile dans la région de Ramadi, à l'ouest de Bagdad, selon un proche de sa famille cité par l'AFP. Sa photo se trouve quant à elle sur le cinq de trèfle.

Cet ancien responsable des services de renseignement aurait ordonné de torturer et d'assassiner des milliers d'opposants au régime de Saddam Hussein. Barzan Al-Tikriti avait été placé en résidence surveillée le 5 mars, mais il avait pris la fuite après l'entrée des troupes américaines dans Bagdad.

— avec AFP, Reuters et AP



ÉTATS DE GUERRE



DANIEL LEMAY
dlemay@lapresse.ca

Statues et règlements

Le régime de Saddam Hussein n'a plus d'autorité sur l'Irak. Et les forces de la coalition américano-britannique ne sont pas à même de l'assurer. Problème.

Militairement, le Commandement central affirme détenir entre 50 % et 60 % du territoire, proportion qui augmente aussi vite que Humvees et Abrams peuvent avaler la distance qui les sépare des villes à « libérer ». Hier, le commandant du V^e corps d'armée irakien, basé à Mossoul, a signé avec les forces spéciales américaines un accord de reddition, et les hommes (entre 20 000 et 30 000) ont déposé les armes et quitté la garnison. Pendant ce temps, un bataillon (environ 500 hommes) de la 173^e brigade aéroportée américaine entre à Kirkuk pour y relever les peshmergas kurdes... et calmer les Turcs, qui voient du plus mauvais oeil la réémergence de la « capitale » kurde, gardienne des champs pétrolifères du Nord.

Aucune statue de Saddam Hussein ne restant dans les villes passées sous leur domination, les Américains commencent à se concentrer sur Tikrit, ultime « centre de gravité » de la campagne et berceau du dictateur déchu. Mais ses statues y trônent encore sur leurs socles, si les incessantes attaques de l'aviation coalisée ne les ont pas descendues.

Tikrit, c'est la ville natale de Saddam, mais aussi celle de la majorité des hauts dirigeants de son régime, tant les leaders politiques du parti Baas et les généraux de la Garde républicaine, régulière ou spéciale, que les responsables des nombreux services de sécurité. Tikritis et membres des clans environnants ont aussi fourni le gros des recrues des milices des Fedayin de Saddam, principal terreau de résistance irakienne depuis le début de la campagne.

En février, des bataillons de femmes voilées et armées avaient défilé dans Tikrit, jurant fidélité au petit gars de la place qui s'était hissé jusqu'au plus haut niveau du pouvoir sans oublier ses humbles origines. Tikrit et ses habitants, en infrastructures et faveurs de toutes sortes, ont beaucoup profité de leurs liens privilégiés avec la capitale. L'heure de « rembourser » approche et, à moins que l'« effet Bagdad » ne vienne renverser le cours des choses, ça va coûter le gros prix.

La « bataille de Bagdad », finalement, aura peut-être lieu à Tikrit.

■ ■ ■

« Quand Saddam était là, on avait de l'eau, de l'électricité et les pillards ne dévastaient pas la ville. » Les Irakiens, dans les grandes villes surtout, se retrouvent devant un immense vide dont les penseurs du Pentagone ne semblent pas avoir prévu l'ampleur.

À tous autres égards, la campagne — et la doctrine — Rumsfeld s'avère un succès total. Jamais, dans l'histoire militaire, une armée n'a réussi une si rapide avance en territoire ennemi. Jamais les bombardements n'auront été si précis, malgré les centaines de morts civils qu'ils ont provoqués ; les experts s'entendent pour dire qu'un tonnage égal, dans la guerre du Golfe il y a 12 ans, aurait causé des centaines de milliers de morts.

Aucun des « pires scénarios » du début ne s'est réalisé : les puits de pétrole ne brûlent pas ; les ponts, sauf rares exceptions, n'ont pas été détruits bien que la majorité ait été « armée » ; les barrages n'ont pas sauté pour inonder les marais des territoires chiites ; le gros des autres infrastructures est intact ; les réfugiés n'ont pas atteint le nombre que les organisations humanitaires avaient craint ; les troupes turques n'ont pas envahi le nord de l'Irak ; les combats urbains, bien qu'incessants, n'ont pas atteint le paroxysme si vastement évoqué des deux côtés.

Le petit hic de l'absence d'armes de destruction massive — et d'attaques idoines — a amené le Pentagone à diriger, avec l'aide d'Israël, les regards vers la Syrie, accusée d'avoir accepté le transfert sur son sol de certaines cargaisons « douteuses » et d'avoir donné refuge à des dirigeants du régime irakien. La Syrie, dernière cousine baasiste de l'Irak, se retrouve ainsi à répondre aux principaux critères des pays de l'« axe du mal » : possession d'armes de destruction massive et refuge de « terroristes ». Pour faire bonne mesure, ajoutent les plus cyniques, les Américains n'auront aucune hésitation ni aucune difficulté à « planter » dans un bunker du désert quelques barils de poudre toxique non agricole, pour ensuite inviter les médias sympathiques à venir rendre compte de la « découverte ».

L'« Apocalypse Now » prend la forme d'un pillage total et général et de règlements de comptes de tous ordres. Perçu dans les premières heures comme l'expression du dévouement normal d'un peuple trop longtemps soumis à la plus violente des répressions, le mouvement a atteint des proportions irrépressibles. Les lits et les appareils d'électrocardiogramme disparaissent des hôpitaux, où les laboratoires sont systématiquement saccagés ; hier, les pillards ont décidé de s'attaquer au Musée de la civilisation, le plus grand musée d'Irak. Même les petits commerces y passent. Sous les yeux des GI et des marines.

La situation place les Américains devant un insoluble dilemme. Toujours sous les tirs sporadiques des ultimes résistants et craignant les attaques suicide, les troupes restent en mode de combat plusieurs jours encore. « Nous ne sommes pas la police », répondent-ils aux citoyens qui, au-delà de la liberté, cherchent la plus élémentaire sécurité.

Les Américains voudraient jouer à la police qu'ils ne le pourraient pas, par manque d'effectifs. Avant la guerre, le général Eric Shinseki, chef d'état-major de l'armée américaine, avait déclaré que le Commandement central aurait besoin d'« au moins 200 000 hommes » pour sécuriser l'Irak après les combats. Donald Rumsfeld, son patron, l'avait publiquement sermonné.

La quatrième convention de Genève, enfin, exige de la force d'occupation qu'elle assure la sécurité des populations civiles. Mais la convention, il est vrai, ne fait aucune mention des forces de « libération ». Ah...

SUITES DE LA UNE

CAMPAGNE

Suite de la page A1

Le Parti québécois paraissait alors avoir le vent dans les voiles, trois sondages consécutifs le montraient en nette remontée. Mais cette lancée n'aura pas été suffisamment durable, semble-t-il. Le PQ pouvait facilement se faufiler entre les libéraux et les adéquistes. Mais la chute subite du parti de Mario Dumont a bouleversé les plans du PQ. Ce revirement confirmait un peu tard pour Bernard Landry la lecture de plusieurs conseillers qui suggéraient d'attendre encore quelques semaines avant de déclencher les élections. Mais l'opinion contraire aura prévalu, appuyée notamment par Pauline Marois: le PQ n'avait rien à gagner de revenir pendant quelques semaines à l'Assemblée nationale se faire questionner sur les déboires de la Caisse de dépôt.

Sans précédent

L'opinion publique est subitement revenue à la situation du début de l'année 2002 lorsque les libéraux devançaient sans équivoque le PQ. « C'est comme si la remontée de l'ADQ n'avait jamais existé », résume le président de CROP, Alain Giguère.

Vieil observateur des campagnes électorales, le sénateur conservateur Jean-Claude Rivest estime pour sa part que le renversement que laissent entrevoir les sondages est absolument sans précédent. Chaque fois qu'un changement de gouvernement est survenu depuis 1970, la partie était jouée dès le début de la campagne électorale. Ce fut le cas en 1970, quand Robert Bourassa l'a emporté sur Jean-Jacques Bertrand. C'était clair aussi en 1976, quand René Lévesque a battu Robert Bourassa. Ce ne fut pas différent en 1985 ou en 1994, quand, après deux mandats dans l'opposition, les libéraux puis les péquistes renversèrent le gouvernement. « Même quand le gouvernement fut réélu, en 1973, 1981, 1989 et 1998, on ne retrouve pas de cassure dans la campagne. Je pense que la présente campagne est particulière... si les sondages se confirment », observe l'ancien bras droit de Robert Bourassa.

Que s'est-il donc passé? Grégoire Golin, sondeur de Créatec, risque l'hypothèse que les partisans de l'ADQ en 2002 s'étaient ralliés un peu par défaut au parti de Mario Dumont.

Or, M. Charest a bien fait au débat des chefs. « C'est comme s'il avait subitement fait disparaître un obstacle qui empêchait les électeurs d'appuyer le PLQ. Les gens se sont dit: Il n'est pas si *pire* que cela, c'est vrai qu'il a fait ses devoirs », résume M. Golin qui a réuni des « groupes cibles » au lendemain du débat télévisé. « Il y avait un blocage qui empêchait M. Charest d'encaisser les fruits de son travail », ajoute le sénateur Rivest.

Selon Yves Dupré, expert en communications, longtemps associé au PQ, la clé de la campagne « c'est que la volonté de changement ne s'est jamais démentie... M. Landry était, depuis le début dans une position fragile ». Selon lui, d'avan-tage que le débat, c'est l'intervention de M. Parizeau, qui a ranimé la vieille controverse du « vote ethnique », qui a propulsé la campagne libérale. « Cela a rappelé aux gens qu'ils ne voulaient plus entendre parler de ça... jamais. »

Pour Pierre Drouilly, universitaire spécialiste des sondages, de tels revirements en cours de campagne sont carrément inédits. On a pu penser que l'atterrissage de Lucien Bouchard au cours de la campagne référendaire de 1995 avait subitement fait monter les chances des souverainistes, mais leur montée s'était amorcée avant. Le seul changement, bien plus tenu, est apparu quand Mario Dumont a bien tiré son épingle du jeu du débat de 1998. Son parti entré en campagne à presque 7 %, en était sorti à 12 %.

Analyste de CROP, Claude Gauthier observe depuis longtemps les tendances lourdes. Avant la remontée subite de l'ADQ entre le printemps et l'automne 2002, « ce sont les libéraux qui l'emportaient », rappelle-t-il. « Le sondage de cette semaine n'indique pas une nouvelle tendance, c'est que les choses sont retombées en place après l'accident de parcours de l'ADQ. »

Comment expliquer alors la remontée du Parti québécois entre janvier et mars ? En décembre, les trois partis étaient à égalité. On peut penser que les électeurs qui s'étaient « stationnés » à l'ADQ ont abandonné Mario Dumont, déçus des volte-face de son parti. Ces péquistes de circonstance, qui restaient attirés par le changement, se sont vite ralliés au PLQ dès que Jean Charest est devenu un chef crédible le soir du débat télévisé.

« Ce débat fut un test important. M. Charest avait beau dire qu'il sillonnait le Québec, qu'il assimilait ses dossiers, cela ne pouvait être démontré par des conférences de presse. Le débat a permis de prouver ce qu'il avait réalisé », résume M. Gauthier.

À la demande des États-Unis, les peshmergas (combattants kurdes) ont déjà commencé à se retirer. Ceux qui restent assurent la sécurité des endroits stratégiques, dont l'hôpital.

« Nous garderons le contrôle jusqu'à l'arrivée des Américains, dit le général Mam Rostam, chef des peshmergas. S'ils nous demandent de nous replier, nous le ferons. »

Les troupes américaines auront alors fort à faire. Kirkuk, ville riche en pétrole comptant 2 millions d'habitants, a été soumise par le régime à une longue et dure campagne d'arabisation. Elle est revendiquée à la fois par les Kurdes et par la Turquie voisine. C'est une véritable poudrière qui risque d'exploser à tout moment.

Dans les rues de la ville, la tension est palpable. D'inquiétants coups de feu retentissent à tout moment. Un groupe d'hommes bloque une route et s'attaque à des automobilistes, qui s'enfuient à contresens, en pleine panique. Les flammes s'échappent de plusieurs immeubles, dont ceux abritant les bureaux de la municipalité et de la faculté de droit.

La Maison-Blanche a prévenu que la situation restait instable à Kirkuk. Sans une force organisée, la ville risque de sombrer dans l'anarchie et le chaos, d'autant plus que les soldats irakiens ont laissé leurs armes aux civils avant de s'enfuir. Partout, des hommes sillonnent les rues mitraillette en bandoulière. Les peshmergas et l'armée américaine promettent de récupérer les armes, quartier par quartier, d'ici les prochains jours.

Ils devront faire vite, car l'atmosphère est à l'affrontement. Dans la rue principale, les membres du Front turkmène irakien n'ont pas perdu de temps: au lendemain de la chute de la ville, ils en sont déjà à peindre l'enseigne bleue de leur nouveau bureau. Ils ont aussi posé, bien en vue, une affiche qui proclame: « Kirkuk appartient aux Turkmènes ». Dans une ville à peine tombée aux mains des Kurdes, c'est largement suffisant pour provoquer d'énormes tensions.



Photo AP

Kirkuk... une poudrière. Ci-haut, les restes branlants des bureaux des services de sécurité du gouvernement irakien.

« Tout a été pillé dans la ville: les banques, les centres administratifs, et maintenant les voleurs s'en prennent aux maisons des Turkmènes », dit le représentant du parti à Kirkuk, Mustapha Kamal Yaci. « Les voleurs viennent de l'extérieur de la ville, surtout de Sulaymaniya, poursuit-il avec colère. Après avoir été maltraités par Saddam Hussein, les Turkmènes sont maintenant la cible des Kurdes. » « Nous souhaitons que la Turquie envoie ses troupes pour nous protéger », ajoute M. Yaci.

L'affiche provocatrice serait-elle destinée à créer l'incident qui fournira à la Turquie le prétexte pour intervenir? Le Front turkmène, financé et soutenu par les militaires turcs, forme en effet la cinquième colonne d'Ankara. Avant même le début de la guerre, la Turquie affirmait qu'elle ferait tout pour protéger ce peuple frère contre une invasion kurde à Kirkuk.

Désormais, la Turquie menace d'envahir le nord de l'Irak si les peshmergas ne se retirent pas de Kirkuk. Ankara craint que la prise de la ville et de ses champs de pétrole ne permette aux Kurdes ira-

kiens de déclarer leur indépendance, ce qui pourrait donner des idées à sa propre minorité kurde. Hier, une quinzaine d'observateurs militaires turcs ont été envoyés dans le nord de l'Irak avec la bénédiction des États-Unis.

Plusieurs observateurs soulignent toutefois que la Turquie n'a qu'elle à blâmer pour la tournure des événements: si elle avait permis l'utilisation de ses bases aux forces alliées, au début de la guerre, des dizaines de milliers de soldats américains auraient pu ouvrir un véritable front nord en Irak et empêcher du même coup les peshmergas d'envahir Kirkuk.

Il n'y a pas que la Turquie qui risque de donner des maux de tête aux Américains. Pendant des années, Saddam Hussein a mené une politique d'arabisation de la région: 100 000 Kurdes ont été chassés de Kirkuk. Leurs maisons ont été occupées par des « colons » arabes, dont plusieurs se sont enfuis dans le sud de l'Irak au cours des derniers jours.

« On les appelle les Arabes à 10 000 dinars, dit un Kurde de la région, parce que le régime leur

donnait cette somme pour les inciter à s'installer à Kirkuk. » Les plus pauvres d'entre eux n'ont pas eu les moyens de s'enfuir. Ils vivent aujourd'hui dans la peur d'avoir à subir les représailles des milliers de Kurdes qui reviennent en ville après des années d'exil.

« Kirkuk est pour tous les Irakiens, pas seulement pour les Kurdes et les Turkmènes », martèle pourtant une femme qui a profité de l'offre du régime pour s'installer dans l'un des sinistres immeubles à logements destinés aux colons arabes. Quand je vivais à Bagdad, mon voisin était kurde et personne ne lui a demandé ce qu'il faisait là! »

Les colons ne sont pas seuls à être anxieux. Les Arabes établis ici bien avant le règne de Saddam Hussein craignent aussi la colère des Kurdes. Comme ce jeune médecin qui espère tant la venue des Américains.

« Aujourd'hui, on m'a traité de sale Arabe, raconte-t-il. Kirkuk est ma ville, ma famille vit ici depuis un demi-siècle. On ne peut pas juger un homme simplement par son origine. »

Communication polyvalente. Connectivité puissante.

TUNGSTEN™ W

ORDINATEUR DE POCHE SANS FIL Palm™ Tungsten™ W

- Messagerie électronique personnelle et d'entreprise fiable et sans fil*
- La fonction téléphone vous permet de parler et de travailler*
- Création et édition de fichiers compatibles à Word, Excel et PowerPoint**
- Clavier à pouces intégré permettant une communication rapide

Commande anticipée sur www.dumoulin.com

598\$[†]
Après tous les crédits*



ORGANISEUR



INTERNET



COURRIELS



CELLULAIRE



3131899A

Magasinez en ligne! dumoulin.com

Dumoulin

Electronique • Informatique • Photo • Communications

MONTRÉAL 8390, 8251, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • **MONTRÉAL** 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • **MONTRÉAL** 368, rue Ste-Catherine O. • **ST-LÉONARD** 6852, rue Jean-Talon Est (Langlois & Galeries d'Anjou) • **LASALLE** 7197, boul. Newman (Près du Carrefour d'Angrignon)
MONTRÉAL-NORD 5095, boul. Henri-Bourassa E. (Entre Pie-IX & Lacordaire) • **WEST ISLAND** 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • **LAVAL** 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • **CARREFOUR LAVAL** 3035, boul. Le Carrefour
PLACE ROSEMÈRE (Face à rue Le Boulthier) • **BROSSARD** 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • **PROMENADES ST-BRUNO** (Entrée #1) • **LONGUEUIL** 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • **GATINEAU** 195, Bellehumeur

Partout au Québec !

1-877-DUMOULIN

*Un service vocal et de transfert de données sans fil est nécessaire. Vérifiez auprès de votre fournisseur de services sans fil pour connaître la disponibilité de ces services et de ces fonctions. Ce service n'est pas offert par tous les fournisseurs. Les tarifs peuvent varier.
**La fonctionnalité du logiciel est fournie par Documents To Go, un produit de DataViz Inc. Le prix exclut les taxes. Prix de détail de \$225 moins 75 \$ de crédit d'activation Rogers AT&T lors d'une activation de 1 an et moins 150 \$ additionnel de crédit d'activation Rogers AT&T lors d'une activation de 2 ans. Détails en magasin. Là où le service est disponible. Cette promotion est d'une durée limitée. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales.

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

J'aimerais voter Madeleine

Voterez-vous pour l'homme, le programme, le changement, pour voir apparaître de nouvelles têtes au téléjournal ? Moi, ce sont surtout des voix qu'il me plaira de ne plus entendre, celles des Legault, Landry, plus encore celle de Simard, ce ronronnement, ce contentement de soi... Voteriez-vous pour protester contre les fusions ou au contraire par crainte du désordre que pourraient apporter des défusions ? Voteriez-vous par obédience, par atavisme, parce que vous êtes libéral ou péquiste depuis toujours ?

Moi, lundi, j'aimerais voter pour Madeleine. Elle n'est pas candidate ; ce que je veux dire, c'est que j'aimerais que mon vote *soit utile* à Madeleine. J'aimerais voter pour Madeleine comme d'autres vont voter pour de meilleurs soins de santé ou pour la semaine de quatre jours...

Madeleine, c'est ma cause. Madeleine est montréalaise. Trente-cinq ans. Vendeuse chez Sears pendant 10 ans à 10 \$ l'heure, horaires irréguliers. Récemment, elle avait trouvé mieux chez Simons, 12 \$ l'heure, 35 heures assurées. Épargnée par une première vague de licenciements, elle est mise en disponibilité en janvier. Madeleine n'a pas d'enfants, son conjoint travaille à l'entretien d'une compagnie pharmaceutique. Voilà donc Madeleine au chômage, à 55 % de son salaire. Environ 450 \$ par deux semaines. Avec l'aide de son copain, elle s'en sort.

Côté santé, c'était pas fort depuis quelques mois. Toux récurrente, perdait du poids... Non, elle ne fume pas. Radiographie. Une masse suspecte. Vite un scanner. Vite, quand on parle de scanner, cela veut dire dans une clinique privée à Laval : 250 \$. Une somme, pour Madeleine. Elle négocie une marge de crédit à sa caisse, elle va pouvoir s'arranger, le chèque du loyer ne rebondira pas, celui de

l'auto non plus.

Elle est actuellement traitée à l'hôpital du Sacré-Coeur pour un cancer de la lymphé, on dit aussi de Hodgkin (comme celui de Mario Lemieux). Attention, ceci n'est pas une chronique sur les soins de santé au Québec. Reste que la santé a été un des grands enjeux de cette campagne électorale et je me permets de préciser : à partir du scanner, Madeleine, elle a été prise en charge sans délai, avec humanité et célérité par le système, en l'occurrence l'hôpital du Sacré-Coeur et en particulier le pneumologue qui la traite, qui l'a appelée chez elle, qui l'a réconfortée, qui la suit depuis.

Une des questions pratiques que Madeleine a eu à se poser, entre 1000 autres plus angoissantes, concernait ses prestations d'assurance-chômage. Comme chômeuse, Madeleine avait le droit de recevoir des prestations pendant 35 semaines. Comme malade qui se bat contre un cancer et qui n'est donc pas disponible pour un emploi — voyez comme le règlement est délicat à préciser les choses — comme malade, disais-je, Madeleine n'a droit qu'à 15 semaines de prestations d'assurance-maladie. Elle s'est posé la question : devrais-je tricher ? Ne rien dire et aller au bout de mes 35 semaines de chômeuse en prenant le risque d'être découverte, ou perdre 12 semaines de prestations — trois mois — comme cancéreuse ?

Finalement, Madeleine a décidé de ne pas tricher.

Au bout de ses prestations de maladie, il y aura l'aide sociale. Mais pas avant d'avoir liquidé ses petites économies, si elle en a. Et encore là, je viens d'y penser, non, elle n'aura pas droit à l'aide sociale. Elle sera à la



charge de son conjoint, qui, je vous l'ai dit, travaille à l'entretien d'une compagnie pharmaceutique à 12 \$ l'heure, 28 000 \$ par année.

Pour ce qui est de la rente d'invalidité du Québec, de l'ordre de 400 \$ par mois, n'y sont admissibles que les gens déclarés invalides de façon permanente et totale au moment du diagnostic.

Mais peu importe. Ceci n'est pas un message enregistré de votre travailleuse sociale préférée. Ceci est une chronique électorale.

Lundi, j'aimerais voter pour Madeleine. J'aimerais que mon vote *soit utile* à Madeleine. J'entends d'ici les péquistes me dire que c'est un problème fédéral et qu'ils s'emploient justement à rapatrier d'Ottawa l'assurance-chômage. Je veux plus que ça. Je veux plus qu'un filet social québécois ravauté. Lundi, j'aimerais voter employés précaires, salaire minimum, logements décents. J'aimerais voter madame toute seule, deux enfants, caissière au Métro. J'aimerais voter économie solidaire. J'aimerais voter pour que mon vote soit utile au million et demi de Québécois qui n'ont pas les moyens d'assurer leur bien-être et celui de leur famille. J'aimerais que mon vote soit utile à ceux laissés dans la poussière par la classe moyenne. Depuis un mois, la campagne électorale a sucé et resucé le plus têtueux des projets de société : le bonheur de la classe moyenne qui souffre, la pauvre, dans sa santé, dans ses impôts, dans son éducation, dans sa consommation, dans ses droits de l'homme, dans son action humanitaire au Burkina Faso, dans son

nationalisme, mais surtout qui attend à la porte des hôpitaux.

Je voterais volontiers pour un parti qui dirait : qu'elle attende, la calvaire, et qu'elle ferme un peu sa grande gueule.

Lundi j'aimerais voter pour Madeleine, mais je ne la trouve dans aucun des programmes des trois partis qui enverront des députés à Québec.

Le Parti québécois prétend se distinguer du Parti libéral par ses politiques sociales. C'est vrai un peu, juste un peu. Quelques mesures survenues comme par hasard dans les mois juste avant les élections, mais à part les garderies à 5 \$? Quoi d'autre depuis neuf ans ? Une solidarité de mots. Des sociaux-démocrates convertis à la nouvelle économie avec le zèle excessif des nouveaux convertis. Des mesures pour la classe moyenne. Pour le Québec précaire, rien ou presque. La semaine de quatre jours, quand l'es vendeuse chez Sears à 10 \$ l'heure, la semaine de quatre jours, c'est rien qu'une journée de moins pour arriver.

Je suis franchement déçu que le parti de M. Dumont se soit dégonflé. Si Mario avait une petite chance de prendre le pouvoir, je me ferais une joie sadique de voter ADQ. Le pire vaut toujours mieux que l'entre-deux. Le pire a un effet cathartique. De la même façon que M. Stéphane Dion a fait plus pour l'indépendance que M. Landry, Mario Dumont eût fait plus pour Madeleine que la semaine de quatre jours.

Alors quoi ? L'UFP ? Bien sûr, l'UFP. Mais c'est un vote pour rire, sauf dans Mercier. Désolé pour votre démocratie, je n'irai pas voter lundi.

SUITE DE LA UNE

IRAK

Suite de la page A1

Ces policiers, très présents dans les rues de la capitale jusqu'à la chute du régime, ont disparu à l'arrivée des troupes américaines et presque tous les commissariats de police ont été mis à sac.

Bagdad a sombré un peu plus dans l'anarchie hier quand des pillards se sont attaqués aux immeubles du gouvernement, au musée archéologique, aux hôtels et même aux hôpitaux, volant médicaments, climatiseurs, incubateurs et matelas. Les médecins qui se battent pour travailler dans le seul des trois hôpitaux de la capitale encore ouvert étaient forcés de porter des fusils. Ils soignaient notamment des pillards sur lesquels des commerçants avaient tiré pour se défendre. Dans des quartiers, des

groupes d'habitants ont constitué des milices et érigé des barrages pour se protéger.

Dans la soirée, des feux brûlaient dans tout le centre de la capitale, où plusieurs ministères — Commerce, Éducation, Industrie et Plan — ont été pillés et incendiés. L'école d'infirmières de Bagdad a été mise à sac ainsi que l'école d'ingénieurs Al-Mustansiriyah, les bureaux de l'état civil et ceux de la Banque centrale.

Des magasins d'État, des entrepôts de nourriture, le Théâtre national, le musée d'archéologie, la radio et la télévision ont été saccagés et incendiés. Des hôpitaux comme celui d'al-Kindi, de Yarmouk, de Saddam ont été également vidés de leurs mobiliers et de leur équipements.

Les hôtels comme l'Al-Mansour ou des commerces comme un grand magasin d'électronique rue Saadoun ont été vidés et brûlés. Le prestigieux hôtel Rachid a été pillé avant d'être placé sous la protection des troupes américaines.

La capitale était toujours privée d'électricité tandis que l'eau coulait de façon irrégulière dans la plupart des quartiers. De longues files d'attente se formaient devant les boulangeries et les ordures s'entassaient le long des rues.

Des bandes de pillards rôdaient dans les quartiers résidentiels et surveillaient les maisons pour voir si leurs occupants étaient là. Des journalistes qui tentaient de leur parler ont été délestés de leur argent et de leurs caméras.

Les marines présents en ville assistent aux pillages sans intervenir, des dizaines de cadavres gisent dans les rues ou dans des voitures détruites par les forces américaines dans leur progression éclair vers le centre-ville. Aux yeux de nombreux Bagdadis, les États-Unis semblent n'avoir absolument pas réfléchi aux conséquences de la vacance du pouvoir provoquée par le renversement de Saddam Hussein.

Craignant d'autres attentats suicide, les troupes américaines ont tué hier plusieurs Irakiens lorsque

des véhicules ont refusé de s'arrêter à des postes de contrôle. Deux enfants ont ainsi été tués à Nasiriya et trois adultes ont trouvé la mort dans un incident séparé à Bagdad. En outre, l'équipage d'un char américain a ouvert le feu dans la capitale en direction d'un bus qui refusait d'obéir aux tirs de sommation. Le conducteur a été tué et les troupes américaines ont affirmé avoir découvert des uniformes de l'armée irakienne à l'intérieur du véhicule.

Bagdad demeure « un endroit dangereux », a reconnu le général Victor Renuart, selon lequel les forces coalisées « couvrent désormais de 50 à 60 % du territoire irakien ». Le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, a souligné que plusieurs quartiers de la capitale restaient incontrôlés et toujours en proie à des combats meurtriers.

Lançant parallèlement de nouveaux avertissements à la Syrie, accusée d'aider des Irakiens recherchés, la Maison-Blanche a affirmé que le régime de Saddam Hussein avait perdu tout contrôle à l'exception de poches de résistance principalement autour de Tikrit, ville natale du raïs à 175 km au nord de Bagdad et dernier grand objectif stratégique de la coalition, que l'aviation continuait de bombarder.

Dans le Nord, Mossoul, troisième ville du pays, est tombée en matinée sans coup férir, au lendemain de la chute de Kirkuk, le grand centre pétrolier voisin, que les Kurdes ont promis d'évacuer pour ne pas irriter la Turquie. Mais quelques heures après l'entrée des peshmergas, la ville arabe de plus d'un million d'habitants jusqu'alors loyale à Saddam Hussein a paru livrée à elle-même, soumise à la violence et au pillage. La présence militaire dans la ville est semble-t-il très réduite alors que des écoles, des bâtiments publics, une banque et un marché local ont été incendiés.

À Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé un « appel urgent aux forces de la coalition et à toutes les autres personnes ayant autorité » en Irak pour que les infrastructures essentielles (hôpitaux, réseau d'eau et égouts) soient protégées contre le pillage et la destruction.

Les dirigeants irakiens, eux, restent introuvables. « Soit ils sont morts, soit ils ont détalé comme des lapins », a déclaré le général Tommy Franks, commandant de l'offensive, qui s'est rendu hier en Afghanistan.

Avec la collaboration d'AFP, AP, Reuters et BBC

La Maison Simons
est fière de s'associer à

L'Orchestre symphonique de Laval

et de présenter le concert

Mozart
et son idole :
Haydn

Le mercredi
16 avril 2003 20h
Salle André-Mathieu

simons
MONTRÉAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • CARREFOUR LAVAL

SENTRA XE 2003

SAVIEZ-VOUS QUE LA PLUPART DES GENS N'AIMENT PAS FAIRE LE PLEIN D'ESSENCE?

AU VOLANT D'UNE SENTRA, ILS NE LE FONT PAS SOUVENT!

Location à partir de
219\$ /MOIS*

0\$ dépôt de sécurité!
Comptant initial de **995\$**
Transport et préparation inclus!

1,8% Financement à l'achat**
PDSF à partir de **15 798\$*****

AUCUN PAIEMENT PENDANT 90 JOURS
sur financement à l'achat*

• Climatiseur • Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8L de 126 chevaux • Pneus toutes saisons de 15 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Essuie-glaces à balayage intermittent • Dossier arrière rabattable 60/40 • Et beaucoup plus!

11 offre d'aucun paiement pendant 90 jours s'applique sur les modèles Sentra 2002-2003 pour les financements à l'achat et par les services NCFI uniquement. Aucun intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 60 jours, il doit payer mensuellement le capital et les intérêts selon les termes prévus au contrat. *Location de 48 mois pour la Sentra XE 2003 • Option Plus • 104GL53 BK001. Acompte ou échange équivalent de 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurance et obligations sur lieu de vente en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 48 mois. Frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location et d'achat. Offre d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent rendre l'offre à tout moment. ***PDSF de la Sentra XE à boîte manuelle (104GL53 AK003). Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo Nissan, la signature « DECOUVRIRE » et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

NISSAN

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

LE FIL DES ÉVÉNEMENTS >

Voici, d'heure en heure, le fil des événements survenus au cours de la journée d'hier. Les heures indiquées sont celles de Montréal, suivies des heures de Bagdad, entre parenthèses.

0h52 (8h52)

KIRKUK. Les combattants kurdes ont reçu l'ordre de quitter Kirkuk qu'ils ont prise, jeudi, avec le soutien discret des forces américaines, selon un des commandants militaires de l'Union patriotique du Kurdistan. «L'ordre a été donné, a indiqué le général «Mam» Rostam. Nous attendons à présent l'arrivée des forces américaines. Les peshmergas en armes devraient avoir quitté la ville aujourd'hui (vendredi) ou demain», a-t-il affirmé.

8h16 (16h16)

QATAR. Les villes pétrolières de Mossoul et de Kirkuk, dans le nord de l'Irak, «sont tombées et les forces spéciales américaines y sont entrées», a annoncé le major Rumi Nielson-Green, porte-parole à la base du Commandement central américain. Le centre de Mossoul semblait déserté, en milieu de journée, par les peshmergas et la ville était le théâtre de scènes de pillage.

8h45 (16h45)

BERLIN. Le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, estime que les Américains et les Britanniques sont seuls à pouvoir stabiliser la situation en Irak afin de faciliter la distribution de l'aide humanitaire, avant une seconde phase au cours de laquelle l'Allemagne juge l'égide de l'ONU décisive.



Photo REUTERS

RIMA ELKOURI

relkouri@lapresse.ca



Haro sur les pacifistes

Bagdad est tombé. Des Irakiens ont dansé. À voir les citoyens de Saddam City fous de joie, certains se sont demandé pourquoi tant de gens étaient si opposés à une intervention américaine.

Finalement, cette guerre, était-ce une si mauvaise idée ? Peut-on être contre la libération d'un peuple opprimé depuis tant d'années ? Pourquoi une majorité de Québécois ont-ils dit non à la guerre ?

Ce discours, on l'entend de plus en plus. Comme si la victoire hautement prévisible des Américains à Bagdad ajoutait une quelconque légitimité à cette guerre. Comme si les images d'Irakiens en liesse diffusées en boucle ces derniers jours faisaient oublier les raisons pour lesquelles on s'opposait à une intervention armée en Irak.

Que les pacifistes aillent donc se rhabiller, dit-on. Aveuglés par leur antiaméricanisme, ils auraient erré. Qu'ont-ils à dire aux Irakiens aujourd'hui ?

« Ce qu'on a à leur dire ? On veut leur dire toute notre solidarité. On veut leur dire qu'on va continuer de se battre pour qu'ils retrouvent leur dignité, le droit de contrôler leurs ressources naturelles, le droit à l'autodétermination », lance Francine Néméh, du collectif Échec à la guerre. « Le droit international, c'est notre planche de salut, dit-elle. Il faudra réinstaurer la paix par le droit. »

Cet après-midi, des pacifistes marcheront encore dans les rues de Montréal. Malgré la chute de Bagdad, les manifestations antiguerre sont maintenues à Washington, San Francisco, Paris, Rome, Barcelone, Madrid, Athènes... Même si bien des gens ont l'impression que la guerre est finie. Même si beaucoup ont déjà retourné leurs vestes, cédant au triomphalisme.

« Nous l'avons dit et répété : nous sommes heureux que les Irakiens se soient débarrassés de Saddam Hussein », insiste Francine Néméh. Mais cela ne change rien au fait que cette guerre est basée sur le mensonge, que les armes de destruction massive, qui ont servi de prétexte à une intervention militaire, n'ont jamais été trouvées, dit-elle. Cela ne change rien au fait que l'Occident a lui-même armé Saddam dans sa guerre contre l'Iran. Cela ne change rien au cynisme des États-Unis qui ont octroyé des contrats de reconstruction avant même le début de la guerre. Cela ne change rien au fait qu'avant d'être bonne pour la « démocratie », comme le prétend Bush, la guerre est surtout bonne pour l'économie.

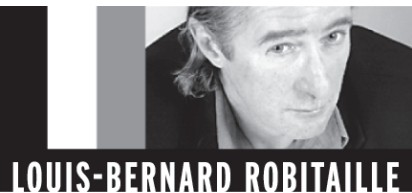
Une guerre basée sur le mensonge, disent donc les pacifistes. Pour leurs détracteurs, le mensonge se trouverait plutôt au coeur même de la rhétorique antiguerre. Les « néopacifistes » sont « en guerre... contre la paix », écrivait dans les pages du *Monde* Robert Redeker, philosophe et membre du comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes*. « Rien de plus tragique que la destinée du pacifisme. Affirmant combattre l'impérialisme, il s'est généralement rangé aux côtés du pire — fascisme, nazisme, communisme —, se retrouvant la plupart du temps, dans le camp des ennemis les plus résolus de la liberté », plaide le philosophe, dont les propos ont suscité tout un débat.

Plus près de nous, dans les pages du *Devoir*, Denise Bombardier s'indignait samedi dernier contre ce qu'elle appelle la « démocratie émotionnelle », mise en lumière, selon elle, par le mouvement antiguerre majoritaire au Québec. « Au nom de la paix, on pratique la haine de la pensée dissidente ou, plus exactement, des dissidents eux-mêmes, écrit-elle. Avant d'être contre la politique américaine, on hait Bush et, par amalgame, Sharon. Quant à Saddam, rares sont les pancartes qui le vilipendent lors des manifestations pacifistes. »

Faux et archi-faux, réplique Francine Néméh. On ne peut amalgamer le refus de la guerre avec la haine des États-Unis et la défense de régimes dictatoriaux. « L'occupation militaire, les bombardements et le règne de la terreur, ce serait donc ça, la démocratie raisonnée ? » demande-t-elle.

Bagdad est tombé. Des Irakiens ont dansé. Finalement, cette guerre, était-ce une si mauvaise idée ? demande-t-on.

C'était une bonne idée si on juge que la violation du droit international est une bonne idée, que l'occupation militaire est une bonne idée, que le sacrifice de milliers de victimes au nom du bien, du mal et de l'économie est une bonne idée.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

PARIS — La France devra-t-elle « payer un prix » pour son opposition à la politique de George W. Bush ?

La menace proférée hier à Washington par Paul Wolfowitz n'est pas vraiment passée inaperçue à Paris, mais elle n'a pas fait la manchette. Pour une raison principale : les propos du secrétaire adjoint à la Défense ne font que confirmer ce qu'on savait déjà à Paris. À savoir que les relations entre la France et les États-Unis connaissent leur plus grave crise depuis au moins 40 ans, que la communication est pratiquement coupée entre les deux capitales, et que les faucons de l'administration Bush ne rêvent effectivement que de faire payer le prix fort aux principaux pays du front antiguerre. À commencer par la France, devenue la bête noire des responsables et des médias américains favorables à la guerre.

Du côté de l'administration française, on s'est abstenu de toute réaction aux propos de Wolfowitz. Pendant que le président Chirac s'envolait pour Saint-Petersbourg, où il rencontrait le chancelier Schröder et le président Poutine, on a laissé un simple porte-parole du Quai d'Orsay déclarer que « la France ne souhaite pas engager une polémique ».

Interrogé sur les propos de Wolfowitz, un expert en stratégie, François Gêret, résume une appréciation assez largement partagée à Paris : « On peut s'étonner de ce que les États-Unis s'en prennent presque exclusivement à la France, alors que bien d'autres pays amis se sont opposés à la guerre. Mais il est vrai que la France s'est vraiment mise de l'avant dans cette opposition à Washington, alors que l'Allemagne et même la Russie ont été beaucoup plus discrètes et ont donné l'impression de suivre. C'est pourquoi en effet les Américains voudront faire payer la France. »

À vrai dire, ce ne sont pas les menaces de représailles économiques comme telles qui inquiètent principalement à Paris. Bien sûr, il y a à intervalles rapprochés des reportages télévisés sur tel ou tel boycottage, aux États-Unis, de produits français. À commencer par les plus voyants : restaurants français de New York, vins de Bordeaux ou de Bourgogne, fromages. Mais, malgré les dégâts causés à certains secteurs bien précis, un économiste comme Élie Cohen croit que « ce boycottage ne peut être que temporaire et marginal ». En ce qui concerne la quasi totalité des exportations françaises, elles ne peuvent être sujettes à un véritable boycott, « car celui-ci pénaliserait tout autant les États-Unis que la France, ou alors serait en contravention flagrante avec les règles acceptées de l'Organisation mondiale du commerce ».

Bien entendu, les responsables français ne s'attendent pas à ce que, dès demain, la coalition anglo-américaine vienne offrir une part substantielle du gâteau irakien à des



Photo AP

La France devrait avoir son rôle à jouer dans la reconstruction de l'Irak, malgré le froid qui perdure entre Washington et Paris.

entreprises françaises, qu'il s'agisse du pétrole ou des contrats de reconstruction. Mais à Paris, on estime que la situation, sur le seul plan économique, se révélera extrêmement complexe à court terme : même si, selon l'ancien ambassadeur français à l'ONU, Claude de Kemoula, « ceux qui ont gagné la guerre administreront naturellement le pays pendant quelques mois », il faudra régler de manière raisonnable la question de la dette, où la France arrive loin derrière la Russie parmi la liste des créanciers.

Quant au pétrole, la Russie, de nouveau, détient les contrats les plus importants, signés avec l'État irakien. Si la Coalition décide de les respecter, comment ne pas honorer ceux que détient également le pétrolier français Elf-Total-Fina ? En ce qui concerne les gigantesques travaux de reconstruction, où, comme le pense Élie Cohen, « les Américains voudront naturellement se rembourser des énormes frais de la guerre », le porte-parole du Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, a fait savoir dès jeudi que « tous les contrats de reconstruction seront examinés pour vérifier qu'ils sont conformes aux règles de l'OMC concernant la concurrence et les appels d'offre ». Des règles auxquelles ont souscrit 25 pays, dont les États-Unis, et dont ceux-ci ne peuvent s'affranchir sans détruire le système commercial multilatéral et l'OMC — « le grand saut dans l'irrationnel », selon Cohen.

Sur le plan strictement économique, les menaces de Paul Wolfowitz n'ont donc pas provoqué de véritable inquiétude à Paris.

En revanche, ce qui provoque un véritable malaise au sein de la classe politique, et plus précisément au sein de la droite parlementaire, soutien de Chirac, c'est l'aggravation de la brouille entre Paris et Washington, et la crainte qu'elle ne tourne à une véritable guerre froide, où la France se retrouverait isolée de ses alliés traditionnels, en seule compagnie de l'Allemagne pacifiste, d'une Russie partiellement démocratique... et de la Chine encore communiste.

À la veille du sommet improvisé de Saint-Petersbourg, un représentant des centristes de l'UDF à l'Assemblée, Hervé Morin, qualifiait cette rencontre d'« insensée, au moment où la situation de la France est fragilisée vis-à-vis des États-Unis et qu'il y a une vraie fracture entre le peuple américain et le peuple français ». Un député d'obédience chiraquienne, Jean-Jacques Descamps, a dit « espérer que ce sommet n'ait pas pour but de continuer de faire bande à part, mais d'encourager tout le monde à retrouver le contact avec les États-Unis à travers l'ONU ».

Au sein de la droite tout au moins, on n'avait pas attendu la déclaration de Wolfowitz pour estimer que la crise actuelle était grave et pouvait mener à une vraie cassure stratégique entre les États-Unis et certains pays de la vieille Europe. À commencer par la France, plus exposée et vulnérable que la puissante Russie : « Malgré le veto russe, Bush continue à parler régulièrement à Poutine au téléphone, explique un diplomate français. Chirac et Bush ne se sont plus parlé depuis le 7 février. »

Tourisme Québec retire certaines allusions à la France de ses brochures

FRANÇOIS CARDINAL

EXIT LA « french joie de vivre ». Dans les prochains jours, Tourisme Québec compte ménager les susceptibilités des Américains en retirant de ses brochures la plupart des passages faisant référence aux influences françaises de la Belle province.

Ce positionnement marketing, pour emprunter le jargon de l'industrie, fait suite aux rapports réalisés récemment par l'équipe de veille de Tourisme Québec. Postée dans le nord-est des États-Unis, celle-ci a conseillé à la direction de l'organisme d'expurger sa publicité afin de ne pas déplaire aux Américains, choqués par le refus catégorique de la France de suivre les GI en Irak.

« On veut limiter les impacts possibles, a confirmé Johanne Pelletier, porte-parole de Tourisme Québec. Dans la brochure (de 56 pages) que nous encartons annuellement dans les quotidiens du nord-est des États-Unis, il y a quelques allusions au mode de vie à la française. On va jouer ça en bémol et faire de petits changements. »

La « french joie de vivre », par exemple, sera probablement remplacée par la « culture unique » du Québec. En outre, l'accent

sera placé dans cet encart distribué à plus d'un million d'exemplaires sur l'accueil chaleureux des Québécois, la gastronomie, les musées, etc., l'idée n'étant pas de nier quoi que ce soit, précise M^{me} Pelletier, mais « d'insister moins » sur le fait français.

Depuis que la France a refusé de suivre les Américains en Irak dans le but de détrôner Saddam Hussein, la francophobie a atteint des niveaux jamais vus aux États-Unis. Se sentant trahis, les Américains n'hésitent pas à casser publiquement du sucre sur le dos des Français et de la France en général.

Exemple parmi d'autres, la décision de rebaptiser, à la cafétéria du Congrès américain et à bord de l'avion présidentiel *Air Force One*, les « french fries » en « freedom fries ». Idem pour les « french toasts », renommées « freedom toasts » à la fin du mois de février dernier.

Plus près de nous, un des meilleurs restaurants français de New York, Lespinasse, situé dans l'hôtel Saint-Regis, a annoncé hier qu'il servirait son dernier repas le 19 avril. Bien que rien n'indique clairement que cela soit lié à la francophobie ambiante, l'agence touristique NYC & Company a récemment confirmé que certains établissements français souffrent bel et bien de la situation.

C'est donc pour ne pas être associé de près aux Français que le Québec réagit avant qu'il ne soit trop tard. Surtout que d'autres éléments pourraient nuire à la popularité du Québec cet été. Parmi ceux-ci, citons les remarques de l'ambassadeur américain au Canada, Paul Cellucci, selon lesquelles les États-Unis sont « déçus » du refus du Canada de participer à la guerre, et les huées entendues au hockey pendant l'hymne national américain.

« On évalue aussi la possibilité de retarder la campagne promotionnelle de quelques semaines parce que les gens n'ont pas, à l'heure actuelle, le goût de planifier leurs vacances d'été », a ajouté M^{me} Pelletier.

Les derniers chiffres font état de 2,3 millions de visiteurs américains au Québec en 2001 pour des recettes touristiques de l'ordre du milliard de dollars.

Selon un sondage Ipsos-Reid commandé par la Commission canadienne du tourisme et diffusé le 1^{er} avril dernier, 63 % des Américains sont conscients du refus du Canada de participer à la guerre. De ce nombre, 63 % ont indiqué que cela n'allait avoir aucun impact sur leur volonté de voyager ou non au Canada dans la prochaine année.

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

LE FIL DES ÉVÉNEMENTS >

Voici, d'heure en heure, le fil des événements survenus au cours de la journée d'hier. Les heures indiquées sont celles de Montréal, suivies des heures de Bagdad, entre parenthèses.

10h03 (18h03)

GENÈVE. Le Comité international de la Croix-Rouge lance un «appel urgent (...) aux forces de la coalition et à toutes les autres personnes ayant autorité» en Irak pour protéger les infrastructures essentielles du pillage et de la destruction dont les hôpitaux, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation.

10h23 (18h23)

SAINT-PÉTERSBOURG. La Russie et l'Allemagne estiment essentiel «de faire revenir le plus rapidement possible le processus de règlement irakien dans le cadre de l'ONU», a déclaré le président russe, Vladimir Poutine, à l'issue d'un entretien avec Gerhard Schröder, le chancelier allemand.

15h45 (23h45)

WASHINGTON. Les États-Unis annoncent qu'ils vont envoyer dans les prochaines semaines près de 1200 responsables policiers, consultants en sécurité publique et experts judiciaires en Irak afin d'aider à restaurer l'ordre dans le pays après la fin de la guerre.

15h53 (23h53)

WASHINGTON. Le président américain, George W. Bush, demande aux dirigeants syriens de faire «tout leur possible» pour fermer la frontière Syrie-Irak aux fidèles de Saddam Hussein, et de livrer ceux qui se sont déjà réfugiés en Syrie.

16h02 (10h02)

WASHINGTON. Le régime de Saddam Hussein est «fini», car il a perdu le contrôle «organisé et centralisé de l'Irak», a déclaré la Maison-Blanche, qui a toutefois averti que les forces américano-britanniques faisaient toujours face à des poches de résistance armée.

Blair aurait encouragé Murdoch à attaquer la France

Agence France-Presse

LONDRES — Le premier ministre Tony Blair aurait incité le magnat de la presse Rupert Murdoch à intensifier ses attaques contre la France dans son tabloïd *The Sun*, plus fort tirage de Grande-Bretagne, affirme Bruce Anderson, un éditorialiste de *l'Independent*, un autre quotidien.

Dans un entretien à l'AFP, Bruce Anderson a confirmé ces informations récemment glissées dans une tribune de *l'Independent* (centre gauche). Mais Downing Street, interrogée par l'AFP, a démenti, assurant sans autre commentaire que «l'histoire n'est pas vraie».

Selon Bruce Anderson, Rupert Murdoch aurait récemment demandé au premier ministre britannique si le *Sun* pouvait l'aider davantage dans la crise irakienne. «Oui», aurait répondu Tony Blair, avant d'ajouter : «Intensifiez les attaques contre les Français.»

À l'AFP, Bruce Anderson a précisé que sa source était «digne de foi», «plutôt politique et proche de M. Murdoch».

Reste que ni cette source ni l'éditorialiste de *l'Independent* n'ont assisté à la conversation rapportée entre le premier ministre et le millionnaire américain d'origine australienne. Impossible donc de savoir si les propos attribués à Tony Blair ont été prononcés sérieusement ou sur le ton de la plaisanterie.

«Il est possible que M. Blair ait voulu faire une plaisanterie légère, tout en sachant que le *Sun* n'en ferait qu'à sa tête quoi qu'il dise», a spéculé Bruce Anderson. Le journaliste ignore aussi quand cette conversation aurait eu lieu, s'il s'agissait d'un tête-à-tête ou d'un appel téléphonique.

Le journal populaire *The Sun*, acheté par M. Murdoch en 1968, est une institution en Grande-Bretagne avec plus de 3,5 millions d'exemplaires vendus par jour.

Ouvertement xénophobe, le *Sun* multiplie depuis plusieurs mois les insultes contre le président français Jacques Chirac, parfois comparé à Hitler ou Saddam Hussein. Une édition spéciale parisienne en février avait même consacré sa une à M. Chirac avec un corps de «ver». Vendredi, le *Sun* se distinguait à nouveau dans la francophobie en publiant un photomontage de cible pour jeu de fléchettes avec M. Chirac au centre.



Photo AFP

Trois chefs de gouvernement se rencontrent à Saint-Petersbourg pour discuter du programme de reconstruction de l'Irak : le président français Jacques Chirac, le président russe Vladimir Poutine et le chancelier allemand Gerhard Schröder.

Poutine, Chirac et Schröder, les «antiguerre» tiennent un meeting à Saint-Petersbourg

VLADIMIR ISACHENKOV
Associated Press

SAINT-PÉTERSBOURG — Les «antiguerre» préoccupés par l'après-guerre. Deux jours après la chute de Bagdad, Vladimir Poutine a accueilli Jacques Chirac et Gerhard Schröder hier soir à Saint-Petersbourg pour un sommet qui devrait leur permettre de plaider en faveur d'un rôle «central» pour l'ONU dans la reconstruction de l'Irak.

«Dès que possible, et après la phase nécessaire de sécurisation, il faut engager la reconstruction», a déclaré le président français. «C'est une tâche immense. Il appartiendra (...) aux Nations unies d'y jouer un rôle central. Seules les Nations unies ont la légitimité nécessaire. Elles seront efficaces car elles ont l'expérience depuis longtemps» des situations de sortie de crise, a souligné Jacques Chirac.

La rencontre a été organisée en début de semaine, au moment où le

président américain George W. Bush et son allié le premier ministre Tony Blair se retrouvaient à Belfast pour faire le point de leur intervention militaire en Irak et préparer l'après-guerre. La visite du chancelier allemand Gerhard Schröder, prévue de longue date, a alors été transformée à la hâte en sommet tripartite avec le président français.

Initialement, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devait se joindre aux hôtes du président russe, mais il a annulé ses déplacements prévus, dont sa venue à Saint-Petersbourg. «Il a réalisé que sa visite ici pourrait être interprétée comme un acte anti-américain», estime Sergueï Karaganov, président du Conseil russe pour la politique étrangère et de défense.

Après avoir fermement combattu le recours immédiat à la force et contraint les États-Unis à se passer de l'aval des Nations unies pour lancer l'offensive contre l'Irak, l'axe de la paix, Paris-Berlin-Moscou, se retrouve dans une position délicate maintenant que l'après-guerre se dessine, trois semaines après le début des opérations militaires.

Et l'insistance pour que l'ONU

joue maintenant un rôle politique de premier plan en Irak risque de dégrader encore davantage les relations avec Washington qui n'a pas oublié les menaces de veto françaises.

Le secrétaire adjoint américain à la Défense Paul Wolfowitz a clairement dit jeudi que les Nations unies ne «pouvaient pas être responsables» de l'après-guerre. Et si la Russie, la France et l'Allemagne veulent participer à la reconstruction de l'Irak, a-t-il suggéré, elles n'ont qu'à effacer les dettes irakiennes... Il ne cache pas que l'opposition à Washington a «un prix» qu'un pays comme la France va devoir payer.

Vladimir Poutine a déclaré hier devant un auditoire russe et allemand en présence de Gerhard Schröder que la Russie et l'Allemagne demeuraient «convaincues du manque de perspectives pour une solution militaire au problème irakien». «Nous croyons que la tâche principale est de revenir au processus de règlement de la question irakienne par les Nations unies le plus vite possible. Nos pays peuvent et doivent faire le maximum pour préserver un système mondial stable de droit international qui soit fondé sur la primauté des Nations unies».

Le Kremlin pour sa part se veut conciliant. Le conseiller diplomatique de Vladimir Poutine, Sergueï Prokhorov, assure que le sommet de Saint-Petersbourg examinera des façons «non conflictuelles» de coopérer avec Londres et Washington. Il a nié que Paris, Moscou et Berlin cherchent à trouver une position commune sur la reconstruction, arguant que les trois pays sont déjà d'accord. Ces derniers jours pourtant, la Russie, semble-t-il courtoisie par les États-Unis, a paru donner des signes de vouloir ménager les Américains.

Le conseiller du président russe a ajouté d'ailleurs que Saint-Petersbourg ne devait pas être considéré comme une réponse au sommet de Belfast, au cours duquel George W. Bush et Tony Blair ont affirmé que l'ONU devrait jouer un «rôle vital» dans la reconstruction de l'Irak, rôle qui reste d'ailleurs à définir.

Même si M. Blair apparaît soucieux de ramener l'ONU au cœur de l'après-guerre, M. Bush semble vouloir la cantonner dans un rôle humanitaire, et lui laisser seulement entériner les décisions politiques prises par Londres et Washington sur la future administration irakienne.

LES OFFRES À 50 % ON EN A PLEIN NOTRE CASQUE.

LA CORDÉE A 50 ANS. VOUS ÉCONOMISEZ 50 %.

► 50 % de rabais

32⁵⁰

Prix régulier : 64,99\$

\$

Casque de vélo Le Mask Garneau ►
Coque de polystyrène fusionné /
28 ouvertures /
Fixation ergonomique à la nuque Spiderlock



50 ANS DE PLEIN AIR!



LA CORDÉE

GÉNÉREUX DE NATURE

Promotion en vigueur jusqu'au 27 avril 2003 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

2159, rue Ste-Catherine E. – 2777, boul. St-Martin O. – 514.524.1106 – www.lacordee.com

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

| PAYS DU G7 |

Les ministres des Finances appelés à secouer leur économie

HERVÉ ROUACH
Agence France-Presse

WASHINGTON – Face aux avertissements des milieux économiques, les grands pays industrialisés vont devoir prouver, cette fin de semaine à Washington, leur capacité à utiliser l'atout psychologique d'une fin imminente de la guerre en Irak pour faire rebondir la croissance.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales des pays du G7 se retrouvent aujourd'hui dans la capitale américaine, en marge des réunions de

printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

La percée décisive américano-britannique en Irak, avec la chute de Bagdad, lève une des hypothèques pesant sur l'économie mondiale, dont les perspectives de croissance ont fondu au cours des derniers mois.

Devant les avertissements de ceux qui affirment que le conflit et sa préparation n'ont fait que cacher les faiblesses des grandes économies, ces succès militaires obligent les ministres à un discours convaincant, voire à des mesures crédibles.

Intervenant en préambule de ces réunions, le directeur général du FMI, Horst Koehler, a adressé jeudi un message mitigé. La fin prévisible du conflit est « une bonne nou-

velle » pour l'économie, d'autant plus que ses effets négatifs les plus redoutés, telle une flambée des prix du pétrole, ont été « contenus ».

M. Koehler a appelé les Sept (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon, Canada) à mener des politiques clairement orientées vers le soutien à la croissance, pour parer à tout risque de nouveau ralentissement.

« Chacun des pays du G7 doit agir de façon décisive, à sa propre manière, pour s'attaquer à ce problème », a martelé à son tour le secrétaire américain au Trésor John Snow, en jugeant que « les États-Unis ont fait leur part ».

Pour John Snow, comme pour ses collègues, il n'est pas question d'une réponse coordonnée mondiale au marasme économique.

Comme le G7 l'avait déjà souligné en février, chaque grande zone économique doit faire sa part : l'Europe doit se réformer pour être plus flexible, le Japon doit combattre la déflation et assainir son système bancaire, les États-Unis doivent améliorer la productivité et lutter contre le creusement de leurs déficits, commercial et budgétaire.

Face au risque de nouveau ralentissement, la politique monétaire doit être « la première ligne de défense », a estimé Horst Koehler.

Dans une économie mondiale bien morose — le FMI a revu de 3,7 % à 3,2 % sa prévision de croissance pour 2003 —, l'Europe donne des signes de faiblesse plus qu'inquiétants. En six mois, le FMI a divisé par deux sa prévision de croissance pour la zone euro cette année, de 2,3 % à 1,1 %.

Les ministres des Finances du G7 doivent aussi examiner aujourd'hui les premières mesures économiques de l'après-guerre pour l'Irak. La dette de l'Irak, estimée à près de 400 milliards de dollars, « est très importante par rapport aux conditions économiques dans lesquelles se trouve le pays et les ministres des Finances du G7 sont vraiment dans une position unique pour réfléchir à cette question », a affirmé John Snow.

Mais s'il est question de la reconstruction, John Snow ne pourra esquiver la question du rôle de l'ONU. Le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a prévenu que son institution pourrait difficilement travailler en Irak en l'absence d'un gouvernement ou d'une administration reconnue par l'ONU.

Le Pentagone soupçonné de favoritisme

Agence France-Presse

NEW YORK — Le groupe américain Halliburton, dont le vice-président Dick Cheney est l'ancien PDG, a nié hier qu'une de ses filiales se soit vu attribuer par le Pentagone un contrat de sept milliards de dollars pour lutter contre les incendies des puits de pétrole irakiens.

Citant une lettre du Génie militaire américain, le *New York Times* affirmait hier que ce contrat attribué sans appel d'offres le 24 mars, pour la reconstruction de l'Irak, s'élève à sept milliards de dollars sur deux ans.

« Ce serait mal représenter les faits d'affirmer que KBR (Kellogg Brown and Root, la filiale concernée) est chargée de la totalité du plan de gestion des risques » d'incendies, a affirmé Wendy Hall, porte-parole d'Halliburton.

« Présentement, HBR ne s'est vu attribuer que quatre contrats totalisant 50,3 millions de dollars » pour amorcer le travail de prévention des incendies, a-t-elle précisé.

« Ces contrats portent sur une période d'interim, en attendant que le Génie militaire attribue d'autres contrats pour assurer la totalité des services nécessaires à la mise en place complète du plan de gestion des risques », a ajouté Mme Hall.

Le Génie militaire, joint pour commenter ces informations, n'avait pas commenté l'affaire à la mi-journée hier.

Selon Mme Hall, la somme de sept milliards sur deux ans correspond à une estimation de ce corps d'armée portant sur le coût total du plan de lutte contre les incendies. « Ce montant n'est pas celui des services commandés à KBR à ce jour », a insisté la porte-parole.

Le 26 mars, Henry Waxman, chef de file des démocrates à la Commission pour les réformes gouvernementales de la Chambre des représentants, s'était indigné des conditions d'attribution de ce contrat.

Un porte-parole du Génie, le lieutenant-colonel Gene Pawlik, avait répondu que KBR s'était vu attribuer ce contrat pour s'être déjà occupée d'une étude sur les modalités d'extinction des incendies de puits de pétrole.

Le groupe Halliburton était dirigé jusqu'en 2000 par Dick Cheney.

Le président américain George W. Bush a présenté, quelques jours après le début de la guerre en Irak, un collectif budgétaire prévoyant notamment 3,5 milliards de dollars pour l'assistance et la reconstruction de l'Irak, dont près de 500 millions pour la remise en état des puits de pétrole.



Photo AFP

Les souvenirs de la guerre du Golfe donnent aux Koweïtiens une vision particulière de la guerre menée par les troupes américano-britanniques au régime de Bagdad.

Le Koweït salue la défaite de Saddam

MARC BURLEIGH
Agence France-Presse

LA CHUTE du régime de Saddam Hussein satisfait peut-être certains de ses voisins, mais aucun autant que le Koweït, où le traumatisme laissé par les chars irakiens envahissant son sol il y a 13 ans est toujours perceptible.

Les carcasses froissées des véhicules militaires irakiens sont visibles dans le désert, près d'une base koweïtienne, dans le nord, souvenirs de la guerre du Golfe (en 1991).

Des pancartes à travers le Koweït proclament : « Très reconnaissant à l'Amérique et à ses alliés. Dieu vous bénisse ». Des affiches dans les supermarchés et à l'arrière des autobus montrent un Koweïtien enlaçant un soldat américain. Un musée de la ville accueille les armes utilisées pendant la guerre, tandis que les étagères des magasins regorgent de livres sur le conflit.

Ces vestiges et souvenirs de la souffrance koweïtienne pendant la

guerre et de sa libération donnent aux Koweïtiens une vision particulière de la guerre menée depuis trois semaines par les troupes américano-britanniques au régime de Bagdad.

Depuis le début de la guerre le 20 mars, le Koweït, qui a servi de base à l'offensive terrestre, a rompu avec les autres opinions publiques arabes en soutenant totalement la guerre.

« Nous ne sommes pas contre l'Irak, mais contre Saddam », a déclaré Hanafi Nasser, un Égyptien vivant au Koweït.

Des mariages mixtes, le soutien à Bagdad lors de la guerre sanglante contre l'Iran de 1980 à 1988 et des liens historiques ont longtemps sous-tendu les relations entre les deux peuples, a expliqué Youssouf Mohammed, qui enseigne à l'Université du Koweït.

Mais « le régime irakien, avec sa longue histoire de brutalité contre son peuple, a été une source constante de tension et de complots contre le peuple et les dirigeants du Koweït », a-t-il déclaré au journal *Arab Times* d'hier.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement koweïtien a fait tout son possible pour soutenir l'effort de guerre américain, tout en gardant un profil bas pour éviter de s'attirer la colère des autres pays arabes.

Les Koweïtiens ont mis en avant les camions d'aide qu'ils ont envoyés dans les villes du sud de l'Irak en signe de solidarité, tout en instaurant des restrictions aux frontières pour éviter un afflux de réfugiés.

Maintenant que le régime irakien est tombé et que le conflit semble sur le point de se terminer, le Koweït s'intéresse à la manière dont le nouvel Irak sera gouverné et aux conséquences que cela aura sur le Proche-Orient.

Les Américains « ne viennent pas ici juste pour chasser Saddam Hussein et apporter la liberté », a estimé Ahmed Bayoumi, également de l'Université du Koweït. « Ils viennent aussi bien sûr pour le pétrole ».

M. Bayoumi dit avoir peur que le conflit en Irak ne soit « que la première des nombreuses guerres »

que Washington a l'intention de mener pour remodeler la région.

La Syrie, le Liban et l'Iran sont probablement sur la liste, a-t-il déclaré, en écho à ce que pensent de nombreuses personnes dans le monde arabe.

Une administration véritablement démocratique en Irak sera la bienvenue, a-t-il ajouté, déclarant toutefois s'attendre plutôt à un gouvernement fantoche.

« Beaucoup de gens sont contents que Saddam soit parti, mais ils sont effrayés par l'avenir », a-t-il poursuivi.

M. Mohammed s'est montré plus circonspect, mais a souligné la nécessité que les Nations unies assument le rôle principal dans la reconstruction de l'Irak, malgré la volonté contraire exprimée par les États-Unis.

« Tout ce qui ne ressemblera pas à un résultat juste et honorable pour le peuple irakien portera les racines de nouvelles souffrances inutiles pour toutes les parties impliquées dans le conflit », a-t-il jugé.

L'Irak aurait une dette extérieure de 120 milliards

Agence France-Presse

LA DETTE extérieure de l'Irak est estimée présentement actuelle à environ 120 milliards de dollars, dont 48 milliards en intérêts, a indiqué hier Richard Segal, analyste de la société britannique Exotix, spécialisée dans le courtage de dette des pays émergents.

Cette dette remonte aux années quatre-vingts avec le financement de la guerre con-

tre l'Iran. C'est en 1990 que l'Irak a cessé ses remboursements, un peu avant l'invasion du Koweït. Ce dernier est l'un des plus gros créanciers de l'Irak, juste derrière l'Arabie Saoudite, a noté cet analyste.

Cette estimation ne prend pas en compte les compensations dues par l'Irak au sujet de la guerre du Golfe.

Selon la dernière livraison du magazine *Arabian Business*, l'Irak aurait une dette (principal et intérêts) de 25 milliards de dollars

auprès de l'Arabie Saoudite et de 12,5 milliards auprès du Koweït. Les Émirats arabes unis et les différentes monarchies du Golfe auraient ensemble une créance de 17,5 milliards. L'Irak aurait une dette de huit milliards auprès de la France et autant auprès de la Russie.

Jeudi, le numéro deux du département américain de la Défense, Paul Wolfowitz, avait suggéré que la France, la Russie et l'Allemagne devraient effacer la dette irakienne

pour contribuer à l'effort de reconstruction.

L'endettement extérieur exact de l'Irak reste vague et la Banque mondiale, par exemple, ne donne aucune statistique sur la dette irakienne alors qu'elle a des chiffres sur pratiquement tous les pays du monde.

Les institutions financières internationales seraient peu engagées face à l'Irak. Selon Richard Segal, l'Irak devrait une centaine de millions de dollars au Fonds monétaire international.

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

Washington fait monter la pression sur la Syrie

PASCAL BAROLLIER
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis ont fait monter la pression sur la Syrie hier en demandant désormais à Damas de coopérer avec les forces américaines en Irak, par la livraison de tout ex-dirigeant irakien s'étant réfugié dans leur pays.

Après plusieurs avertissement adressés à la Syrie par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, c'est désormais le président George W. Bush lui-même qui a réclamé hier la coopération de la Syrie contre les membres du régime de Saddam Hussein.

M. Bush a demandé aux dirigeants syriens de faire « tout leur possible » pour fermer leurs frontières avec l'Irak aux fidèles de Saddam Hussein, et de livrer ceux qui se sont déjà réfugiés dans ce pays.

« Nous attendons une totale coopération » de la part de Damas et, si des personnes recherchées sont en Syrie, nous comptons sur les dirigeants de ce pays pour « les remettre en bonnes mains », a insisté M. Bush en demandant que les autorités syriennes « fassent tout leur possible pour empêcher des gens qui devraient être traduits en justice de trouver refuge dans leur pays ».

« Nous les pressons de ne pas autoriser des membres du parti Baas ou de la famille de Saddam, ou encore des généraux en fuite, de trouver refuge là-bas », a encore dit le président américain. « La Syrie doit simplement savoir que nous attendons (d'elle) une totale coopération », a-t-il souligné.

Le même jour, M. Rumsfeld a accusé la Syrie d'avoir géré les États-Unis en Irak et de continuer à accepter des Irakiens en fuite.

« La Syrie ne nous a pas aidé en permettant l'arrivée d'équipements militaires », en autorisant que des responsables du régime irakien passent en Syrie et en autorisant « que des gens quittent la Syrie », a-t-il dit en faisant allusion à des combattants volontaires venus en Irak pour lutter contre la coalition anglo-américaine.

Interrogé sur la situation actuelle le long de la frontière irakienne, M. Rumsfeld a aussi demandé : « Y a-t-il toujours des gens qui quittent le pays vers la Syrie ? », avant de répondre que c'était le cas, lors d'une conférence de presse au Pentagone.

Jeudi devant le Congrès, le bras droit de M. Rumsfeld, Paul Wolfowitz, avait qualifié le comportement de la Syrie de suspect en ne cachant pas que les États-Unis surveillent ce pays.

« Les Syriens ont un mauvais comportement et on doit leur rappeler que s'ils continuent, nous devons revoir notre politique envers un pays qui abrite des terroristes, des criminels de guerre et qui plus récemment a acheminé des équipements (militaires) en Irak », lâchait-il devant la Commission des forces armées du Sénat.

« C'est un comportement très suspect, et en attirant l'attention sur ce point, nous espérons que les Syriens changeront d'attitude », a encore affirmé M. Wolfowitz.

« Nous continuons à les surveiller, mais le Pentagone n'a pas l'intention d'envoyer des troupes en Syrie », a-t-il néanmoins assuré.

Le même jour, le département d'État a révélé que la Syrie avait promis aux États-Unis de fermer sa frontière avec l'Irak, une affirmation clairement contredite hier par M. Rumsfeld.

Ces assurances avaient été données par les autorités syriennes à l'ambassadeur américain à Damas, Theodore Khattouf.

De hauts responsables américains, M. Rumsfeld en tête, ont décoché les premières flèches contre la Syrie il y a deux semaines en l'accusant d'aider le régime de Saddam Hussein en lui fournissant notamment du matériel militaire, tout des équipements de vision de nuit.

Audi TT 2003 ROADSTER
A qui la chance...

Popular
MONTRÉAL

Voyez le spécialiste

5441, rue Saint-Hubert, Montréal • (514) 274-5471

Une Yougoslavie mésopotamienne?

MATHIEU PERREAULT

JEUDI MIDI, Norman Cornett est resté bouche bée en apprenant l'assassinat de l'imam chiite Abdel Majid al-Khoï à Najaf, une ville sainte chiite dans le sud de l'Irak. Le professeur d'études religieuses de l'Université McGill sortait d'un colloque qu'il avait organisé sur les divisions religieuses en Irak.

Pour M. Cornett, l'assassinat de jeudi est de mauvais augure. « Je ne pense pas que l'Irak devienne une Yougoslavie mésopotamienne, parce que les États-Unis n'autoriseront jamais la désintégration de l'Irak. Mais je pense que la reconstruction du pays peut très bien être empêchée par les divisions ethniques et religieuses. »

Le nord du pays est habité principalement par des Kurdes, des musulmans sunnites formant environ 20 % des 24 millions d'Irakiens. Le reste du pays est arabe et aux deux tiers chiite. Les chiites, qui sont surtout concentrés dans le sud, sont une branche minoritaire de l'islam. La place forte du chiisme est actuellement l'Iran, où 90 % de la population est chiite.

Cette mosaïque est compliquée par le fait que les sunnites arabes, qui forment 18 % de la population, sont aux commandes de l'Irak depuis des siècles. Les chiites sont malgré tout solida-

res de leurs compatriotes irakiens : durant la guerre avec l'Iran, dans les années 80, les défections de soldats chiites ont été somme toute peu nombreuses. La raison en est simple : les chiites iraniens sont persans, alors que les chiites irakiens sont presque tous arabes.

Cette mosaïque ethno-religieuse est toutefois plus instable qu'auparavant : afin de galvaniser les Irakiens, Saddam Hussein s'est fait de plus en plus dévot durant les années 90, allant jusqu'à inscrire une phrase du Coran sur le drapeau irakien. En théorie, l'Irak est un pays laïque. Un récent rapport de l'International Crisis Group (ICG), un groupe bruxellois, rapporte que le port du voile est en hausse chez les jeunes, tout comme les pèlerinages religieux.

La plupart des experts cités dans les médias au cours des dernières semaines excluent eux aussi que l'Irak ne devienne une nouvelle Yougoslavie. Ils s'appuient sur deux événements datant d'il y a 10 ans : la révolte chiite contre le régime de Saddam Hussein en 1991, qui était dirigée contre les édifices du pouvoir plutôt que contre les sunnites, et le respect qu'ont montré les Kurdes à l'égard des soldats irakiens et des sunnites dans l'enclave autonome kurde.

Le rapport de l'ICG explique toutefois que les factions islamistes chiites sont bien organisées,

mieux que les factions laïques. Il serait donc tentant de s'appuyer sur les islamistes pour dominer l'Irak, relève l'ICG. L'Iran brûle de jouer un rôle en Irak : certains commentateurs avancent que l'assassinat de l'imam al-Khoï, un modéré, pourrait avoir été commandité par l'Iran. Le professeur Cornett de McGill pense qu'il s'agit plutôt d'agents de Saddam Hussein.

Au beau milieu de cette poudrière, les quelques centaines de milliers de chrétiens d'Irak ont beaucoup à perdre. Le vice-premier ministre de Saddam Hussein, Tarek Aziz, était chrétien, et les églises jouissaient d'avantages fiscaux et d'une liberté assez rares dans les pays musulmans. Un évêque catholique a expliqué au *Washington Post* cette semaine qu'il craignait une vague d'attentats antichrétiens semblable à celle qui s'est produite au Pakistan à la suite de l'invasion américaine en Afghanistan, l'an dernier.

Et surtout, les chrétiens irakiens craignent les évangélistes américains : beaucoup d'ONG religieuses américaines sont massées aux frontières irakiennes, prêtes à secourir les affamés. Plusieurs Églises évangélistes ne voient aucun problème à enseigner le christianisme à ceux qu'ils aident. Immédiatement après une « croisade » américaine, un tel prosélytisme pourrait mettre le feu aux poudres.

Directement de l'importateur

Vente de printemps

MEUBLES EN

Rotin

ET EN *Teck*

Réservez dès maintenant vos meubles de jardin en bois de teck à des prix réduits.

Nous offrons des **parasols gratuits** à l'achat des ensembles en teck.

L'offre est valide jusqu'à épuisement des stocks de parasols

Grandes réductions jusqu'à 70 %

sur des collections de meubles en rotin haut de gamme (seulement au centre de liquidation à Saint-Hubert)

INFLUENCE

ROTIN ET TECK

8493, boul. Décarie, Mont-Royal, sortie Jean-Talon
3919, boul. Taschereau, Saint-Hubert (Centre de liquidation)
3705, autoroute des Laurentides (A-15), Laval, sortie 10
1375, boul. Charest Ouest, local 1, Québec

Tél. : (514) 734-2801
Tél. : (450) 445-8678
Tél. : (450) 681-8443
Tél. : (418) 686-1121

Les heures d'ouverture : lun., mar. et merc. 10 à 18 h • Jeu. et ven. 10 à 19 h • Sam. 10 à 17 h
Dim. 12 h à 17 h (seulement à Laval)

3133840 www.influence.ca

micro-boutique

EN GRANDE PRIMEUR

Réservez avant le 10 mai 2003 et recevez un disque de mémoire USB 64 Mo.

Le seul portable à écran 17" maintenant en montre.

• Écran TFT 17" 1440 x 900 • PowerPC G4 à 1 GHz • 512 Mo • 60 Go • Graveur DVD • FireWire 800 • Carte AirPort Extreme incluse • Bluetooth

6615, avenue du Parc, Ouvert le lun. mar. mer: 9 à 18, jeu. ven: 9 à 19, Sam: 10 à 17.

3133268A Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

GRANDE VENTE

DÉBUT DE SAISON !

NE PAYEZ RIEN⁽¹⁾ AVANT 12 MOIS!**

à l'achat d'un **SPA KIT V.I.P. GRATUIT!** valeur de **600\$**

2621\$ /mois*

629\$

24 VERSEMENTS ÉGAUX⁽¹⁾ OU NE PAYEZ RIEN⁽¹⁾ AVANT UN AN!

Bordeaux
4 chaises et 1 table
38 x 60 po. (96 x 152 cm)
photo à titre d'illustration seulement

Vaste choix et nombreux rabais en magasin!

Marche Gratuite!⁽²⁾
valeur de **299\$**

Club Piscine

⁽²⁾ À l'achat d'une piscine hors-terre et d'un ensemble d'équipement spécial Club Pro.

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À WWW.CLUBPISCINE.CA

Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre.* Applicable sur les meubles de jardin seulement. Achat minimum requis de 500 \$ S. Sujet à l'approbation du crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Le montant de votre achat sera réparti en 24 versements égaux débutant le mois suivant votre achat. ** Applicable sur les meubles de jardin et spas seulement. Achat minimum requis de 500 \$ S. Sujet à l'approbation du crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Aucun paiement avant 12 mois. (1) Taxes payables à l'achat, aucun frais d'administration.

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

L'ex-ambassadeur du Canada à l'ONU, David Malone, entrevoit un rôle surtout politique pour l'ONU en Irak

BERNARD ESTRADÉ
Agence France-Presse

NATIONS UNIES, New York – Les Nations unies ne sont pas équipées pour gérer un pays comme l'Irak, mais elles pourraient jouer un rôle pour faciliter l'émergence d'un nouveau gouvernement irakien et lui donnant la légitimité dont il aura besoin.

Plus qu'une prise en charge complète comme au Kosovo ou au Timor, l'ONU pourrait plutôt jouer en Irak un rôle comparable à celui qu'elle assume en Afghanistan, estime David Malone, le président de l'Académie internationale de la paix (IPA), principal centre de réflexion de l'organisation internationale.

Lakhdar Brahimi, le « Monsieur ONU » pour l'Afghanistan a présidé la conférence de Bonn qui a permis l'émergence d'Hamid Karzaï et aidé les Afghans à mettre en place leur gouvernement, rappelle-

t-il. La sécurité en Afghanistan est de son côté assurée par une force internationale, et des forces américaines sont toujours déployées dans le pays.

La question du rôle exact de l'ONU dans l'Irak de l'après-Saddam, en dehors de la fourniture de l'aide humanitaire d'urgence, reste cependant toujours posée.

Selon le président américain George W. Bush et le premier ministre britannique Tony Blair, les Nations unies ont « un rôle vital » à jouer. Mais ils n'ont pas défini ce qu'ils entendaient par là.

Et après la chute du régime irakien, les divergences subsistent apparemment toujours au sein même de l'administration américaine.

« Washington a été échaudé au Conseil de sécurité, explique à l'AFP David Malone, ancien ambassadeur du Canada à l'ONU, et il ne s'y représentera pas avant d'être certain d'y rencontrer une certaine coopération. »

Outre l'assistance humanitaire, pour laquelle elle est bien rodée, l'ONU peut « intervenir dans la préparation d'un dialogue national qui devrait permettre l'émergence



Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'entretenant avec ses collaborateurs hier au Conseil de sécurité.

d'un régime irakien légitime et crédible », estime-t-il. « Aucune autre organisation ou pays ne peut le faire à sa place », ajoute-t-il.

Comme l'avait fait la semaine dernière Mark Malloch-Brown, le chef du Programme des Nations unies pour le développement

(PNUD), il estime qu'il « y aura besoin d'un gouvernement irakien légitime plus rapidement que les Américains ne le pensent ».

« Il sera difficile pour la Banque mondiale, le FMI (Fonds monétaire international) comme les banques régionales d'offrir des crédits à un

gouvernement sans l'autorité juridique pour engager l'avenir de l'Irak », relève David Malone.

Et, comme le responsable du PNUD, il note qu'il est difficile pour les grandes sociétés internationales d'engager des investissements à long terme, notamment dans l'exploitation pétrolière, sans que la légalité des contrats signés soit internationalement garantie.

« Ces problèmes d'ordre politique mais aussi pratique commencent à faire leur chemin à Washington », ajoute Malone.

« Si les Américains, même avec les meilleures intentions, essayent de promouvoir eux-mêmes un nouveau gouvernement irakien démocratique, cet effort manquera de crédibilité dans le monde arabe et à l'international », relève-t-il soulignant que « seule l'ONU peut le faire ».

En revanche, le président de l'IPA n'envisage pas un rôle important dans la reconstruction. « L'ONU n'y a pas particulièrement d'expérience et ce n'est pas un domaine où elle brillerait nécessairement, étant donné la lourdeur de ses propres procédures administratives », remarque-t-il.

GRAND SOLDE

CHAUSSURES

DE MARCHÉ





30% à 50%

sur modèles 2002

10%

sur modèles 2003

Du 12 au 20 avril

KAKI

PLEIN AIR

JOLIETTE

67, place Bourget Nord

(450) 753-5332

1 800 268-7332

MONTRÉAL

6575, rue Saint-Denis

Métro Beaubien

(514) 274-7122

LAVAL

1680, boul. de l'Avenir

(450) 681-9859

1 800 363-1101

Un Canadien sur deux veut le maintien des relations actuelles avec les États-Unis

Un sur quatre souhaite même un resserrement des liens

SOPHIE ALLARD

LES DIVERGENCES entre Canadiens et Américains au sujet de la guerre en Irak ne semblent pas avoir suscité de vague anti-américaine au pays. C'est du moins ce que révèle un nouveau sondage réalisé par le Centre de recherche et d'information sur le Canada.

À l'heure actuelle, la moitié (48 %) des Canadiens sont d'avis que les relations avec les États-Unis devraient demeurer les mêmes — c'est 12 points de plus que l'été dernier. Un Canadien sur quatre souhaite même voir « un resserrement des liens entre les deux pays ».

Même au Québec, où les opposants à la guerre sont plus nombreux, 44 % souhaitent un maintien des relations avec leur voisin du Sud. Moins d'un Québécois sur trois est en faveur d'un relâchement des liens avec les États-Unis.

Toutefois, les avis diffèrent au regard de la guerre en Irak. Ainsi, les deux tiers des Canadiens (79 % des Québécois) croient toujours qu'il aurait été possible « de procéder au désarmement pacifique de l'Irak » tandis que, chez les Américains, c'est plutôt 46 %.

L'appui aux Nations unies est plus grand de ce côté-ci de la frontière : 80 % des Canadiens, contre 59 % des Américains, sont d'accord

pour dire que l'organisation « contribue beaucoup à la paix dans le monde ». Comme les Nations unies jouissent d'une perception favorable dans les deux pays, 74 % des Américains et 89 % des Canadiens se disent prêts à envoyer des soldats pour le maintien de la paix en cas de besoin.

Le sondage a été réalisé auprès de 2012 Canadiens entre le 7 et le 23 mars et auprès de 1004 Américains du 14 au 16 mars. La marge d'erreur est de 2,2 points de pourcentage au Canada et de 3,1 points aux États-Unis, et la probabilité de fiabilité des résultats est de 95 % dans les deux cas.

Bösendorfer

Du mercredi 9 au dimanche 13 avril, venez choisir le meilleur piano de la production européenne.

175^e ANNIVERSAIRE

175

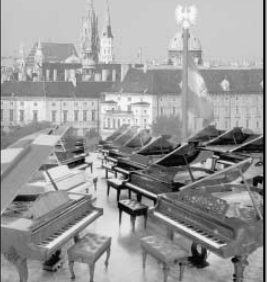
Bösendorfer

ÉDITION LIMITÉE

Directement de Vienne, par avion,

2 MILLIONS \$

d'inventaire



Pianos Bösendorfer

à un prix mémorable.

Placages exotiques, bois rares, modèles exclusifs.

... la précision du fait à la main depuis 1828

PIANOS PRESTIGE

6078, rue Sherbrooke Ouest

Tél. : (514) 482-5304 1 877 333-3232

WWW.PIANOSPRESTIGE.CA

Épargne à terme

Épargne à terme indicelle

DUO DESJARDINS

FAIRE DES PROFITS.

C'EST TOUT CE QUE VOUS RISQUEZ.

4,8 % D'INTÉRÊT. CAPITAL GARANTI À 100 %.

LE RESTE, C'EST DE L'EXTRA.

Diversification, sécurité et potentiel de rendement supérieur. Le DUO DESJARDINS, c'est, en parts égales, une épargne à terme de 5 ans à un taux garanti de 4,8 %* et une épargne à terme indicelle de 7 ans au capital garanti à 100 %. Pour ce qui est du rendement, il est basé sur un indice boursier canadien ou une gestion active de différentes classes d'actif. Voilà un placement sûr. Et certain de vous rapporter.

www.desjardins.com

1 800 CAISSES

 Desjardins

*Taux de l'épargne à terme sujet à changement sans préavis. Offre d'une durée limitée. Investissement minimal de 5 000 \$.

+

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

Les voix réclamant un retour à l'ordre se font plus fortes

FRANÇOIS CARDINAL

LES VOIX réclamant un retour à l'ordre à Bagdad se sont faites plus fortes hier, un organisme des Nations unies allant même jusqu'à accuser la coalition anglo-américaine de violer effrontément les conventions de Genève.

Dans l'anarchie la plus totale, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est déclaré « profondément alarmé par le chaos prévalant à Bagdad et dans d'autres parties de l'Irak ». D'autant plus que plus un seul hôpital de la capitale n'était ouvert, hier, selon une porte-parole.

Des individus déchaînés, parfois armés, ont continué à saccager des hôpitaux et des installations médicales abandonnées par leur personnel, qui craignait les pillards. Des malades ont ainsi été laissés sans soin et des dépouilles mortelles ont été abandonnées.

« Le problème aujourd'hui (hier), ce ne sont ni les ressources humaines ni la logistique, a déclaré Balthasar Staehelin, délégué régional de l'organisme pour le Moyen-Orient. Il s'agit d'une situation humanitaire qui empire. À cela, nous n'avons pas de réponse. »

Pendant cette troisième journée de chaos, l'Allemagne, la France, la Russie, l'Organisation des Nations unies (ONU), la Suisse et l'Égypte, notamment, ont exhorté les autorités militaires occupantes à stabiliser la situation au plus vite afin que les convois humanitaires puissent circuler.

Pour sa part, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU a eu les mots les plus durs à l'endroit des troupes américaines, qui regardent sans broncher les pillards tourner la ville sens dessus dessous.

« Les forces coalisées semblent complètement incapables d'imposer un semblant d'ordre parmi les groupes qui contrôlent les rues de la capitale, a indiqué Véronique Taveau, porte-parole du Bureau, selon le réseau ABC. Cette inaction des forces occupantes est en violation directe des conventions de Genève. »

Une obligation adaptée au contexte

Selon la quatrième convention de Genève, signée en 1949, les troupes qui occupent un pays ont le devoir d'assurer la protection de la population et son bien-être minimal (eau, nourriture, soins, etc.).

Toutefois, selon deux experts consultés par *La Presse* hier, l'accusation de l'organisme onusien est sans fondement. Vrai, les militaires ont des devoirs vis-à-vis des Ira-

kiens. « Cela étant dit, c'est une obligation qui doit être adaptée au contexte, précise le vice-doyen de la faculté de droit de l'Université McGill, René Provost. En effet, l'obligation ne prime pas le droit du pouvoir occupant de combattre pour gagner la guerre », ajoute ce spécialiste du droit international.

En outre, il faut laisser le temps aux forces de prendre position en Irak, et à Bagdad en particulier, selon Stéphane Beaulac, professeur de droit international à l'Université de Montréal. « Je ne veux pas nécessairement défendre (les Américains) mais il faut leur laisser le temps de sécuriser la ville, a-t-il dit. Il faudra donc suivre la situation dans les prochains jours pour voir s'ils respectent leurs obligations. »

Arrêter les pillages

À ce sujet, hier, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, s'est voulu rassurant : il a promis que les forces assureraient la sécurité pour arrêter les pillages dans les villes irakiennes.

Mais la question persiste néanmoins : y a-t-il suffisamment de soldats sur le terrain pour rétablir et maintenir l'ordre dans une ville de cinq millions d'habitants comme Bagdad ?

« C'est la question à un million de dollars, a rétorqué en entrevue Rémi Landry, lieutenant-colonel à la retraite des Forces armées canadiennes et chercheur associé avec le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale de l'UdeM (GERSI). Il est évident que 20 000 soldats dans une ville de 30 km sur 20 km, ce n'est pas suffisant. Toutefois, les militaires peuvent faire des gestes qui vont être bien perçus par la communauté internationale, comme par exemple décréter une loi martiale et des couvre-feux. »

Mais hier, les témoins sur place étaient catégoriques : on est très loin d'une telle situation. Des commerçants armés de fusils et de barres de fer ont par exemple attaqué des groupes de maraudeurs qui s'approchaient de leurs commerces. Un peu partout dans la capitale, des gens continuaient à vider des bureaux, des boutiques, des banques, etc. Même l'UNICEF a vu ses bureaux vandalisés et pillés.

« Je n'en crois pas mes yeux, a lancé Hazifa al-Dweiji, professeur à l'Université médicale de Mossoul, à l'agence United Press International. Nous avons été trompés. Les choses devaient revenir à la normale ; c'est tout le contraire. »

— Avec AFP et Reuters



Photo AFP

Interrogé sur l'inaction des soldats américains face aux actes de pillage qui se sont généralisés pour la troisième journée consécutive, le premier ministre Jean Chrétien a laissé entendre qu'il n'était pas nécessairement de la responsabilité des forces américaines de jouer aux policiers. On voit ici, par exemple, une scène courante hier encore à Mossoul, dans le nord de l'Irak

La GRC pourrait aider à rétablir l'ordre

Le Canada n'a toutefois pas encore de plan précis

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Jean Chrétien a affirmé hier que le Canada était prêt à aider à rétablir l'ordre en Irak dans les plus brefs délais — et même à y envoyer la GRC — mais qu'il n'avait, pour l'instant, fait aucune proposition directe aux Nations unies ou aux Américains.

« Ce n'est même pas fini à ce moment-ci, a lancé le premier ministre en parlant de la guerre. Le Canada ne peut pas aller régler le problème là-bas. Il ne faut pas se prendre pour d'autres ! La reconstruction, ça va prendre encore quelque temps. »

M. Chrétien a cependant reconnu hier, en point de presse à Rideau Hall, qu'il y avait des pillages et que le chaos régnait actuellement en Irak. Il a estimé que cela était normal, rappelant que la transition au Kosovo n'avait pas été des plus aisées non plus. « Lorsqu'il y a un changement comme celui-là, le chaos s'installe pendant quelque temps », a-t-il souligné.

Le chef du gouvernement a avoué qu'il n'était pas en mesure de dire ce que feraient les Américains pour que cesse ce désordre civil. « Nous espérons que l'ordre sera rétabli, a ajouté Jean Chrétien, et nous sommes prêts à aider à rétablir l'ordre dans les plus brefs délais. »

En réponse à une question d'un journaliste, le premier ministre n'a pas voulu s'engager sur l'envoi de policiers de la GRC en Irak pour assurer la sécurité des Irakiens. Il n'a cependant pas exclu cette possibilité, pour autant que tout soit bien préparé et planifié.

Des modèles

« Il y aura une discussion, a dit M. Chrétien. L'ONU participera, les États-Unis et la Grande-Bretagne aussi.

FABRICANT / INSTALLATEUR • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Fibro

25 ANS DE GARANTIE

Piscines monocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE **Fibro** CANADA LTÉE

(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval
(sortie 16, Autoroute des Laurentides)

3134194

PISCINE AVEC SPA INTÉGRÉ

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine

VEZ VOIR NOS NOUVEAUTÉS

- Trottoirs agrégats exposés
- Bordure de piscine en pierre anti-éclaboussement
- Dessin décoratif en pierre intégrale

Fibre optique 4 couleurs
Valeur 1 200 \$
Gratuit à l'achat d'une piscine
ou Payable en 2004
Valable jusqu'au 21 avril 2003

VEZ VOIR NOS PROMOTIONS
www.fibro.ca

MINI.CA
1 866 378-MINI

0\$ COMPTANT.
349\$ PAR MOIS.
(ET VOILÀ, VOUS N'AVEZ PLUS D'EXCUSES.)

MINI COOPER

PARTEZ AU VOLANT DE LA VOITURE DE L'ANNÉE 2003 EN AMÉRIQUE DU NORD, AVEC TOUS CES ÉQUIPEMENTS STANDARD:

- PHARES AU XÉNON
- SIX COUSSINS GONFLABLES
- JANTES EN ALLIAGE
- SYSTÈME DE CONTRÔLE DE STABILITÉ
- CLIMATISATION
- RADIO-CD BOOST AVEC 6 HAUT-PARLEURS
- FREINS À DISQUE AUX QUATRE ROUES AVEC ABS
- GARANTIE 4 ANS / 80 000 KM

MINI MONT ROYAL
4226, boulevard Saint-Laurent
Montréal, Québec
H2W 1Z3
(514) 289-6464

MINI LAVAL
2450, boulevard Chomedey
Laval, Québec
H7T 2X3
(450) 682-1212

Les taux de location ne sont valables qu'auprès des Services Financiers MINI Inc. chez les concessionnaires participants. Offre soumise à l'approbation du crédit. L'offre inclut tous les rabais applicables sur les MINI Cooper 2003. Le prix peut varier selon les options disponibles. Le PDSF d'une MINI Cooper de base est de 25 200 \$; avec un taux à la location de 6.9% sur 60 mois pour des mensualités de 349 \$ excluant les taxes. La première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à la livraison. Les frais de transport et de préparation (1 295 \$) sont inclus. Limite de 20 000 km par année sans frais, 0,15 \$ par kilomètre excédentaire. La livraison doit se faire avant le 30 juin 2003. L'offre est valable dans la limite des stocks et est sujette à changement ou annulation sans préavis.

IRAK > L'APRÈS-SADDAM



Photo REUTERS

Le président George W. Bush a fait la rencontre de Thomas Douglas, de Fayetteville (Caroline du Nord), lors de sa visite à l'hôpital militaire Walter Reed, à Washington. Le soldat américain a été blessé lors de combats survenus en Irak.

Le président Bush au chevet des soldats blessés

OLIVIER KNOX
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président George W. Bush s'est rendu hier au chevet de soldats américains blessés en Irak, hospitalisés à Washington, en rappelant que même si ce pays arabe connaissait ses « premiers signes de liberté », la guerre n'était pas finie.

Après avoir achevé sa première visite dans deux hôpitaux, où sont soignés 75 militaires blessés dans le Golfe, M. Bush a souligné que quel que soit le sort de Saddam Hussein, il était mort politiquement, tout en préférant laisser aux généraux américains le soin de proclamer la victoire.

« Je ne sais pas ce qu'il advient de Saddam Hussein. Je ne sais pas s'il est mort ou vivant. Je sais qu'il n'est plus au pouvoir », a affirmé le président, qui était accompagné de la première dame, Laura Bush.

« Cette guerre finira quand nos commandants sur le terrain me diront que l'objectif a été atteint », a insisté M. Bush, citant nommément le général Tommy Franks, le chef du Commandement central américain qui a mené la campagne pour renverser le régime de Saddam Hussein.

« Je suis ici à Washington. Il est au Qatar et il dispose de commandants à Bagdad. Il est mieux placé que moi pour juger si nous avons atteint l'objectif », a dit le président.

Faisant ses premières déclarations publiques depuis la chute de la statue géante de Saddam Hussein dans la poussière de la capitale irakienne mercredi, M. Bush a dit qu'il « n'oublierait jamais » la portée symbolique de cette scène.

La voix souvent émue, il a évoqué « la jubilation visible sur les visages des Irakiens ordinaires quand ils ont compris que les griffes de la peur qui les tenaient à la gorge s'étaient relâchées, et les premiers signes de liberté ».

Mais le président n'a pas mâché ses mots envers la Syrie, exhortant Damas à fermer sa frontière avec l'Irak aux fidèles de Saddam Hussein, et de livrer ceux qui se sont déjà réfugiés dans ce pays.

« Nous attendons d'eux qu'ils fassent tout leur possible pour empêcher des gens qui devraient être traduits en justice de trouver refuge dans leur pays », a ajouté M. Bush.

« Nous les pressons de ne pas autoriser des membres du parti Baas ou de la famille de Saddam, ou encore des généraux en fuite, de trouver refuge là-bas », a encore dit le président. Avant de souligner : « La Syrie doit simplement savoir que nous attendons (d'elle) une totale coopération. »

Jeudi, le département d'État avait déclaré que la Syrie avait assuré les États-Unis qu'elle avait fermé sa frontière avec l'Irak, « sauf à tout ce qui concerne le trafic humanitaire ». Mais selon des conseillers de la Maison-Blanche, des militaires américains contrôlent de près la frontière.

La visite présidentielle à l'hôpital militaire Walter Reed à Washington et au Centre médical de la marine à Bethesda (Maryland), dans la banlieue de la capitale, a été l'occasion aussi de remettre des décorations militaires.

Deux marines, un Philippin et Mexicain, ont reçu la citoyenneté américaine, sous les yeux du président. Les résidents permanents sont autorisés à s'enrôler dans l'armée américaine.

Centre Universitaire de Santé McGill



DIABÈTE TYPE 2?

Découvrez comme il peut être facile de prendre de l'inSuline -- allez-Y!

Vous aimeriez en savoir davantage au sujet d'un essai clinique sur le diabète de type 2?

- ☐ Vous avez entre 35 et 75 ans?
- ☐ Vous êtes non-fumeur(se)?
- ☐ Vous avez reçu un diagnostic de diabète de type 2?
- ☐ Les injections d'insuline occupent une place importante dans le traitement de votre maladie?
- ☐ Vous avez besoin de deux injections d'insuline ou plus par jour?

Si vous avez répondu «oui» à toutes ces questions, vous pourriez être admissible à participer à cette étude de recherche portant sur une nouvelle forme d'insuline.

Pour plus de précisions sur l'étude, composez le :
France Bouchard, Angela Lombardo ou Mylène Roy
514-934-1934 Ext: 36492 ou 36951

EASY
study

Matelas et oreillers suédois



- Confectionné à partir d'un matériau unique, TEMPUR est un produit suédois approuvé par la NASA.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.

TEMPUR
MATÉLAS ET OREILLERS SUÉDOIS

- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)

Comme si vous flottiez dans l'espace!

NAHTAJO
MEUBLE
ACCESSOIRES

8025, boul. Taschereau
Brossard QC
Tél. : (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO

Boutique
Tout pour le Dos

1, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal QC
Tél. : (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

HYPOTHÈQUE

Taux fixe

BIENVENUE

QUE DIRIEZ-VOUS D'UN CADEAU DE BIENVENUE?

HYPOTHÈQUE À TAUX FIXE : PLUS AVANTAGEUSE QUE VOUS LE PENSIEZ

Remise
en argent de
6%

de la valeur de votre
hypothèque*

Recevez une remise en argent de 6% de la valeur de votre prêt, jusqu'à concurrence de 15 000 \$. Vous pourrez ainsi disposer de ce montant comme bon vous semble : rénovation de votre nouvelle demeure ou encore, paiement des frais tels que la taxe de mutation ou les frais de notaire.

Que ce soit pour l'achat de votre première maison ou pour le renouvellement de votre hypothèque, profitez de cette offre très avantageuse ! À la Banque Nationale, on sait comment vous souhaiter la bienvenue !

Pour plus d'information
1 888 TELNAT-1 www.bnc.ca

BANQUE NATIONALE

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

Grandeur et misère de Bassora

En trois semaines, la ville a reculé d'au moins 20 ans



BASSORA — Les bombardements anglo-américains sur Bassora ont détruit la majorité des immeubles publics liés de près ou de loin au parti de Saddam Hussein et à son régime, les pilleurs et les incendiaires viennent de faire disparaître le reste. En trois semaines, la deuxième ville d'Irak en importance a reculé d'au moins 20 ans.

Déjà, pendant les huit années de la guerre Iran-Irak (1980-1988), Bassora avait été durement éprouvée par les tirs aveugles de l'artillerie iranienne. Ces bombardements incessants ont, notamment, provoqué la destruction des grandes plantations de palmiers qui longeaient les deux rives du fleuve Chatt al-Arab et faisaient la fierté de celle que l'on surnommait alors la « Venise de l'Est ».

« C'était une véritable forêt qui formait une bande de deux ou trois kilomètres de largeur des deux côtés de la rivière. Nous étions alors parmi les plus grands producteurs de dattes au monde », dit Amir Ahmed, propriétaire d'une boutique d'alimentation de Bassora.

La ville a poursuivi son déclin avec la fermeture de la frontière irako-koweïtienne, au lendemain de la guerre du Golfe de 1990-1991, lorsqu'elle a été privée de ses anciens liens commerciaux avec l'émirat. La population de Bassora a également payé très cher la révolte de sa majorité chiite contre le régime à la fin du conflit. Une campagne de répression, aussi féroce que celle déclenchée contre les Kurdes, s'est abattue sur la région. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées ou emprisonnées.



La foule réclamait hier de l'eau à Bassora.

Photo AP

Les habitants du Sud irakien en sont restés profondément traumatisés. Ils n'aiment guère être photographiés et craignent généralement de s'identifier lorsqu'ils discutent avec des journalistes étrangers. Cette peur viscérale demeure encore très vive même si la chute du régime ne fait aucun doute.

« J'ai déjà été emprisonné pendant deux ans et j'ai perdu le droit de pratiquer parce que j'avais publiquement critiqué le système judiciaire. Je croirai que Saddam est vraiment déchu quand j'aurai vu son cadavre », dit un avocat après avoir réitéré sa joie de voir tomber la dictature.

La peur n'a pas de barrière sociale

La peur qui habite la population ne connaît pas de barrière sociale.

Elle touche autant les ouvriers que les médecins ou les enseignants et ne se dissipe que dans l'intimité du foyer. L'explication la plus plausible est que l'heure des règlements de comptes est arrivée. Mieux vaut passer inaperçu, dit un ancien fonctionnaire qui a pris ses distances avec l'administration.

« Il y a encore des membres du parti Baas dans les quartiers, moins qu'avant, mais ils sont là quand même. Je mettrais ma famille en danger si ma photo était publiée dans un journal... Ils ont encore des oreilles à l'étranger », dit un militaire à la retraite.

Il n'y a que les nostalgiques comme Abou Nasser, riche fermier du nord du Koweït qui nous a offert le thé récemment, pour rêver encore d'un séjour à Bassora. Les yeux pétillants de malice et le rire

gras, il raconte avec force détails les voyages qu'il faisait avec des compères pour aller consommer là-bas ces alcools interdits par la loi coranique de sa terre natale.

« C'était le bon temps, nous partions en fin de journée après notre semaine de travail et nous allions passer le week-end à Bassora. Il y avait des boîtes de nuit, de l'alcool et nous avions du plaisir, dit le vieil homme. Aujourd'hui, ceux qui veulent échapper à la règle religieuse du Koweït doivent aller à Dubaï ou en Europe », déplore-t-il.

Une épave à la dérive

Les Koweïtiens ont abandonné la route de Bassora après le saccage de leur pays par l'armée irakienne. Ils ne sont pas à la veille d'y retourner même si plusieurs y ont encore de la famille, des amis et de bons souvenirs.

Car aujourd'hui, Bassora n'est plus qu'une épave à la dérive. Les canaux de la ville sont devenus des égouts à ciel ouvert qui dégagent des odeurs pestilentielles. Les rues et les terrains vagues sont encombrés d'amoncellements de déchets qui, manifestement, s'accumulent depuis des années. Les carcasse de véhicules militaires brûlés et tordus encombrant la chaussée dans l'indifférence générale.

Hors le souk, presque tous les commerces sont fermés. Plusieurs banques ont été dévalisées, de plus en plus de magasins sont pillés et même les hôpitaux subissent les attaques des voleurs. Dans le plus grand hôpital de Bassora, un criminel a fait main basse sur un appareil de résonance magnétique tandis que d'autres se sont emparés d'une partie de la réserve de médicaments de la pharmacie.

Le boulevard qui longe le Chatt al-Arab est maintenant le lieu de rencontre de ceux qui ont pillé une bonne partie de la ville. Il y a deux jours, ils garaient encore leurs camionnettes devant les ruines fumantes de l'hôtel Sheraton pour y entasser ce qui restait de métal et de bois dans les environs de l'immeuble noirci.

De la rue, on pouvait entendre les coups de marteau et le grincement des scies alors que les vautours s'affairaient à démolir les salles de bains et les parquets. Dans le jardin de l'hôtel, deux hommes en venaient aux coups pour s'arracher des fauteuils de jardin défoncés.

Ironiquement, le seul immeuble important qui soit demeuré intact dans cette rue est le palais présidentiel de Saddam Hussein, un somptueux édifice entouré de hauts murs et d'une grille imposante. L'ensemble a échappé au pillage jusqu'à ce jour parce que les militaires britanniques en ont fait leur base temporaire au coeur de la ville, mais certains farceurs soutiennent que les voleurs craignent de s'y attaquer de crainte que Saddam revienne.

SUIVEZ LE RYTHME

Du lundi au samedi
dans **La Presse**

ACTUEL

Fibromyalgie
 c'est possible de vaincre cette maladie

Conférence sur la technique par résonance sonore
Le mercredi 16 avril 2003, à 19 h, local 509
 Clinique Psycho Physio, 1231, rue Sainte-Catherine Ouest
 Réservation requise : (514) 845-9996 • Ouvert à tous • Sans frais

Résultats obtenus depuis 1996
77 % des personnes n'ont plus de symptômes
23 % des personnes les ont diminués de 56 %

SOLDE EXCEPTIONNEL DE TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX
 TAPIS LAINE ET SOIE ENTIÈREMENT FAITS À LA MAIN
TAPIS TRÈS EN DEMANDE
CECI N'EST PAS UN ENCAN
CHAQUE TAPIS 100\$ À 1000\$
VENEZ FAIRE VOTRE CHOIX
LE DIMANCHE 13 AVRIL DE MIDI À 18 HEURES
chez LIQUIDATEURS ROYAL
 5814, av. du Parc (angle Bernard), Montréal • Tél. : (514) 272-4778

AUSSI TAPIS GR. DIM.

15 % de rabais
 SUR LE PRIX D'ACHAT DE VOS ABAT-JOUR
 AVEC CETTE ANNONCE
ABAT-JOUR ILLIMITÉS
 LE PLUS GRAND CHOIX D'ABAT-JOUR AU CANADA
 4875, rue Jean-Talon O., Mtl (près Décarie) Tél. : (514) 344-8555
 Cette offre est valide du 12 avril au 2 août 2003

Encan Public Encan Public Encan Public Encan Public Encan Public
RÈGLEMENT POUR DÉFAUT DE PAIEMENT
 TAPIS PERSANS AUTHENTIQUES NOUÉS MAIN, PEINTURES
 Avec l'autorisation de créanciers nantis et autre parties, nous vendrons par encan tout le stock, pièce par pièce, au plus offrant.
 À prix nominal ou sans réserve
 Liste partielle : QUM en soie, et grand tapis, nain, Tabriz soie et laine, Kashan, Kerman, tapis tribaux 100 % laine, Mashad, Moud soie et laine, tapis de passage.
 Peintures à l'huile originales sur toiles encadrées et plus encore.
Note de l'encaneur : tous les articles restants seront remis aux créanciers, alors ne ratez pas cette occasion.
DIMANCHE 13 AVRIL, À 13 H 30 (INSPECTION À COMPTER DE 13 H)
Hôtel Ramada
 7300, ch. Côte-de-Liesse
 PAIEMENT: MASTERCARD, VISA, COMPTANT

Encan Public Encan Public Encan Public Encan Public Encan Public

Des millions d'enfants en Irak ont besoin de notre aide.

L'UNICEF est là !
 En ce moment-même, nous sommes en Irak pour distribuer de toute urgence des trousse de santé et médicales, de la nourriture, des trousse pour les accouchements, et de l'eau potable à des millions d'enfants.
 Nous avons besoin de votre appui pour continuer d'envoyer sur place le matériel et les secours essentiels.

S'il vous plaît, faites aujourd'hui à l'UNICEF le don qui sauvera des vies.

Oui, je veux aider les enfants menacés en Irak.
☐ 50 \$ ☐ 100 \$ ☐ 200 \$ ☐ 1 000 \$ ou _____ \$
☐ Chèque à l'ordre de : UNICEF - Irak — Secours d'urgence
 Je préfère contribuer par : ☐ VISA ☐ MasterCard ☐ American Express
 N° de carte de crédit : _____
 Date d'expiration : _____
 Nom : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____ Prov. : _____
 Code postal : _____ Téléphone : _____
 S'il vous plaît, remplissez ce formulaire et retournez-le à :
 Unicef Québec 4474, rue Saint-Denis, Montréal QC H2J 2L1 Apr.12 - 03372-LP4-S

3134205A

unicef
 Fonds des Nations Unies pour l'enfance

1 877 955-3111
www.unicef.ca
 Unicef Québec 4474, rue Saint-Denis, Montréal QC H2J 2L1
 N° d'enregistrement : 122 680572 RR0001
 Un reçu fiscal sera émis pour tout don de 10 \$ et plus.

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

EN BREF

Pour des Irakiennes

LES ÉTATS-UNIS ont accordé hier un contrat de près de huit millions de dollars à une entreprise américaine pour promouvoir la participation d'Irakiens, notamment des femmes, dans la reconstruction de leur pays, a annoncé hier le département d'État. L'Agence pour le développement international (USAID) a annoncé qu'elle avait passé contrat avec la firme Research Triangle Institute (RTI) dans le cadre de ses efforts pour restaurer rapidement en Irak des services publics efficaces. — *Agence France-Presse*

Le pillage inquiète

LA TURQUIE et le Conseil de l'Europe ont tiré hier la sonnette d'alarme devant l'extension des scènes de pillage et du chaos en Irak et demandé aux forces menées par les États-Unis d'agir. « Nous sommes tous inquiets à cause de la situation humanitaire, l'absence totale d'ordre public et l'anarchie qui sévit », a déclaré le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, à l'issue d'un entretien avec le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul. — *d'après AFP*

Prisonniers perdus

IL DEVIENT plus difficile de retrouver les sept prisonniers de guerre américains capturés le 23 mars, a estimé hier le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « À l'heure actuelle, nous ne savons pas exactement qui les détient. Nous ne retrouvons plus nos interlocuteurs. Nous ne savons pas où ils sont », a déclaré Florian Westphal, porte-parole du CICR. — *Associated Press*

ONU ou États-Unis?

LE CONSEILLER spécial de Kofi Annan pour la reconstruction de l'Irak se rendra lundi à Washington pour discuter avec l'administration américaine du rôle que joueront les Nations unies dans l'Irak de l'après-guerre. Selon un communiqué de l'ONU diffusé hier, Raïfeuddin Ahmed a été invité par les départements d'État et de la Défense et par le Conseil de la sécurité intérieure. — *d'après AP*

Film retiré

LA PROJECTION d'un film avec l'acteur Tim Robbins a été annulée au centre honorant à Cooperstone (État de New York) les gloires du baseball, en raison, selon lui, de ses prises de position contre la guerre d'Irak. Tim Robbins a reçu une lettre du président du Hall of Fame du baseball, Dale Petroskey, ancien membre de l'administration du président Ronald Reagan, lui disant que ses prises de position représentaient un danger et que la séance était annulée.



Photo AP

Un convoi de soldats américains à bord d'un Humvee (un Hummer, version militaire originale), en route pour Kirkuk, dans le nord de l'Irak.

Le Hummer, symbole de l'Amérique

ISABELLE DURIEZ
collaboration spéciale

WASHINGTON — Alors que les Humvees roulant dans Bagdad occupent les écrans de télévision, la version civile de ce véhicule militaire, le Hummer, fait un carton dans les ventes de véhicules utilitaires sport aux États-Unis. General Motors se frotte les mains : avec 3000 véhicules vendus par mois, le H2, lancé il y a neuf mois pour séduire les baby-boomers, est désormais le plus populaire des véhicules utilitaires sport de luxe. Pour la bagatelle de 50 000 \$, ce monstre de près trois tonnes se vend presque autant que le BMW X5, qui coûte 10 000 \$ de moins. Dans des magasins qui jouent sur la métaphore militaire, les vendeurs ne voient pas seulement passer les rappers, les sportifs et les acteurs qui se sont vite approprié la marque (Schwarzenegger a été le premier à rouler en H1, la version originale), mais aussi des hommes d'affaires, des élus et des femmes.

Ce succès serait-il lié à la guerre ? « Évidemment, cela compte, explique Clotaire Rapaille, consultant pour General Motors sur les goûts des consommateurs. Le Hummer est une voiture en uniforme. Je leur ai conseillé : mettez une mitrailleuse sur le toit et vous la vendrez mieux. Nous sommes dans une période d'incertitude où les gens aiment les marques fortes s'appuyant sur des émotions de base. » De fait, nombre de conducteurs se sentent en ce moment particulièrement patriotes au volant.

« À mon avis, le H2 est une icône américaine, estime Rick Schmidt, fondateur du IHOG (International Hummer Owners Group — Groupe international des propriétaires de Hummer). Ceux qui vandalisent un Hummer en mots ou en pensées vandalisent le drapeau américain et ce qu'il représente. »

« Rien ne hurle plus Américain à la face du monde que de conduire un Hummer », confirme Tom Bowlin, vendeur à Cerritos, en Californie, l'un des États où le véhicule est le plus vendu avec la Floride et

le Texas. « Le Hummer transpire le patriotisme. Vous mettez des drapeaux sur le capot et, sur la route, tout le monde klaxonne et vous fait signe », dit un autre propriétaire, Travis Patterson, 35 ans, vétéran de l'American Air Force.

Les publicités qui défilent à haute fréquence sur les écrans n'ont évidemment pas besoin de rappeler les racines militaires du véhicule symbolisant par excellence les deux guerres du Golfe. Elles préfèrent jouer la carte du tout-terrain et du loisir, mais aussi de la forteresse qui protège et distingue son propriétaire du commun des mortels. Une des annonces montre un jeune couple sorti tout droit d'une revue de mode roulant sur les plages d'Islande avec un air évaporé, sur fond de musique techno. « Besoin est un mot très subjectif », conclut le slogan. Dans une autre, un H2 jaune dévale une montagne pendant que des mots défilent : « Pour usage tout-terrain seulement ». Suivi de « Interdit », « Ne faites pas ci », « Ne faites pas ça », pour finir par « Cause toujours ».

D'ailleurs, conduire un véhicule à la silhouette agressive qui consomme 21,4 litres d'essence aux 100 km et qui rejette trois fois plus de gaz à effet de serre qu'une voiture, n'est-ce pas une manière de dire « Cause toujours » ? « C'est même irresponsable au moment où les soldats prennent des risques en raison de notre dépense pétrolière », estime Daniel Becker, expert en énergie au Club Sierra. Cette grande organisation environnementale envisage de lancer une campagne contre le Hummer, comme celle qui a conduit à l'arrêt de la production par Ford de son VUS Excursion, baptisé Ford Valdez par les écologistes.

« Au contraire, ce discours fera encore augmenter les ventes, estime Clotaire Rapaille. Les Américains ont une culture adolescente. Il suffit de leur dire qu'il ne faut pas consommer trop d'essence pour qu'ils aient envie de le faire. Tout ce qui compte ici est d'avoir le truc le plus gros. »

En cela aussi, le Hummer symbolise l'Amérique.



Des sourires dans les deux langues officielles.

À compter du 24 avril, WestJet assurera la desserte quotidienne sans escale de

CALGARY

WestJet donne un nouvel air d'aller à ses amis du Montréal. Jour après jour, vous profiterez de nos bas tarifs, de nos collations gratuites, de nos vols rapides en avion à réaction, de sourires à profusion et d'une meilleure façon de vous rendre dans l'Ouest. Depuis 1996, nous avons transporté plus de 10 millions d'heureux passagers au sein de notre réseau sans cesse croissant de 26 villes canadiennes. Allez donc, venez vivre une expérience agréable à la manière de WestJet grâce à notre desserte quotidienne sans escale de Calgary qui, soit dit en passant, vous mène vers d'autres villes de WestJet. Allez dans l'Ouest avec WestJet.

LA DESSERTE DE L'AÉROPORT DE DORVAL COMMENCE LE 24 AVRIL 2003.

Pour avoir droit à ces excellents tarifs, réservez d'ici le **14 avril 2003** pour des voyages effectués **le lundi, le mardi, le mercredi** ou **le samedi** jusqu'au **19 juin 2003**. Nous avons aussi d'autres bons prix pour les autres jours!

À PARTIR DE

169*

ALLER SIMPLE VERS CALGARY

* Le nombre de places à ce tarif est restreint et elles ne sont pas nécessairement disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont un peu plus élevés pendant les autres jours. Les taxes, frais et suppléments sont en sus lorsqu'ils sont applicables. Cette offre peut être combinée à d'autres tarifs. Aucune remboursement. Les réservations doivent être faites à l'avance. Les 15, 16 et 19 mai 2003 font partie d'une période d'interdiction.

SERVICE EN BOEING 737

RÉSERVATIONS DE VOITURE ET D'HÔTEL À WESTJET.COM

APPELEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU WESTJET AU 1.877.956.6982

RÉSERVEZ EN LIGNE À

westjet.com

ÉCONOMISEZ

5\$

EN LIGNE

WESTJET

le chef de file des bas tarifs

+

IRAK > L'APRÈS-SADDAM



Photothèque AP

Le ministère britannique de la Défense n'a pas précisé quand les forces terrestres allaient commencer à être rapatriées, mais selon un expert britannique, les fusiliers-marins des Royal Marines devraient être les premiers.

Londres commence à « dégraisser » son dispositif dans le Golfe

Agence France-Presse

LONDRES — Deux jours après la chute de Bagdad, le Royaume-Uni, principal allié des États-Unis dans la guerre en Irak, a, le premier, annoncé une réduction importante de son dispositif militaire dans le Golfe.

Londres aura engagé quelque 45 000 militaires dans le Golfe — près du quart des effectifs globaux de ses forces armées (210 450 hommes, selon l'Institut international d'études stratégiques/IISS) — et les pertes sont modestes : 30 morts en date du 11 avril.

Les forces britanniques ont participé aux combats dès les premières heures, dans la nuit du 19 au 20 mars, avec des missiles de croisière mer/sol Tomahawk tirés par les deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) déployés dans la région par la Royal Navy.

Le déploiement britannique n'a pas atteint l'ampleur de celui des États-Unis mais, comme l'a souligné hier le chef d'état-major naval, l'amiral Alan West, il a tout de même été « très, très significatif ».

La mission dévolue aux forces terrestres britanniques a été la prise de la péninsule de Fao, dans le sud-est de l'Irak, ainsi que le port d'Oum Qasr et la ville de Bassora, deuxième du pays par la taille. Après trois semaines de combats, Londres peut à juste titre estimer que cette mission est largement accomplie même si les responsables britanniques soulignent que la situation est encore instable à Bassora.

Et les forces terrestres ?

Le ministère britannique de la Défense n'a pas précisé quand les forces terrestres allaient commencer à être rapatriées, mais selon un expert britannique interrogé par l'AFP, les fusiliers-marins des Royal Marines devraient être les premiers.

« Les Royal Marines, parce qu'ils ont été les premiers à être déployés, seront les premiers à rentrer », a déclaré Francis Tusa, du mensuel spécialisé *Defense and Analysis*. « Pas dans les prochains jours, mais sans doute dans les prochaines semaines ».

« Le porte-avions *Ark Royal* va bientôt quitter la région et rentrer au Royaume-Uni », a pour sa part déclaré à l'AFP un por-

te-parole du ministère de la Défense. La Royal Navy avait déployé une trentaine de navires de guerre dans le Golfe pour le conflit en Irak et l'*Ark Royal* (20 000 tonnes environ) était le navire-amiral.

L'un des deux SNA va en outre être rapatrié en Grande-Bretagne. « Ces navires étaient utiles pour lancer des Tomahawk mais ce type de mission n'est plus vraiment d'actualité donc on peut se permettre de le ramener à la maison », a expliqué Francis Tusa.

Deux frégates, la *Marlborough* et la *Liverpool*, « vont partir vers l'extrême-Orient pour prendre part à un exercice », accompagnés du navire de soutien logistique *Grey Rover*, a poursuivi le porte-parole du ministère de la Défense.

« Nous envisageons de faire rentrer dans les prochains jours un certain nombre d'avions et d'hélicoptères de combat, notamment des Tornado GR4 et F3 », a-t-il poursuivi.

Selon le Ministère, les premiers appareils à rentrer au Royaume-Uni ont été des intercepteurs Tornado F3, qui se sont posés vers 15 h 20 heure locale sur la base aérienne de Leuchars, en Écosse.

« Nous ne voulons pas garder nos équipes sur place plus longtemps que nécessaire. Nous ajustons le déploiement de nos forces selon les besoins », a ajouté le porte-parole.

« Nous avons toujours dit que lorsque les forces ne sont plus nécessaires et essentielles pour des opérations, nous les retirons, au moins pour leur permettre de faire une pause », a quant à lui souligné l'amiral Alan West lors d'un point de presse.

Les troupes « sont loin du Royaume-Uni depuis 10 mois, ce qui est une longue période. Nous avons besoin de recharger leurs batteries et de les rendre disponibles de nouveau », a-t-il indiqué.

« Nous vivons dans un monde dangereux. Il y a une guerre mondiale contre le terrorisme et nous avons besoin de forces disponibles. On demandera peut-être aux militaires de veiller sur la population au Royaume-Uni et nous voulons qu'ils se reposent pour faire ce dont on aura besoin », a-t-il conclu.

EN BREF

Une police américaine dans les prochaines semaines

LES ÉTATS-UNIS vont envoyer dans les prochaines semaines près de 1200 responsables policiers, consultants en sécurité publique et experts judiciaires en Irak afin d'aider à restaurer l'ordre dans le pays après la fin de la guerre, a annoncé hier le département d'État américain. Le porte-parole du ministère Richard Boucher a précisé qu'un premier groupe de 26 responsables policiers et judiciaires américains se rendra sous peu dans le pays, sous l'égide de l'Office de reconstruction et de l'assistance humanitaire, dirigé par le général à la retraite Jay Garner et relevant du Pentagone. Ils « feront des suggestions sur la façon de mettre en place la sécurité et la police locales », a-t-il expliqué à la presse.

Selon le porte-parole, Washington est en train de mettre la dernière main à un contrat avec une société privée de consultants en sécurité publique basée en Virginie, DynCorp, pour envoyer ensuite 150 des experts de cette société en Irak. — d'après AFP

De Villepin au Caire

LE MINISTRE français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, est arrivé hier soir au Caire, pour des entretiens avec les responsables égyptiens sur l'avenir de l'Irak après la chute du régime de Saddam Hussein. M. de Villepin sera reçu aujourd'hui par le président égyptien Hosni Moubarak au palais présidentiel d'Al-Ittihadiya. Le responsable français a été accueilli à l'aéroport par son homologue égyptien Ahmed Maher.

— d'après AFP

Passez de 0 à 60... mois, sans payer d'intérêt.*



CLIMATISEZ À VOLONTÉ



0% À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS*

Climatiseur à nos frais ou crédit équivalent*

0\$ À LA LOCATION

GM paie la 1^{re} mensualité**
GM paie le dépôt de sécurité***

0\$ À LA LOCATION AUCUN COMPTANT***

SUNFIRE PONTIAC



264 \$/mois^{†*}

0\$ comptant

LOCATION	MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)	SUNFIRE SLX 4 PORTES AVEC CLIMATISEUR À NOS FRAIS*
48 MOIS	264\$ 198 \$	0 \$ 3 136 \$	

Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise

209 \$/mois^{†*}

0\$ comptant

LOCATION	MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)	SUNFIRE SL 4 PORTES AVEC CRÉDIT CLIMATISEUR*
48 MOIS	209\$ 168 \$	0 \$ 1 949 \$	

Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise



Vos concessionnaires du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2003 en stock suivants : Sunfire SLX (2JB69/1SB, MX0, C60, T43) et Sunfire SL (2JB69/R7A). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. * Offre valide en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 2 juin 2003. S'applique à l'achat ou à la location. Le climatiseur doit avoir été installé en usine sur le véhicule en stock ou un crédit de 989 \$ sera offert. La taxe d'accise applicable au climatiseur est à la charge du consommateur. ** Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. *** Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. **** À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. * Paiements mensuels basés sur un bail de 12 c du km après 80 000 km. * Ces mensualités à la location tiennent compte des crédits applicables. L'offre de financement à l'achat et celle du climatiseur ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas non plus aux Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

ACTUALITÉS



Photo ALAIN ROBERGE. La Presse ©

Les postes de pesée routière, des endroits qui commencent à devenir chauds.

Surveillance routière: vent de révolte chez les camionneurs

Les artisans accusent la SAAQ de se financer à même les contraventions

BRUNO BISSON

LES 4000 camionneurs artisans de la province accusent la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) de dénaturer la surveillance routière et de la transformer en « industrie du ticket » pour collecter le plus d'argent possible et améliorer son image de marque au moyen de statistiques gonflées.

Dans une lettre fracassante adressée au vice-président de la SAAQ responsable de la surveillance routière, Louis Côté, l'Association nationale des camionneurs artisans (ANCAI) a annoncé mercredi qu'elle se retirait d'un comité consultatif gouvernemental sur la surveillance routière et promet aux dirigeants de la société d'État de les « affronter publiquement » et de « dénoncer leur politique de *pétage de bretelles* sur le dos des camionneurs ».

« Nous avons blâmé des contrôleurs routiers dans le passé. Nous nous apercevons aujourd'hui que ce ne sont pas eux qui manquent de jugement mais bien les dirigeants de la SAAQ, qui ont établi une politique de rendement que nous appelons, en bon québécois, « l'industrie du ticket », écrit le

président de l'ANCAI, Clément Bélanger, dans sa lettre au vice-président de la SAAQ.

« L'appât du gain, ajoute le président, ne devrait pas se présenter lorsqu'il s'agit de sanctionner des infractions. Hélas! si vos contrôleurs routiers manquent de jugement et qu'ils ont un appétit vorace, c'est pour vous permettre de bien paraître et de devenir une agence de revenus indirects pour le gouvernement. »

Ce vent de colère chez les camionneurs ne se limite pas aux artisans, qui sont beaucoup plus touchés par le zèle intraitable des surveillants depuis quelque temps. Les propriétaires de grands parcs de camions du Québec, tous regroupés dans la puissante Association du camionnage du Québec (ACQ), seraient aussi excédés par le nombre des constats d'infractions et les amendes jugées démesurées qui les accompagnent.

Selon le vice-président exécutif de l'ACQ, Marc Cadieux, le climat « extrêmement tendu » qui règne actuellement entre surveillants et camionneurs serait « l'aboutissement de trois ans de détérioration des relations, pendant lesquels la SAAQ a insisté sur les aspects les

plus coercitifs du contrôle routier, au détriment de la prévention et de la recherche des vrais délinquants du transport des marchandises. »

Pour un camionneur artisan, souligne-t-il, une amende de 350 \$ à 1050 \$ pour un livret de bord mal tenu, sans compter les frais de plus de 100 \$ qui s'y rattachent, « c'est la différence entre avoir une paie et ne pas en avoir une au bout de sa longue semaine de travail. L'attitude la SAAQ est en train de créer de toutes pièces un climat de révolte qui pourrait être potentiellement dangereux ».

Il y a deux semaines, en Abitibi, la région que tous semblent désigner comme la plus problématique au Québec, un homme a foncé sur deux surveillants routiers avec son véhicule. Un des hommes, gravement blessé, devra être amputé d'une jambe. L'autre a subi un violent choc nerveux.

Tout comme les dirigeants de l'ANCAI, M. Cadieux ne veut pas épiloguer sur les motifs ayant incité l'homme à commettre un acte aussi impardonnable, mais il craint que cet incident ne soit qu'un signe, le symptôme d'un climat de plus en plus malsain dans la surveillance routière, qui n'a plus rien à voir

avec le consensus qui semblait s'être établi dans le passé entre les grands acteurs de l'industrie et la SAAQ.

L'argent avant la sécurité

« Ils ont complètement dénaturé le système, affirme M^e Pierre Beaudet, conseiller juridique de l'ANCAI. Ce n'est plus la sécurité du public qui importe pour la SAAQ, dit-il, c'est de collecter de l'argent pour le gouvernement. C'est comme la Sûreté du Québec, où les gestionnaires de poste et les agents mettent en pratique une « gestion par objectifs », qui n'est rien d'autre qu'une expression savante pour désigner un quota de contraventions. La SAAQ fait exactement la même chose. »

Selon l'avocat, qui dit s'occuper de 500 à 600 dossiers par année pour l'ANCAI et ses membres, les cas de contraventions abusives ou complètement farfelues se multiplient. Et les juges, assure-t-il, deviennent de plus en plus sympathiques aux camionneurs. Hier, à Valleyfield, cite-t-il en exemple, son bureau plaiderait trois causes d'infractions imposées à des artisans.

Dans un premier cas, le camion-

neur a plaidé coupable. Dans le deuxième, la cause a été réglée avec une amende réduite. Et, dans le troisième cas, le camionneur a été blanchi de toute faute. M^e Beaudet estime que, pour l'ensemble des contraventions contestées, on observe à peu de chose près la même proportion.

« Mais pourquoi faire perdre deux points de démérite à un camionneur parce qu'il a heurté un orignal? Pourquoi les contrôleurs ne donnent-ils jamais des avertissements aux camionneurs qui n'ont pas bien rempli leur livre de bord au lieu de systématiquement leur imposer une amende? »

Hier, un porte-parole de la SAAQ a affirmé que les dirigeants de la société étaient en réunion de travail avec les état-majors de nombreux corps de police du Québec et que, par conséquent, personne n'était disponible pour commenter les accusations de l'ANCAI ni la décision de celle-ci de se retirer du comité consultatif sur la surveillance routière, mis sur pied de concert avec l'industrie il y a quelques années pour éviter des crises semblables à celle qui commence à poindre aux postes de pesée des routes québécoises.

Conçue pour tous vos sens. Incluant le sixième.

Anticipez les caprices de la route en DeVille. Avec son V8 Northstar développant 275 HP, son système antipatinage électronique toutes vitesses et sa direction avec système Magnasteer, vous avez le plein contrôle, y compris celui de votre budget.

698\$/mois*

Location de 48 mois
(Transport et préparation inclus)

CADILLAC DEVILLE

- Moteur Northstar V8 de 4,6 litres avec 275 HP
- Climatiseur à régulation électronique à 3 zones
- Surface des sièges en cuir
- Privilèges aux propriétaires Cadillac :
 - Programme d'entretien prescrit sans frais, 4 ans/80 000 km*
 - Garantie 4 ans/80 000 km*
 - Transport de dépannage
 - Dépannage routier



Système de communication OnStar avec abonnement d'un an au plan Orientation et dépannage.

Vos concessionnaires



du Québec

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf en stock suivant : Cadillac DeVille 2003 (6KD69/R7C). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits en sus. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial ou échange équivalent (6 900 \$). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 825 \$ requis à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. *Premier terme atteint. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

La Cour suprême tranchera sur deux questions de liberté religieuse

LAURA-JULIE PERREAULT

UN GROUPE de juifs orthodoxes de Montréal et les Témoins de Jéhovah de Saint-Jérôme ont une raison commune de se réjouir. La Cour suprême du Canada a décidé de se pencher sur leur cas respectif pour évaluer si des règlements auxquels ils sont soumis bafouent leur droit de pratiquer librement leur religion.

« Les gens impliqués sont satisfaits car ils savaient que la Cour suprême décide de se pencher sur à peu près une cause sur 10 », a dit hier l'avocat montréalais Julius Grey, qui représente le groupe de juifs orthodoxes, mais qui a aussi été appelé à regarder de près le cas des Témoins de Jéhovah des Basses-Laurentides.

D'ailleurs, ce n'est pas une coïncidence si les deux cas québécois ont été portés à l'attention de la plus haute cour du pays le même jour.

« Nous étions fort conscients que si plusieurs causes touchant les libertés religieuses étaient présentées en même temps, ça leur donnait plus d'importance et que la Cour ne pourrait en accepter une et refuser l'autre », a expliqué M. Grey.

Ce sont donc trois causes qui ont été présentées à la Cour suprême, les deux premières touchant le dossier des juifs orthodoxes et la troisième, celui des Témoins de Jéhovah.

Droit à la *soukah*

Dans le cas des juifs orthodoxes, c'est le contrat qu'ils ont signé en achetant leur condominium dans le luxueux complexe du Sanctuaire du Mont-Royal, à Montréal, qui est mis en cause.

Ces derniers veulent ériger sur leur balcon, une semaine par année, à l'automne, une petite cabane de bois appelée *soukah* pour souligner la fête religieuse de Soukot, une commémoration de la difficile vie des Juifs en Égypte au temps de l'esclavage.

Or, le contrat de copropriété qu'ils ont signé en achetant le condominium au Sanctuaire du Mont-Royal stipule qu'il est interdit de décorer ou de construire quoi que ce soit sur le balcon, interdiction que les plaignants dénoncent aujourd'hui.

« C'est une question importante. Nous devons voir si le règlement en vigueur dans un

condominium peut avoir préséance sur la Charte des droits et libertés », affirme Julius Grey, qui a commencé à travailler sur le cas après que la Cour supérieure du Québec eut tranché en 1998 que les quatre familles juives n'avaient pas le droit de bâtir une *soukah* sur leur balcon.

Bataille de longue haleine

Les Témoins de Jéhovah, de leur côté, tenteront de prouver que l'ancienne municipalité de Lafontaine, aujourd'hui fusionnée à la ville de Saint-Jérôme, porte atteinte à leur liberté religieuse en n'acceptant pas de changer le zonage d'un terrain commercial qu'ils ont acheté pour construire un lieu de culte.

Les autorités municipales refusent de modifier le zonage pour accommoder le groupe religieux, sous prétexte que la construction du lieu de culte ferait porter un fardeau fiscal inéquitable aux autres propriétaires commerciaux du secteur.

L'avocat de la Ville de Saint-Jérôme, Michel Lalande, affirme qu'un terrain ne présentant pas de problèmes de zonage a été offert aux Témoins de Jéhovah, mais ces derniers l'ont jugé inapproprié.

L'an dernier, la Cour d'appel a donné raison à la municipalité.

Le responsable du bureau d'information des Témoins de Jéhovah du Québec, Léonce Crépeault, note que les adeptes de Saint-Jérôme tentent depuis 1989 de trouver un endroit où ils pourront construire une Salle du Royaume.

« Tout ce que nous voulons, c'est un permis de construction pour une petite salle de 200 personnes », affirme le responsable des communications, rappelant que les Témoins de Jéhovah n'en sont pas à leur première comparution devant la Cour suprême.

« Depuis le temps de Duplessis, nous avons beaucoup contribué à l'avancement des droits des minorités religieuses en menant plusieurs batailles juridiques », estime M. Crépeault.

Pour l'instant, les avocats aux deux dossiers ignorent quand ils comparaitront devant la Cour suprême. Selon Julius Grey, les plaignants devront attendre au moins un an avant d'être entendus par le plus haut tribunal du pays.

Sophie Brodeur n'aura pas de nouveau procès

LA COUR d'appel a rejeté jeudi l'appel de la Couronne, qui voulait qu'elle ordonne un nouveau procès pour Sophie Brodeur. Les trois juges de la Cour d'appel ont conclu unanimement que le juge Paul-Marcel Bellavance, de la Cour supérieure, avait eu raison de libérer la jeune femme des accusations de conduite avec facultés affaiblies qui pesaient contre elle avant le début de son procès, en novembre 2000, à cause du délai déraisonnable de 46 mois qui s'était écoulé depuis l'accident avec blessés dans lequel elle avait été impliquée, le 31 décembre 1996. Ce délai avait été provoqué notamment par le fait que les policiers de la SQ de Cowansville, qui avaient pris son dossier en main, avaient fal-

sifié le rapport d'alcootest pour éviter des accusations à Mme Brodeur, fille d'un de leur collègue. Leur supercherie avait été mise au jour quand un des policiers impliqués, Jean-François Cloutier, a été pris de remords et a fait marche arrière. Trois policiers ont été accusés d'entrave et de fabrication de faux dans cette affaire: Marcel Brodeur, le père de la jeune femme, a été déclaré coupable, tout comme son collègue, Pierre-Yves Deragon, tandis que Cloutier a été absous. Brodeur a purgé sa peine de neuf mois de prison, et Deragon, condamné à un an de prison, a porté sa cause en appel. Celle-ci a été entendue récemment, mais les juges n'ont pas encore rendu leur décision.

Nous payons votre stationnement.



Payez-vous du bon temps.

Jeudi	De 18h à 21h
Vendredi	De 18h à 21h
Samedi	De 9h à 17h
Dimanche	De 12h à 17h

Avec tout achat de **25\$** ou plus
(avant taxes) chez Les Ailes de la Mode,
nous vous rembourserons
votre stationnement au Centre Eaton
uniquement (entrée McGill College).*

*Achat le jour même. Stationnement payé aux heures spécifiées seulement. Exception : carte à puce.
Montant maximum de 6\$.

AILES

LES AILES DE LA MODE

COMPLEXE LES AILES CENTRE-VILLE

Complexe Les Ailes, Centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537
Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

Arte Pelle®

L'ART DU CUIR
MEUBLES & VÊTEMENTS DE CUIR

DIFFÉRENT



VENTE DE SAISON

JUSQU'À **40%**
DE RABAIS*
SUR LES MEUBLES

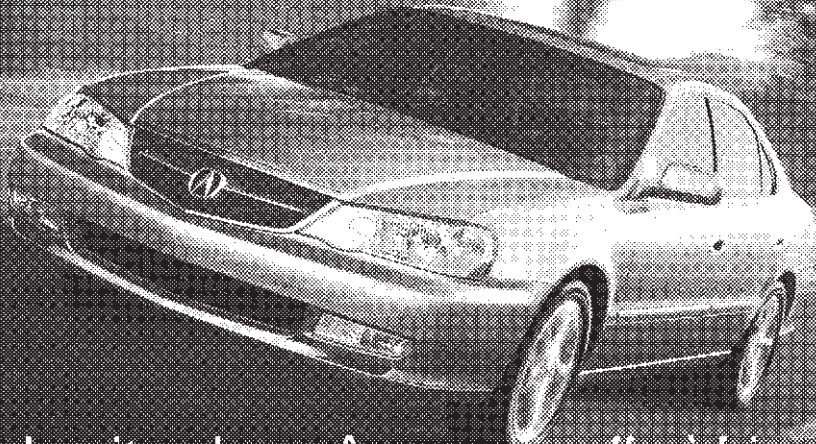
À L'ACHAT D'UN SOFA
OBTENEZ 150\$
ÉCHANGEABLE SUR
DES ACCESSOIRES

Centropolis, coin st-martin
et autoroute 15 à laval
(derrière le cinéma colossus)
Tél.: (450) 978-3030

Chic manteau de printemps
à l'allure décontractée
Rég. : 625^{99\$}
Soldé : 365^{99\$}



Acura 3.2TL
398 \$/mois
5,8 %



La voiture de vos rêves avec une offre à faire rêver.

L'Acura 3.2 TL
Incluant :

- V5 VTEC de 225 chevaux
- Boîte SportShift séquentielle
- Sièges chauffants en cuir
- Chaîne Bose(r) avec lecteur CD
- Coussins gonflables avant et latéraux (SRS)
- Phares haute intensité (HID)
- Assistance routière 24 heures Acura
- Climatiseur et tellement plus



ACURA

Agabriel

www.acuragabriel.com

(514) **696-7777**

**4648, boul. St-Jean,
Dollard-des-Ormeaux**

* Offre de location-bail d'une durée de 48 mois par Entremise de Honda Canada Finance seulement pour une Acura 3.2 TL (modèle 1A566J11) 2003 avec acompte de 5 566,91 \$. Premier versement requis. Le modèle illustré peut différer du modèle annoncé. Allocation de 24 000 km/an, frais de 15 c du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Garantie Acura limitée de 5 ans/109 000 km. Les 2 premiers services d'entretien sont compris.



Photo IVANOÏ DEMERS, La Presse ©

Après cinq jours d'ouverture, 17 citoyens ont signé le registre alors qu'il en fallait 18 590 pour obliger la tenue d'un référendum. Les 40 personnes engagées pour recueillir les signatures se sont tourné les pouces toute la semaine.

| EMPRUNT DE 1,6 MILLIARD |

Maigre participation au registre pour un référendum à Montréal

SÉBASTIEN RODRIGUE

LES CITOYENS de l'ex-ville de Montréal pouvaient obtenir un référendum cette semaine sur un emprunt de 1,6 milliard, mais l'administration municipale aura engagé plus de personnel pour tenir le registre qu'il y aura eu de signatures.

Toute la semaine, la quarantaine d'employés engagés pour la tenue du registre se sont tourné les pouces, la plupart jouant au solitaire sur leur ordinateur pour passer le temps. Après cinq jours d'ouverture, 17 citoyens ont signé le registre alors qu'il en fallait 18 590 pour obliger la tenue d'un référendum.

À la lumière de ces résultats, l'opposition à l'hôtel de ville voit un « échec complet » de l'opération, tandis que l'administration

Tremblay-Zampino considère que cela démontre l'appui des citoyens de l'ex-ville de Montréal.

Cette opération aura coûté un peu plus de 100 000 \$, des fonds publics mal dépensés, selon l'opposition, par rapport au peu d'intérêt suscité dans la population. Le responsable des finances à la Ville de Montréal, Frank Zampino, rappelle que le registre s'est organisé en respectant les exigences de la Loi sur les cités et villes.

L'adoption du plus important règlement d'emprunt de l'histoire de la Ville de Montréal avait suscité plusieurs frictions à la dernière séance du conseil municipal. L'opposition avait alors dénoncé le manque d'information sur cet emprunt, qui doit servir au refinancement du déficit actuariel des régimes de retraite des employés de l'ancienne Ville de Montréal.

En raison d'un avis favorable du service des finances de la Ville, l'opposition s'était finalement ralliée après une journée entière de débat sur cette question. Le chef de l'opposition, Martin Lemay, se dit en accord avec les efforts pour éliminer le fardeau des caisses de retraite, mais il dénonce le manque d'information. « Si vous ouvrez un registre, que vous ne l'annoncez presque pas, vous toujours pouvez dire que la démocratie est faite, mais la légitimité de la décision prise est *questionnable* », affirme-t-il.

M. Zampino estime pour sa part que les citoyens connaissaient déjà les problèmes liés au déficit actuariel des caisses de retraite et leur impact sur les comptes de taxes. « On a largement parlé de la problématique du déficit actuariel de l'ancienne Ville (de Montréal) et, dans ce sens-là, on a bien communiqué nos intentions », dit-il.

Le chef de l'opposition soutient que l'administration s'est contentée d'appliquer la loi sans chercher à susciter de débat alors qu'elle tient des consultations publiques sur de nombreux sujets.

La dette liée au déficit actuariel se chiffre à 1,75 milliard, et elle dépassera 1,9 milliard en 2011. La Ville de Montréal amortit jusqu'en 2045 ce déficit par une « cotisation spéciale annuelle ». Mais ce versement ne couvre pas les intérêts sur la dette, ce qui explique pourquoi elle augmentera jusqu'en 2012.

M. Zampino a indiqué hier que le ministre des Affaires municipales et de la Métropole devrait autoriser l'emprunt d'ici la fin du mois d'avril et que l'opération financière sera aussitôt lancée.

Appuyez la Marche Bell pour les jeunes.

Pour chaque téléphone vendu, Espace Bell fera un don de 10 \$ au profit de Jeunesse, J'écoute.



Téléphone sans fil VT 2428 de Vtech à 2,4 GHz avec affichage d'appel en attente

- Mémorisation alphanumérique
- Sonnerie programmable
- Financement disponible : 8,71 \$ par mois pendant 12 mois (exclusivité Espace Bell)
- Seulement 89,95 \$

Rendez-vous dès aujourd'hui dans un magasin Espace Bell. Pour participer à la marche du 4 mai, visitez le www.lamarchebellpourlesjeunes.ca



JEUNESSE, J'ÉCOUTE



LA MARCHÉ
Bell POUR LES
JEUNE
AU PROFIT DE JEUNESSE, J'ÉCOUTE

Quantités limitées. Jusqu'à épuisement des stocks.

3133965

Enquête sur une gardienne accusée de voies de fait

RAYMOND GERVAIS

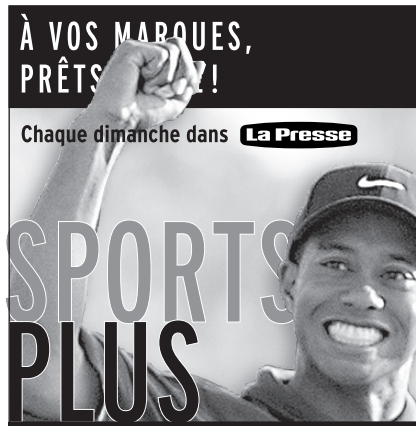
LA POLICE de la Ville de Montréal est à la recherche de parents dont les enfants auraient pu être victimes de mauvais traitements de la part d'une gardienne d'enfants de 22 ans, Cathy Matteau, qui a été arrêtée et accusée la semaine dernière de voies de fait graves contre deux bébés âgés de 8 et 11 mois.

Les événements reprochés à la jeune femme se seraient produits entre le 27 février et le 3 mars 2003.

C'est le 3 avril dernier que les enquêteurs du Centre opérationnel Nord du SPVM ont arrêté la femme en question à sa résidence, où elle gardait des enfants. Matteau a comparu en Cour du Québec le 4 avril afin de répondre de ces accusations. Elle a pu reprendre sa liberté moyennant certaines conditions : ne pas communiquer avec les parents des victimes, ne pas être en présence d'enfants sauf si elle est accompagnée par deux adultes et s'abstenir d'exploiter une garderie ou de travailler dans une garderie.

Ce sont les parents du bébé de 8 mois qui ont d'abord noté que quelque chose n'allait pas avec leur enfant. Comme ils n'arrivaient pas à trouver la cause du mal de leur poupon, ils se sont rendus à l'hôpital, où des examens médicaux ont révélé que le bébé avait subi de graves blessures à la tête. Des blessures similaires ont ensuite été détectées chez un autre enfant, celui-là âgé de 11 mois.

L'accusée reviendra en Cour le 19 juin prochain pour la suite de la procédure. D'ici là, les enquêteurs de la section des crimes contre la personne poursuivent leur enquête afin de déterminer si d'autres enfants auraient pu être victimes de mauvais traitements de sa part. Toute information peut être transmise à la police au 514-280-2300.



La prison à vie pour Serge Paré

Il a assassiné une fillette en 1978 et sa concubine en 2002

CHRISTIANE DESJARDINS

EN 1978, APRÈS avoir assassiné une fillette de 12 ans avec qui il commettait des vols de dépanneurs, Serge Paré, alors âgé de 17 ans, a été acquitté en raison de troubles mentaux et a été envoyé à l'Institut Philippe-Pinel pour y être traité. Le 6 août 2002, soit peu de temps après avoir été libéré, il récidivait en étranglant sa concubine du moment, Lise Laporte, 35 ans. L'homme de 42 ans a plaidé coupable récemment à une accusation de

meurtre non prémédité pour ce crime et a écopé, hier, de la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 14 ans.

En raison des antécédents de Paré, la Couronne demandait une période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle plus longue. Il faut dire que, entre les deux meurtres, Paré a agressé deux autres femmes, sans toutefois les tuer. Le 2 novembre 1989, il était libéré une première fois et s'attaquait à une femme tout juste une semaine plus tard. Il a écopé 90 jours de pri-

son pour séquestration et agression armée et est retourné à Pinel. En 1995, on a tenté de le réinsérer dans la société en le plaçant dans un foyer de transition, mais cela n'a pas fonctionné. En 1998, il a finalement été relâché de Pinel et placé dans un autre foyer supervisé, où il s'est attaqué à une intervenante. Jugé pour cette affaire, il a été condamné à deux ans de prison pour agression sexuelle armée et séquestration. On l'a renvoyé à Pinel, d'où il est sorti en avril 2000.

Paré a réussi à fonctionner sans

trop de problèmes jusqu'à l'été 2002. Il s'est mis en ménage avec Lise Laporte, une prostituée toxico-mane qui, apparemment, troublait la paix dans l'immeuble où elle demeurait avec Paré. Le 6 août, pendant qu'elle dormait, Paré l'a étranglée. Il est ensuite sorti acheter des fleurs et est revenu dans son appartement pour les placer autour du cadavre, avec des animaux en peluche. Il a écrit une lettre d'amour et d'adieu à sa bien-aimée puis a appelé la police, qui l'a cueilli sur le toit du chalet d'un parc, dans le

quartier Hochelaga-Maisonneuve, où il s'était réfugié.

En prononçant la peine, hier, le juge Fraser Martin a signalé que celle que demandait la Couronne était trop sévère. Aucune preuve n'a été faite selon laquelle Paré serait un individu incurable, a-t-il fait valoir. Le magistrat a aussi rappelé que Paré était condamné à une peine à vie, et que sa liberté conditionnelle dans 14 ans ne lui serait accordée que si la Commission des libérations conditionnelles le jugeait à propos.

LORSQUE VOUS EN OBTENEZ PLUS À UN PRIX MOINDRE VOUS ÊTES GAGNANT!



PDSF 21 595 \$

Sonata GL 2003

EN LOCATION

à partir de

239 \$**

par mois/48 mois

0 \$
DÉPÔT
DE SÉCURITÉ

0 %
FINANCEMENT
DISPONIBLE
JUSQU'À 48 MOIS



PDSF 15 295 \$

Elantra GL 2003

EN LOCATION

à partir de

157 \$*

par mois/60 mois

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

0 \$
DÉPÔT
DE SÉCURITÉ

0 %
FINANCEMENT
DISPONIBLE
JUSQU'À 48 MOIS

**PROGRAMME
DE REMISE
AUX DIPLÔMÉS**



PDSF 19 995 \$

Tiburon 2003

EN LOCATION

à partir de

199 \$***

par mois/60 mois

0 \$
DÉPÔT
DE SÉCURITÉ

0 %
FINANCEMENT
DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

OU

ACHETEZ ET ROULEZ SANS PAYER PENDANT 1 AN

(AUCUN COMPTANT, AUCUN PAIEMENT MENSUEL PENDANT 12 MOIS)



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :
5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / kilométrage illimité)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. *Paielements de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ELANTRA BERLINE GL 2003 à partir de 157 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 11 475 \$. Comptant de 2 055 \$, aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 48 mois. **Paielements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2003 à partir de 239 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 13 467 \$. Comptant de 1 995 \$, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 48 mois. ***Paielements de location basés sur un contrat de 60 mois pour la TIBURON 2003 à partir de 199 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 14 435 \$. Comptant de 2 495 \$, aucun dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. Un report de paiement d'un an (365 jours) est offert pour tous les véhicules neufs 2003. Aucuns frais d'intérêt ne s'appliquent aux 335 premiers jours suivant la prise de possession d'un véhicule participant par son propriétaire. Après ces 335 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts au taux de 7,89 % par année jusqu'à la fin du contrat. Le premier paiement est dû le 30ème jour après la livraison du véhicule. La durée de contrat maximum est de 48 mois, sans compter le report de paiement de 12 mois. Un versement initial ou un échange peuvent être requis. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2003. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 avril 2003.

HYUNDAI
Gagnant

LES PARTENAIRES HYUNDAI

| CABINET PEPIN, LETOURNEAU |

L'associé Legris, spécialiste des avances

CHRISTIANE DESJARDINS

SELON L'EMPLOYÉE cadre de Pepin, Letourneau qui a été congédiée après 30 ans de service pour collusion dans des irrégularités comptables avec l'avocat associé Gaétan Legris, il n'était pas rare que ce dernier demande des avances au bureau. « Il remboursait toujours promptement », a dit hier celle que nous appelons Louise pour protéger son anonymat, alors qu'elle témoignait pour la deuxième journée dans le procès qui l'oppose avec Gaétan Legris au défunt cabinet d'avocats Pepin, Letourneau.

Louise a été congédiée en septembre 2000, après que la direction de Pepin, Letourneau se fut rendu compte qu'elle avait signé des chèques avec Gaétan Legris afin de lui permettre de payer des rénovations à sa résidence en les faisant passer pour des améliorations locatives du bureau, situé au 500, place d'Armes. Louise a expliqué hier qu'elle n'avait fait qu'obéir à son supérieur (Legris) : celui-ci voulait faire des rénovations chez lui, et son « enveloppe spéciale » de 1999, sorte

de boni distribué aux avocats qui permettait de payer moins d'impôt, était épuisée. On était à la fin décembre 1999. Legris aurait droit à une autre enveloppe spéciale pour l'année 2000. Il a aussi expliqué à Louise que, pour le récompenser de ses performances, le bureau voulait lui payer un voyage à Paris, avec sa famille, à l'été 2000, d'une valeur d'environ 50 000 \$. Il ne pensait pas dépenser toute cette somme et il a dit à Louise qu'à son retour de voyage il rembourserait le bureau pour les factures de rénovation. Louise a produit les chèques et a gardé les factures sur son bureau, dans une chemise, en attendant le retour de Legris et les instructions de celui-ci.

Hier, Louise a eu des explications pour toutes les factures payées par Pepin, Letourneau, sauf une, qui s'élève à 2875 \$. Cette facture a été classée comme s'il s'agissait vraiment de travaux exécutés au bureau, alors qu'ils avaient été faits chez M^c Legris. « Je ne peux pas l'expliquer », a-t-elle dit.

Mais entre ce moment et le voyage de M^c Legris à l'été 2000, il y a eu ce fameux souper du 16 mai. Louise commençait dans un

nouveau poste, celui de directrice des ressources humaines, qui la stressait énormément. Elle était au bord de l'épuisement et prenait des antidépresseurs. Elle cherchait le soutien de M^c Legris, qui devait être nommé directeur principal du bureau, et a demandé à le rencontrer. La rencontre, qui a tourné au désastre, allait faire s'écrouler le monde de Louise, celui de Legris, et ultimement le grand cabinet d'avocats Pepin, Letourneau.

Avances déplacées et arrosées

C'est en pleurant que Louise a raconté hier comment Legris lui avait fait des avances sexuelles totalement déplacées au restaurant Bonaparte, lors de ce fameux souper. La facture, envoyée à Pepin, Letourneau, démontre que trois bouteilles de vin et six calvados leur ont été servis. Après deux verres de vin, Louise a perdu la carte au restaurant et s'est réveillée seulement le lendemain matin, à l'hôpital Saint-Luc. Son taux d'alcoolémie indiquait 0,51. C'est son mari qui lui a appris que, dans la nuit, il l'avait trouvée comateuse, à demi-nue avec Legris, dans le hall attenant au bureau du 500, place d'Armes.

Le surlendemain de l'incident, Louise a tenté d'obtenir des explications de Legris, mais celui-ci l'a reçue froidement en lui disant qu'ils « étaient paquetés tous les deux », qu'il ne se souvenait de rien, point final.

« Son attitude me paralysait, j'étais incapable de lui dire ma rage, mon extrême douleur. » Dès lors, Louise a été en congé de maladie.

Legris a été expulsé du cabinet qu'il devait diriger le lendemain de son retour de Paris, le 26 juillet 2000. On lui reprochait l'incident avec Louise, le fait qu'il avait été condamné pour conduite d'un véhicule avec les facultés affaiblies quelques mois auparavant, ainsi que les rénovations qu'il avait fait faire chez lui aux frais du bureau. Louise a été congédiée en septembre pour avoir cosigné les chèques ayant servi à payer les rénovations pour une somme globale d'environ 50 000 \$. Ils poursuivent tous les deux Pepin, Letourneau (qui a fermé l'automne dernier) pour congédiement injustifié. Louise poursuit aussi Legris en dommages-intérêts.

OFFRE
PROLONGÉE
JUSQU'AU
27 AVRIL



Installateur
gratuit



Système 3100: 59⁹⁸\$*
1 87 SOUCOUE
www.bell.ca/satellite



3130850A

Espace Bell

Dumoulin
Électronique • Informatique • Plus

CENTRE HI-FI

LA BOUTIQUE
STÉRÉO

BRAULT & MARTINEAU

Centrale

LA CARBINE
TÉLÉPHONIQUE

FUTURESHOP

RadioShack.
Tous nos produits. Tous pour les réponses.

STEREO

* Prix de détail de 199,98 \$ moins 140 \$ de crédits de programmation avec l'abonnement au forfait Ultra 12. Les crédits s'appliquent à raison de 20 \$ par mois pour les sept premiers mois. Conditionnel à un engagement minimum de 12 mois au service ou des frais de désactivation de 70 \$ seront appliqués. L'installation de base d'une valeur de 99 \$ est offerte gratuitement jusqu'au 27 avril seulement. Offre réservée aux nouveaux abonnés. L'offre d'installation gratuite ne s'applique pas aux résidents de condominiums, d'appartements ou d'autres immeubles à logements multiples, ni à la clientèle commerciale. D'autres conditions et restrictions peuvent s'appliquer. Les prix, les forfaits, la programmation et l'offre peuvent être sujets à changements sans préavis. Détails en magasin ou au www.bell.ca/satellite. Bell est une marque de commerce de Bell Canada; ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

3134688

Le bon médecin: un étudiant modèle

Une recherche met en évidence le lien entre le succès aux examens et la qualité de la pratique

SOPHIE ALLARD

C'EST LOGIQUE, mais l'hypothèse n'avait encore jamais été prouvée scientifiquement : le succès des diplômés de médecine aux examens professionnels est précurseur d'une pratique médicale de qualité des années plus tard. Des chercheurs de Montréal, Sherbrooke, Québec et Philadelphie viennent de le démontrer.

Après avoir analysé les actes médicaux de 912 jeunes médecins de famille pratiquant au Québec (lors de 3,4 millions de consultations), les huit chercheurs ont pu mettre en relation, jusqu'à sept ans plus tard, les notes obtenues aux deux examens officiels de la profession et certains indices de bonne pratique médicale. Les chercheurs ont scruté à la loupe la pratique des diplômés de 1990 et de 1993, jusqu'à la fin de 1996.

Selon les conclusions de la recherche, publiées récemment dans le *Journal of the American Medical Association*, plus un médecin a obtenu des notes élevées, plus il dirige ses patients vers des spécialistes (58 patients de plus sur 1000), plus il est enclin à recommander une mammographie à ses patientes de 50 à 69 ans (347 patientes de plus sur 1000) et plus il prescrit des médicaments spécifiques à une maladie au lieu d'analgésiques de tout acabit.

Les médecins ayant eu de bons résultats sont aussi moins enclins que leurs collègues à prescrire des médicaments inappropriés aux patients âgés ou des traitements contre-indiqués et assurent plus adé-



Photo CNW

La qualité du suivi des cas de maladie chronique fait partie d'une bonne pratique professionnelle médicale.

quement le suivi auprès de leurs patients.

Ces indices de performance, choisis par les chercheurs, permettent de couvrir de façon globale la

pratique des médecins de famille : prévention, conscience des limites de compétence, habileté de communication et de gestion, qualité du suivi des cas de maladies chroniques et capacité de diagnostic.

En 1998, l'équipe de chercheurs avait montré une relation entre succès aux examens professionnels et indices de bonne pratique médicale 18 mois plus tard. On sait mainte-

nant que plus les années passent, plus cette relation est forte.

Selon le Dr Robyn Tamblyn, de l'Université McGill, directrice de la recherche, aucune étude du genre n'a été faite auparavant parce qu'il est « extrêmement difficile de former une équipe d'experts en évaluation de l'enseignement et d'autres en compétences médicales, des champs habituellement isolés l'un de l'autre ».

Les préoccupations des chercheurs ? « Nous trouvions important de vérifier la validité des examens, puisque ceux-ci existent depuis environ une centaine d'années, qu'ils ont été modifiés mais ne reposent sur aucune base scientifique, a dit à *La Presse* le Dr Tamblyn. Le public doit être assuré que les médecins sont compétents et que leur sécurité n'est pas mise en danger. »

Aux examens universitaires — parce que les notes correspondent à celles des examens professionnels, selon les chercheurs —, les professeurs pourraient déjà désigner les bons et les moins bons futurs médecins.

Les résultats mis en lumière dans l'étude pourront, selon ce que souhaitent les chercheurs, favoriser la réflexion sur la formation médicale et sur la nature même des examens professionnels. « On sait dès lors que les examens professionnels sont utiles, mais il serait pertinent d'examiner leur contenu parce plusieurs aspects spécifiques de la pratique sont négligés. Et pourquoi ne pas hausser, s'il y a lieu, les notes de passage ? », demande le Dr Tamblyn, qui entend bien poursuivre ses recherches sur le sujet.

Cloner un primate: pas encore!

FRANCIS TEMMAN
Agence France-Presse

WASHINGTON — Des chercheurs américains affirment avoir identifié les raisons moléculaires expliquant l'échec du clonage des primates, une mauvaise nouvelle pour ceux qui prétendent avoir conçu ou vouloir réaliser des clones d'êtres humains.

Le clonage des singes semble irrémédiablement limité par des erreurs moléculaires qui surviennent lors de la division des chromosomes dans les cellules embryonnaires, selon ces chercheurs de l'Université de Pittsburgh (Pennsylvanie), dont les travaux ont été publiés hier par la revue *Science*.

Cinq espèces de mammifères (mouton, souris, lapin, porc, vache) ont été clonées à ce jour avec succès dans le monde. Mais en dépit de nombreuses tentatives, jamais personne n'a encore réussi à cloner un mammifère complexe comme un primate.

L'équipe de chercheurs, dirigée par le Pr Gerald Schatten, a tenté de comprendre pourquoi. Pour cela, ils ont réalisé plus de 700 tentatives de clonage sur des macaques rhésus. Ils ont d'abord créé des embryons par la méthode dite du « transfert nucléaire », consistant à injecter dans des ovocytes énucléés de macaques femelles les noyaux d'une variété de cellules de macaques.

En observant le développement de ces embryons, ils se sont aperçus que si, en apparence, la division cellulaire (mitose) semblait se dérouler normalement, des problèmes survenaient à l'intérieur de chaque cellule, en particulier dans leur matériel génétique. « Les chromosomes ne se divisent pas correctement. Dès les premières divisions, le développement se fait de façon inappropriée », a expliqué Gerald Schatten. Trente-trois des embryons, transférés dans des utérus de femelles, n'ont d'ailleurs donné lieu à aucune grossesse.

Ces expériences, concluent les chercheurs, suggèrent que la reproduction des primates exigerait des « conditions moléculaires plus strictes » que pour les mammifères simples, comme la brebis Dolly.

Ces conclusions sont de mauvais augure « pour les charlatans immoraux qui abusent de la crédulité des gens en clamant qu'ils sont capables de cloner des personnes », a commenté le Pr Schatten.

Les annonces de la naissance de clones humains faites l'hiver dernier par la secte des raéliens n'ont pu être confirmées de source scientifique indépendante et sont considérées par la communauté des chercheurs comme une supercherie et un coup de publicité.

« Je ne voudrais pas dire que le clonage des primates est impossible, ajoute-t-il le Pr Simerly. Peut-être qu'avec suffisamment de temps et d'expérience nous pourrions découvrir comment le réussir. Mais pour l'instant, ça ne marche pas. »

L'Hypothèque Simplifiée



5,79%*

Payez moins... sans négociateur !

Hypothèque à taux fixe : 5,79 %* pour 5 ans.



4%*

Payez-vous la traite !

Remise en argent de 4 %¹ sur hypothèque à taux fixe de 5 ans.



4,25%*

Payez plus vite !

Hypothèque à taux variable : taux préférentiel -1/2 %².

C'est simple, vous avez le choix.

1 866 BLC-2088

banquelaurentienne.com



BANQUE
LAURENTIENNE

3132404A

*Certaines conditions s'appliquent. Taux en vigueur au 3 avril 2003. Ces offres sont sujettes à changement sans préavis et ne peuvent être jumelées. Sous réserve d'approbation du crédit par la Banque. Ces offres, d'une durée limitée, s'appliquent uniquement aux nouvelles demandes de prêt hypothécaire.

¹Pourcentage de remise applicable au terme fermé de cinq (5) ans à taux fixe. La remise en argent est calculée en fonction du montant du capital emprunté. Le maximum accordé pour la remise en argent est de 25 000 \$.

²Une réduction de 0,50 % (P - 1/2 %) sera appliquée au taux préférentiel de la Banque Laurentienne du Canada (BLC). Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) serait de 4,250 % pour un terme de 5 ans. Le TAC suppose un taux préférentiel BLC de 4,75 % pour toute la durée du prêt. Le taux d'intérêt applicable variera selon les fluctuations du taux préférentiel de la BLC pendant la durée du prêt.

3132701

L'épidémie de pneumonie atypique est presque maîtrisée à Toronto

LAURA-JULIE PERREAULT

Un mois jour pour jour après que l'Organisation mondiale de la santé eut lancé une alerte mondiale au sujet de l'épidémie de pneumonie atypique, les autorités de la Santé publique de l'Ontario affirment qu'ils ont presque maîtrisé la situation à Toronto, la ville hors d'Asie la plus touchée par la mystérieuse maladie.

Hier, en conférence de presse, le commissaire de la sécurité publique de l'Ontario, le Dr James Young, s'est voulu rassurant. «Nous faisons de gros progrès. Je crois que nous sommes présentement dans la situation où nous voulions être, à quelques exceptions près», a dit M. Young en conférence de presse.

Malgré cet optimisme, on a fait état hier de 11 nouveaux cas du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en Ontario, ce qui porte à 217 le nombre de personnes soupçonnées d'avoir contracté la maladie. En tout, 10 personnes y ont succombé dans cette province. La dernière des victimes, une femme de 75 ans, s'est éteinte le 6 avril dernier.

Les autorités ontariennes disaient hier avoir vu venir les nouveaux cas, tous contaminés par des patients déjà diagnostiqués. Dans un des cas, plusieurs membres d'une même famille sont tombés malades après avoir assisté à des funérailles. On a découvert par la suite que le défunt avait contracté le virus.

À Markham, en Ontario, un homme qui devait être en quarantaine, selon un ordre des autorités médicales, a donné du fil à retordre aux dirigeants de la Santé publique lorsqu'il s'est présenté au travail avant la fin des 10 jours de confinement qui lui avaient été imposés.

L'Ontarien a lui-même contracté



Photo Associated Press ©

Un homme console un membre de son entourage à Pékin. Les autorités chinoises ont tenté sans succès de minimiser les impacts de l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère dans la région. Le but était de rassurer les résidents et les touristes en affirmant que le syndrome était en régression.

la pneumonie atypique. Un de ses collègues a aussi été atteint par la maladie et 196 autres sont maintenant en quarantaine. Le gouvernement de l'Ontario songe à déposer

des accusations contre celui qui a contrevenu à la période de confinement obligatoire et contre plusieurs autres personnes qui ont agi de la sorte récemment.

Le ralentissement de la courbe de l'épidémie dans la Ville reine et les efforts du premier ministre Jean Chrétien pour calmer la panique dans la métropole canadienne ne

semblent cependant pas convaincre Lisa Marie Presley, la fille d'Elvis, qui devait se rendre à Toronto pour faire la promotion de son premier album et qui a décidé hier d'annuler son voyage.

Bilan à l'OMS

L'heure était aussi aux bilans rassurants au siège de l'Organisation mondiale de la santé, à Genève, où les médecins responsables de la surveillance de l'épidémie du SRAS ont tiré leurs premières conclusions un mois après la diffusion d'une première alerte mondiale au sujet de la maladie.

Selon le Dr David Heymann, chef de la direction du service des maladies transmissibles de l'OMS, il appert que le SRAS «est la première nouvelle maladie grave et facilement transmissible à émerger au XXI^e siècle».

Il a souligné que, en l'espace de quelques semaines, 2781 personnes ont contracté le SRAS dans 17 pays sur trois continents. De ces personnes, 111 ont trouvé la mort.

Les responsables de l'OMS ont néanmoins souligné que, depuis la diffusion d'une alerte mondiale et d'avertissements aux voyageurs, aucun pays ne s'est ajouté à la liste des cinq premiers pays touchés, parmi lesquels figure le Canada, aux côtés de la Chine, de Hong Kong, du Vietnam et de Singapour.

Dans leur évaluation des progrès scientifiques, les médecins de l'OMS rappelaient hier qu'ils sont à quelques jours de pouvoir confirmer qu'un nouveau membre de la famille des coronavirus est à la source de la maladie.

Selon le rapport des épidémiologistes, 4% des gens atteints du SRAS, la plupart âgés de plus de 40 ans et ayant des problèmes prélabiles de santé, succombent à la maladie.

L'équipe de l'OMS a affirmé hier qu'elle comptait intensifier ses investigations en Chine, où l'épidémie a commencé.

Avec l'AFP et la Presse Canadienne

ENCAN PUBLIC

Plus de 2000 articles (meubles neufs et anciens, tableaux, tapis, porcelaines, bijoux, bronzes, etc.) seront offerts dans cette vente

GRANDE SÉLECTION DE MEUBLES DE SALLE À MANGER

COMMODES

PIANOS HEINTZMAN & Co

BUREAUX

HORLOGES

SUPERBES MEUBLES ANCIENS

TABLES DE NUIT ET D'APPOINT

MEUBLES PEINTS

MEUBLES DE CHAMBRE À COUCHER

MEUBLES DE STYLES LOUIS XV ET LOUIS XVI

SATSUMA

SETH THOMAS Pendule ancienne

MONNAIES CANADA 5¢ 1922 SP-60

LIMOGES Service de table

Tapis persans tissés à la main; dimensions et qualités diverses

Semainier de style français

EXPOSITION
Les samedi et dimanche 12 et 13 avril de 10 h à 17 h
ENCAN
Le dimanche 13 avril à 13 h, ainsi que les lundi et mardi 14 et 15 avril à 19 h (chaque soir)

BEAUX MIROIRS, DE DIVERSES DIMENSIONS

COLLECTION DE POTERIES CHINOISES ANCIENNES

SÉLECTION DE BRONZES D'INTÉRIEUR ET D'EXTÉRIEUR (SCULPTURES, JARDINIÈRES ET FONTAINES)

John Little
Huile, 12" × 16"

Franz Johnston
Huile, 20" × 24"

Sam Borenstein
Huile, 18" × 24"

Armand Tatossian
Huile, 30" × 40"

Henri Masson
Huile, 18" × 24"

Henri Masson
Huile, 12" × 16"

Henri Masson
Huile, 24" × 30"

John Hammond
Huile, 24" × 33"

Philip Surrey
Technique mixte, 14" × 18"

René Richard
Huile, 12" × 16"

René Richard
Huile, 12" × 16"

Jean-Paul Lemieux
Huile
20" × 24"

Bague à 3,12 carats de rubis

Bague à saphir rose de 2,84 carats

Bague à diamant de 5,41 carats

Bague à saphir de 2,61 carats

Broche à 5 carats de diamants

GUCCI

PATEK PHILIPPE

ROLEX

PATEK PHILIPPE

ROLEX

PATEK PHILIPPE

Ces articles et plusieurs autres sont présentés sur notre site Web. www.empireauctions.com

Encans Empire 5500, rue Paré

(514) 737-6586

Steve Mahoney à la tête de cinq sociétés d'État

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le Conseil des ministres fédéral a été élargi hier lorsque le premier ministre, Jean Chrétien, a procédé à Rideau Hall à l'assemblage du député de Mississauga-Ouest, près de Toronto, Steve Mahoney, à titre de secrétaire d'État pour les sociétés d'État dé-

terminées. M. Mahoney déchargera en quelque sorte le ministre des Transports, David Collenette, d'une partie de ses responsabilités en ce qui a trait à la direction de cinq sociétés d'État : la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société canadienne des Postes, la Monnaie royale canadienne, la Société immobilière du Canada et Queens Quay West Land Corporation.

M. Chrétien a présenté Steve Mahoney hier comme un spécialiste du logement social abordable, « un secteur, a-t-il dit, dans lequel nous avons investi beaucoup d'argent depuis deux ou trois ans ». Le premier ministre a expliqué qu'il voulait que la construction de logements abordables au Canada cesse d'être retardée en raison des difficultés que font les provinces dans ce dossier.

« Il y a des négociations avec les provinces, a expliqué Jean Chrétien. Ça tire à gauche, ça tire à droite, et les gens dans les villes se plaignent que c'est un peu lent. Il y a une conférence fédérale-provinciale mardi et mercredi à Winnipeg sur cette question. Je voulais que quelqu'un travaille à plein temps sur le problème. Ça n'avance pas assez vite. Certaines provinces devaient fournir leur part de fonds, elles ne l'ont pas fait. D'autres vont très bien. Alors, Steve va examiner tout cela. Il a beaucoup d'expérience politique. »

« Il y a certains problèmes du côté du logement social, a confié le



Photo CP

Le premier ministre Jean Chrétien et le député Steve Mahoney, à l'issue de la cérémonie de prestation de serment qui a désigné ce dernier comme secrétaire d'État pour cinq sociétés de la Couronne.

nouveau secrétaire d'État. Voyons si nous pourrions nous servir du milliard que le gouvernement fédéral a mis sur la table pour commencer à creuser et à construire des maisons. »

Le député de 55 ans a été élu pour la première fois en 1997 dans Mississauga-Ouest après avoir réalisé deux mandats à l'Assemblée législative de l'Ontario. M. Mahoney est spécialiste des questions touchant le logement social. « Il n'y

a pas d'accord sur le logement social dans beaucoup de provinces, a-t-il dit. Il faut réussir à les convaincre de verser une part égale à celle du gouvernement fédéral pour lancer les nouveaux projets et en faire profiter les gens qui en ont besoin. »

Sept provinces ont signé des ententes avec Ottawa sur la question du logement social. Rien n'a été construit encore, si l'on en croit le secrétaire d'État. « Cela ne va pas

assez vite à notre goût », a-t-il commenté.

Les trois provinces récalcitrantes sont le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve. « Le plus gros problème auquel nous faisons face, cependant, est celui de l'Ontario, a dit M. Mahoney. Nous y avons engagé 245 millions \$ pour des logements sociaux. Nous voulons que la province en fasse autant. Nous avions un accord, signé il y a un an le mois prochain, et pas une seule

maison n'a encore été construite depuis. Je rencontre le ministre responsable lundi et j'espère que l'on pourra faire démarrer les projets. »

Le nouveau secrétaire d'État a donné une bonne note au Québec, « la meilleure des provinces, a-t-il dit, pour mettre sur la table des sommes d'argent équivalent à celles versées par Ottawa. Je me servirai du Québec comme modèle exemplaire pour convaincre le reste du pays. »

Michael Wilson préside la Coalition pour une bonne gouvernance

Presse Canadienne

TORONTO — L'ancien ministre conservateur Michael Wilson a été nommé à la tête d'un nouveau regroupement se donnant pour mandat de surveiller la façon dont les entreprises communiquent leurs informations financières à leurs actionnaires. M. Wilson devient ainsi le premier président du conseil d'administration de la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance, créée dans la foulée des scandales Enron, WorldCom et autres, aux États-Unis. La coalition compte parmi ses organisations membres le Alberta Teachers Retirement Fund Board, Jarislowsky Fraser Limited, la Caisse de retraite des pompiers de LaSalle, la Corporation financière Mackenzie et le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario. Ministre des Finances de Brian Mulroney de 1990 à 1994, M. Wilson est actuellement président du conseil et chef de la direction de UBS Asset Management — une entreprise aussi membre de la coalition.

3133994A

Ventes d'actifs

des anciennes boutiques L'Aventurier

1 800-465-7512

du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00

Super aubaines!
MANQUEZ PAS ÇA!

chlorophylle
h. tech.

www.chlorophylle.net

3133996

Zytco

LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,
WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS 800-361-9232

Pour le plaisir d'offrir et...
le luxe de recevoir

La Cabosse d'Or
CHOCOLATERIE

**AUX GALERIES D'ANJOU ET
AUX PROMENADES SAINT-BRUNO**
du 31 mars au 19 avril

www.lacabossedor.com
La Cabosse d'Or, 973, chemin Ozias-Leduc, Otterburn Park
(450) 464-6937 ou (514) 990-5277

3121841

4 JOURS SEULEMENT !
Du 10 au 13 avril 2003 inclusivement

On voit double !

LE 2^e GALLON

DE NOS MEILLEURS PRODUITS

À 1/2 PRIX[†]

Achetez un 1^{er} gallon à **41⁹⁹ \$*** Obtenez le 2^e gallon à **20⁹⁹ \$***

L'OFFRE BENJAMIN MOORE LA PLUS COURUE EST DE RETOUR ! VOICI L'OCCASION ANNUELLE D'OBTENIR À MOITIÉ PRIX[†] UN DEUXIÈME GALLON DE PEINTURE DE QUALITÉ BENJAMIN MOORE, À L'ACHAT DU PREMIER. FAITES VOS DUOS : VOUS AVEZ LE CHOIX DU PREMIER ET LE CHOIX DU DEUXIÈME ! PROFITEZ-EN MAINTENANT ! SEULEMENT 4 JOURS DE SOLDE ANNUEL... POUR METTRE LA MAIN SUR TOUT UN CHOIX DE COULEURS EXCEPTIONNELLES À DES PRIX VRAIMENT SENSATIONNELS !

Benjamin Moore
Les experts en couleur et décoration

[†]Contenant de 3,79 litres seulement, couleur en sus. Valable sur les peintures portant les numéros d'identification 310 et 319 seulement. *Taxes en sus.

3129194A

Benjamin Moore
Les experts en couleur et décoration

Les Experts en Couleur®

L'ASSOMPTION Matériaux Coupal inc. 723, l'Ange-Gardien (450) 589-0711	Duval & Frères enr. 8117, boul. Saint-Michel (514) 727-1163
CHÂTEAUGUAY R. Marcl et Frères inc. 99, Principale (450) 692-9992	Les Décorateurs de Montréal 251, Sainte-Catherine Est (514) 288-2413
HENRYVILLE Matériaux Coupal inc. 75, Saint-Jean (450) 299-2044	Omni Empire Produits Décoratifs 3455, Av. du Parc (514) 849-1297
IBERVILLE Matériaux Coupal inc. 870, boul. Iberville (450) 347-8323	Rénocentre DG inc. 5890, Saint-Jacques Ouest (514) 482-8381
LAVAL Colobar de Pont-Viau enr. 357, boul. des Laurentides (450) 667-7200	NAPIERVILLE Matériaux Coupal inc. 397, Saint-Jacques (450) 245-3348
MATÉRIEL Matériaux Coupal inc. 134, boul. Sainte-Rose (450) 625-1917	PIERREFONDS Matériaux Coupal inc. 4800, boul. Saint-Charles (514) 626-3967
QUINCAILLIERIE Quincailleurie Guy Racine Itée 335, boul. Chomedey (450) 681-7575	SAINTE-CONSTANCE R. Marcl et Frères inc. 707, Saint-Charles (450) 672-5430
QUINCAILLIERIE Valiquette inc. 1889, des Laurentides (450) 667-1270	SAINTE-HUBERT Quincailleurie J.A. Brunau inc. 2025, boul. Édouard (450) 462-3233
LE GARDEUR Robert Turcotte inc. 17, Rivest (450) 585-2700	SAINTE-LAMBERT Matériaux Coupal inc. 707, Saint-Charles (450) 672-5430
MONTRÉAL Centre de la couleur Bernier 1451, Fleury Est (514) 382-4961	SAINTE-SAUVEUR R. Marcl et Frères inc. 180, Principale (450) 227-2627
Centre du Bricoleur Lachine 520, 19 ^e Avenue (514) 634-8071	VAUDREUIL-DORION Matériaux Coupal inc. 3061, du Plateau (450) 510-1020
Décor 8056 8042, Saint-Hubert (514) 270-3944	VERDUN Quincailleurie J.A. Binette 5583, Verdun (514) 768-1146

3129195

Ottawa a dit non à la guerre pour faire mal aux séparatistes, selon MacKenzie

Presse Canadienne

RED DEER — Ottawa a décidé de ne pas participer à la guerre contre l'Irak dans le but de faire mal au mouvement séparatiste au Québec, soutient le major-général à la retraite Lewis MacKenzie.

M. MacKenzie, qui oeuvre aujourd'hui comme analyste dans les médias, a souligné que le premier ministre du Québec, Bernard Landry, a été obligé de féliciter le premier ministre Jean Chrétien pour avoir refusé d'aller en guerre parce que 83 % des Québécois s'opposaient à une action militaire contre

l'Irak. Or, ce geste va faire perdre des voix au chef du Parti québécois lors des élections de lundi parce qu'il a été perçu comme s'il adoptait la même position que les libéraux fédéraux, a déclaré M. MacKenzie dans une entrevue.

« Dans quel autre dossier pourriez-vous imaginer qu'un premier ministre québécois affirme : Merci d'avoir pris une bonne décision, monsieur le premier ministre (fédéral) ? À cause de ce geste, le chef du Parti libéral, Jean Charest, se dirige vers la victoire aux élections, mais pour ce qui est de savoir si cela va rétrécir l'écart entre lui et M. Landry, personne ne le sait. »

Les libéraux fédéraux sont demeurés discrets durant la campagne électorale au Québec — une straté-

gie dont les observateurs politiques ont dit qu'elle était la meilleure à adopter pour M. Chrétien s'il voulait aider M. Charest à devenir premier ministre.

Pour sa part, le chef conservateur Joe Clark a lui aussi fait un rapprochement entre la politique du gouvernement fédéral au sujet de l'Irak et le Québec. M. Clark a ainsi accusé M. Chrétien d'avoir refusé de se joindre à la guerre pour ne pas heurter les Québécois.

M. MacKenzie a pris part à neuf missions de maintien de la paix dans certaines des régions les plus dangereuses du monde. Il affirme que le Canada n'est plus un gardien de la paix aujourd'hui. Le Canada compte moins de 300 casques bleus déployés à travers le monde aujourd'hui, comparativement à

5000 en 1992-1993. « Nous sommes passés du premier au 36^e rang mondial en matière de soutien aux opérations des Nations unies », a déploré M. MacKenzie.

L'armée a perdu ses pouvoirs depuis que le gouvernement a décidé de se concentrer sur la réduction de la dette, a-t-il indiqué.

Le succès de la tournée de M. MacKenzie dans l'ex-Yougoslavie en tant que chef d'état-major de la Force de protection de l'ONU l'a rendu célèbre au Canada. Son livre, *The Road to Sarajevo*, est devenu un best-seller au Canada anglais, dont a été tiré un documentaire qui a remporté un prix.

Il était en Alberta hier pour prononcer un discours à l'occasion d'une fête au Collège Olds, à Red Deer, en Alberta.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, Archives La Presse

Outre le général MacKenzie, le chef conservateur Joe Clark a lui aussi fait un rapprochement entre la politique du gouvernement fédéral au sujet de l'Irak et le Québec.

BEAUTÉ

à la baie

ESTÉE LAUDER



Eau de parfum
Beautiful de Estée Lauder
en atomiseur de 30 ml, 60 \$.



Nouveau! Eau de parfum
Beautiful Sheer de Estée
Lauder en atomiseur
de 30 ml, 60 \$.

Le Sénat veut son propre commissaire en éthique

Presse Canadienne

OTTAWA — Un comité du Sénat affirme que la Chambre haute devrait avoir son propre commissaire en éthique, contrairement à la proposition du premier ministre Jean Chrétien qui souhaite qu'il n'y ait qu'un seul commissaire pour surveiller les règles concernant les conflits d'intérêts pour tous les parlementaires.

Le rapport du comité, qui a été déposé hier, complique davantage les efforts de M. Chrétien pour mettre en place des règles de conduite cohérentes pour les politiciens fédéraux.

La veille, un autre comité des Communes a rendu public son propre plan visant à modifier le plan directeur du premier ministre, qui a été dévoilé l'automne dernier dans le but d'améliorer l'image du gouvernement.

Les deux comités ont précisé que leurs rapports étaient préliminaires et qu'ils auront éventuellement d'autres choses à dire sur la question.

Jim Munson, porte-parole de M. Chrétien, n'a pas voulu commenter en détail les recommandations. Mais il a indiqué que le premier ministre n'a pas l'intention d'abandonner son plan et qu'il souhaite toujours qu'un nouveau régime en matière d'éthique soit mis en place avant que les Communes ne mettent fin à leurs travaux pour l'été.

« Nous espérons et nous souhaitons que plusieurs de ces questions soient réglées d'ici la fin du mois de juin », a déclaré M. Munson.

Le comité des règles du Sénat, qui est composé de 11 sénateurs libéraux et de cinq sénateurs conservateurs, s'est opposé à ce qu'un seul commissaire s'occupe des règles de conflits d'intérêts pour tout le monde. Il a plutôt suggéré que « le Sénat, la Chambre des communes et le Conseil des ministres aient chacun leur propre commissaire en éthique ».

Cela signifie qu'il y aurait ainsi trois commissaires, un qui surveillerait les sénateurs, un qui surveillerait les simples députés et un qui surveillerait les ministres.

Plus loin dans le rapport, le comité modifie toutefois sa proposition en affirmant qu'il serait suffisant d'avoir deux commissaires en éthique. Mais cela serait le cas uniquement si les Communes désirent être régies par le commissaire désigné par M. Chrétien. Le Sénat ne devrait pas agir ainsi, affirme le rapport. « Il doit y avoir un commissaire en éthique qui s'occupe uniquement du Sénat. »

Recevez un prime de 4 pièces

à l'achat de 60 \$ ou plus de produits parfumés BEAUTIFUL ou BEAUTIFUL SHEER.

Choisissez parmi les produits suivants :

mini-atomiseur d'eau de parfum Beautiful OU de la NOUVELLE eau de parfum Beautiful Sheer, PLUS la lotion pour le corps et le gel bain et douche assortis, et un miroir portatif.



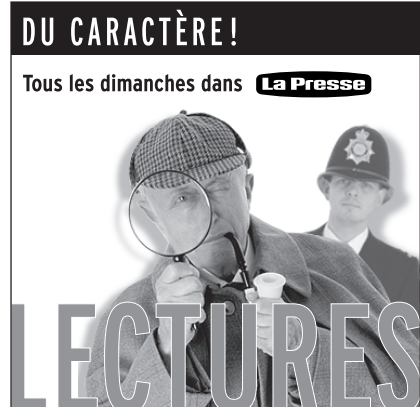
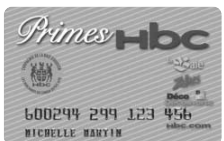
En vigueur jusqu'au 19 avril. Une prime par personne, tant qu'il y en aura.

la Baie

encore plus

OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.



Seulement 241 \$/mois (avant vos passages quotidiens au lave-auto).



Équipement DE SÉRIE

Rideaux gonflables de pavillon,
lève-glaces et verrouillage
électriques, télédéverrouillage,
radio AM/FM stéréo avec lecteur CD,
rétroviseurs électriques chauffants,
régulateur de vitesse.

Berline L200 2003

241\$[‡]

/MOIS/LOCATION DE 48 MOIS
2710 \$ COMPTANT

[‡]Pour 19 \$ de plus par mois,
obtenez la transmission automatique.
Pour 16 \$ de plus par mois, obtenez
le Groupe sport qui comprend toit
ouvrant vitré électrique, antibrouillards
et roues chromées de 16 po.

Comptant / Ce que vous payez par mois

0 \$ 299 \$
1000 \$ 278 \$

Renseignez-vous sur notre offre de
location Partez Sans Payer disponible
pour tous les véhicules Saturn^{††}

0 \$ • Dépôt de sécurité
• Comptant • Première mensualité payée par Saturn
^{††*}Certaines taxes et des frais de d'administration peuvent être payables à la signature.



CHAQUE Saturn comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe propulseur. Achetez en ligne à saturncanada.com ou appelez au 1 888 4SATURN. ^{††*}Ces offres réservées aux particuliers sont d'une durée limitée et ne peuvent être jumelées. Elles s'appliquent aux nouveaux modèles 2003 de la Série L de Saturn en inventaire. [‡] Le transport (900 \$), l'immatriculation, l'assurance, les droits, la taxe d'accise (100 \$), les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers/PPSA et les taxes ne sont pas incluses à moins d'avis contraire. Nos offres de location comprennent les frais de transport (900 \$), la préparation à la route et la taxe d'accise (100 \$), lorsque cela s'applique. L'incitatif sur la location (2700 \$ comptant) est disponible seulement sur le modèle L200 1SA 2003 et est déjà appliqué sur la mensualité annoncée. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. [‡]Les offres de location sont sujettes à l'approbation de crédit de GMAC. Autres options de location disponibles. Un comptant et/ou échange équivalent peuvent être requis. * General Motors payera la première mensualité (incluant la TPS/TVQ le cas échéant) et le dépôt de sécurité. Les offres s'appliquent sur les véhicules livrés avant le 30 juin 2003. Ces offres peuvent changer sans préavis. [‡]Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Une commande ou un échange de véhicules entre détaillants peut être requis. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails.

Saturn Saab Isuzu Anjou 11 000, rue Renaude-Lapointe Anjou (514) 355-9933 www.anjousaturn.com	Saturn Saab Isuzu de Laval 2800, boul. Chomedey Laval (450) 681-0028 www.bourrassauto.com	Mondial Saturn Saab Isuzu 9415, Papineau Montréal (514) 385-7222 www.mondialsaturn.com	Saturn Saab Isuzu de Brossard 5950, boul. Marie-Victorin Brossard (450) 672-2500 www.gravelauto.com	Saturn Isuzu de Terrebonne 1295, Carré Masson Lachenaie (450) 964-1374 www.saturndeterrebonne.saturncanada.com	Décarie Saturn Saab Isuzu 6100, boul. Décarie Montréal (514) 342-2222 www.decariesaturn.com	West Island Saturn Saab Isuzu 9775, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent (514) 332-4424 www.westislandsaturn.com	Gravel Saturn Saab Isuzu 1, Place Ville-Marie, # 11 180 Montréal (514) 861-2000 www.gravelauto.com	Saturn Saab Isuzu de Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest Blainville (450) 437-6317 www.saturndeblainville.saturncanada.com
--	--	---	--	---	--	--	---	--

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le changement nécessaire



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Le Parti québécois gouverne le Québec depuis presque neuf ans. Au cours des deux dernières années, les Québécois ont, de diverses façons, exprimé un profond désir de changement. Les élections de lundi leur donneront l'occasion de concrétiser cette volonté.

Pour sa part, *La Presse* croit que le Parti libéral du Québec est mieux à même de réaliser, de manière responsable et modérée, le changement nécessaire.

L'heure n'est pas au vote de sympathie, l'enjeu est trop important. Il ne s'agit pas d'un concours de popularité, mais d'élire l'équipe qui dirigera l'État québécois pour les quatre ou cinq prochaines années. Le choix des électeurs doit donc être fondé sur une évaluation serrée du programme de chaque formation et de la compétence des candidats. Sur cette base, il saute aux yeux que l'Action démocratique du Québec ne peut prétendre à la gouverne du Québec.

Reconnaissons au parti de Mario Dumont le mérite d'avoir suscité des débats nouveaux. Qui, avant M. Dumont, osait envisager sérieusement un apport important du secteur privé en santé ? Qui osait donner priorité au remboursement de la dette ?

Ces idées, de même que la personnalité attachante du chef, ont suscité l'engouement. Mais il est vite devenu évident que Mario Dumont ne possédait pas l'expérience pour gérer cet enthousiasme. S'il a su attirer quelques candidats vedettes, la fusion de leurs idées n'était même pas complétée au début de la campagne. Encore aujourd'hui, des éléments du programme du parti restent flous ou simplistes. Or, quand on prétend tout bouleverser, on a le devoir d'expliquer comment on va y arriver, de rassurer autant que de convaincre. L'ADQ n'y est pas parvenue.

Le sursaut de l'ADQ avait une autre source que le charme de M. Dumont. Avant une très récente embellie, les Québécois étaient tout simplement furieux contre le gouvernement du Parti québécois. Nous pensons que, malgré les ajustements cosmétiques apportés depuis l'été, les raisons de ce mécontentement demeurent.

Non pas que la gestion péquiste ait été désastreuse. Le PQ continue d'attirer, comme il l'a toujours fait, des gens brillants et de conviction, à commencer par le premier ministre lui-même.

Il faut savoir gré au gouvernement du Parti québécois d'avoir élaboré des politiques innovatrices telles les garderies à 5 \$, et d'avoir jugulé les déficits budgétaires. La « Paix des Braves » signée avec les Cris aura une place notable dans l'histoire du Québec.

Alors, quelles sont les sources de la grogne ? D'abord, les allégations de copinage qui avaient cours l'hiver dernier. Les affaires Bréard et Baril ne font plus les manchettes, mais ce genre de comportements est typique des gouvernements en place depuis plusieurs années. C'est une des raisons pour lesquelles il est généralement sain qu'un parti ne reste pas au pouvoir pour une trop longue période.

Ensuite, la santé. On pourrait épiloguer longtemps sur les raisons qui ont amené le Parti québécois à réduire radicalement le nombre de médecins et d'infirmières. Il reste que cette décision a eu des effets catastrophiques sur la qualité des soins, effets dont nous nous rendons compte encore longtemps. On pourrait aussi soutenir que c'est de l'histoire ancienne. Pourtant, les affrontements de l'été dernier avec les médecins montrent que le Parti québécois privilégie toujours en ce

domaine une approche bureaucratique qui provoque une foule d'effets pervers.

En matière économique et sociale, le gouvernement Landry est interventionniste à l'excès. Bien sûr, les Québécois aiment un État actif, qui confronte les problèmes sociaux. Mais vient un temps où cette philosophie dégénère.

C'est à l'obsession interventionniste qu'il faut attribuer une partie des déboires de la Caisse de dépôt. C'est à elle aussi qu'on doit la multiplication des crédits d'impôt aux entreprises, mesures coûteuses dont l'efficacité n'est pas du tout démontrée.

Enfin, la plateforme électorale du PQ est une illustration parfaite de l'interventionnisme social à outrance. Quand un parti propose de subventionner les vacances des gens, il est temps pour lui de prendre un peu de recul.

Par dessus tout, il y a la « question nationale ». La plateforme du Parti québécois ne laisse aucun doute à ce sujet : dès sa réélection, M. Landry mettrait en branle un « plan national de transition vers la souveraineté ». Tous les ministères seraient impliqués ; il y aurait des études ; on rédigerait une constitution ; des consultations seraient tenues.

La souveraineté est une option légitime, portée encore aujourd'hui par un grand nombre de Québécois sincères et aimant leur patrie. Cependant, nous sommes plus convaincus que jamais que l'accession à l'indépendance serait inutilement douloureuse et nuisible pour le Québec. Le Québec a en main tous les outils pour se développer au sein de la fédération canadienne, comme il le fait de manière prodigieuse depuis la Révolution tranquille.

Au moment où l'insécurité internationale est grande, où l'économie mondiale vacille et où les défis internes sont plus complexes que jamais, il nous semble que le gouvernement du Québec aurait mieux à faire que de préparer une énième stratégie pour la souveraineté.

Il ne s'agit donc pas de changer pour changer. Après neuf années de pouvoir péquiste, un changement important s'impose dans les priorités du gouvernement, dans la composition de l'équipe gouvernante, dans sa philosophie du rôle de l'État et dans sa vision de l'avenir du Québec.

Le Parti libéral du Québec l'a dit à maintes reprises : s'il est élu, il se consacrera avant tout à résoudre les problèmes de notre système de santé. En outre, il révisera en profondeur les activités du gouvernement afin d'alléger l'appareil bureaucratique.

Les libéraux comptent aussi redonner au Québec un rôle de leader dans la modernisation de la fédération canadienne.

Dans tous ces domaines, le PLQ a sans doute peint une image trop rose des possibilités réelles de son action. Ainsi, avec l'horizon économique qui s'obscurcit, il est peu probable qu'un gouvernement libéral puisse à la fois réinvestir massivement en santé et diminuer les impôts. Néanmoins, les orientations sont fixées. Elles correspondent aux vœux d'une majorité de Québécois.

Il y a une ombre au tableau libéral : cette promesse d'ouvrir la voie aux défusions municipales. Il faut espérer qu'un gouvernement Charest saura gérer avec clairvoyance cette boîte de Pandore qu'il a eu la maladresse d'ouvrir.

Jean Charest est un chef politique aguerri. Au cours des années, il a prouvé sa maturité, sa détermination et son amour du Québec. M. Charest a toutes les qualités requises pour être un bon premier ministre. De plus, il a su s'entourer d'une équipe renouvelée et compétente.

En somme, pour tous les Québécois qui souhaitent un changement profond, géré de manière responsable, le Parti libéral du Québec nous apparaît être le seul choix possible.

LE POLITICIEN IDÉAL



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Derniers sons de cloche

Changer avec le PQ

LES SONDAGES démontrent que la population, en majorité, désire du changement. N'est-ce pas ce que préconise le Parti québécois depuis sa fondation ? Pourquoi changer pour changer alors que nous vivons une importante transition vers un État solide, prospère et autonome ? Lors du débat des chefs, Jean Charest s'est montré ferme et convaincant comme un bon vendeur. Mais je ne lui fais pas confiance. Ne pouvant rien affirmer avec précision, en plus de solliciter un acte de foi, il a l'audace de s'approprier les idées des autres pour apporter de la substance dans sa campagne.

ROBERT HUNTER
Québec

L'opposition fera du bien au PQ

JE SUIS UN souverainiste dans l'âme et dans le cœur. Mais un petit quatre ans dans l'opposition sera bénéfique au Parti québécois.



Bernard Landry

Cela lui permettra de bien asseoir ses positions indépendantistes. Cela lui procurera quatre ans supplémentaires pour se redéfinir. Je souhaite ce petit stage au PQ. Un parti né de l'intention et de la volonté des Québécois pour l'indépendance ne peut plus se permettre de jouer au bon gouvernement. C'est un gouvernement prônant et agissant pour l'indépendance du Québec que les souverainistes veulent. M. Charest a sa chance. Le PQ a, lui, la chance de se refaire. Tout le monde y gagnera avec une victoire libérale.

GHISLAIN POTVIN

Du discrédit

M. Landry, JE VIENS de vous entendre dire que les libéraux avouent eux-mêmes qu'ils s'en vont vers un déficit. Ce n'est pas ce qu'ils disent et leur cadre financier a été étudié par des gens crédibles. Au fait, où est le vôtre ? Personnellement, j'ai toujours vu que des baisses d'impôts amenaient une relance économique. Je trouve que vous vous discréditez en citant des paroles qui n'ont jamais été dites par les gens concernés. Dommage que vous tombiez là-dedans pour votre fin de carrière.

M. TREMBLAY

Charest chef de l'opposition

PERMETTEZ-MOI de partager votre optimisme sur l'avance du PLQ dans les sondages, mais avec certaines nuances. De fait, 43 % du vote pour le PLQ, lui garantit environ 38 % des sièges (47/125) à l'Assemblée nationale, à cause de la surconcentration de son vote dans quelques comtés anglophones. À l'élection de 1998, avec 44,4 % du vote, le PLQ avait obtenu 40 % (50) des sièges. On peut donc être confiant que Jean Charest va battre Dumont pour l'opposition officielle. Bon succès au PLQ.

MICHEL MAGNANT

Digne de la commedia dell'arte

JE SUIS enivré de cette montagne d'âneries que nous soumet jour après jour le Parti québécois. Jeudi soir encore, au bulletin de nouvelles, je pouvais admirer cette mascarade de colis postal pour Monsieur Jean Charest à propos de la semaine de quatre jours. Une mise en scène digne de la commedia dell'arte. Ces fameuses études qui en fait n'en sont même pas. Uniquement un regroupement de petites analyses sans fondement réel sur des besoins clairs d'une société. Plus préoccupant encore, rien sur les conséquences économiques de cette proposition pour les entreprises.

Monsieur Landry, en tant que citoyen, je vous demande d'arrêter de décider pour moi comment je dois vivre, comment je dois éduquer mes enfants et comment je dois prendre mes vacances. Votre ambition despotique et patriarcale est tout simplement inacceptable dans notre démocratie. Votre prétention de vouloir aider le peuple québécois, cache un agenda tout autre ! Aider les autres, c'est leur donner des choix, des vrais pas seulement une succession de mirages.

NICOLAS MICHAUD

Quelle démagogie !

IL SEMBLE bien que nous serons affligés par un gouvernement libéral pendant les quatre prochaines années. Je n'ai pas du tout apprécié la malhonnêteté de Jean Charest tout au long de cette campagne. Cette histoire au sujet de Jacques Parizeau, les accusations personnalisées contre Bernard Landry, quelle démagogie ! Et il semble que les Québécois veuillent croire à ces mensonges... Le tort en revient sans doute aux péquistes dont la faute principale fut moins l'arrogance qu'une grande complaisance ; ils croyaient que leur bilan suffirait à leur redonner le pouvoir. Et lorsqu'ils se mirent à sentir la soupe chaude, ils sont

tombés dans l'alarmisme primaire... Quelle déception ! Le seul espoir d'empêcher Jean Charest de prendre le pouvoir est pour le PQ d'offrir aux adéquistes de former un gouvernement d'union. Mais je doute fort que les dirigeants souverainistes, voire l'ADQ, en aient la sagesse ou même la volonté. Préparons-nous donc à voir notre pays ramené au statut de simple province ; préparons-nous à toutes les reculades !

MARTIN GAGNÉ
Montréal

Un avenir prometteur

LE TEMPS est maintenant arrivé pour que Jean Charest, cet homme qui a 20 ans de moins que Bernard Landry, devienne premier ministre du Québec avec une équipe prête à nous diriger.



Jean Charest

Quel beau défi pour le PLQ d'affronter ce 21^e siècle où plus jamais le spectre de la séparation ne viendra hanter le climat politique qui a prévalu depuis trop longtemps sur nos têtes. Enfin, après la gouverne séparatiste, l'équipe libérale de Jean Charest prendra la relève et aura la chance de prouver à tous les Québécois et Québécoises qu'il est possible sans l'ombre d'un doute de s'épanouir et de vivre pleinement cette différence harmonieusement et d'une façon prospère tout en étant à la fois québécois et canadien. Voilà maintenant l'avenir prometteur qui s'offre à nous, gens du Québec.

ROLAND DOZOIS

Pas pour si peu...

QUELQU'UN a-t-il été surpris de lire que Bernard Landry avait levé le nez sur près de 200 millions \$ du gouvernement fédéral destinés aux programmes d'aide aux jeunes contrevenants ? Un article de *La Presse* du 10 avril cite le ministre péquiste des Affaires intergouvernementales, Jean-Pierre Charbonneau, selon lequel il est « hors de question de nous prostituer chaque fois et d'accepter l'argent fédéral en renonçant à nos principes. » Le fugueur de 14 ans qui survit en faisant des passes à 10 \$ au parc Lafontaine sera certainement fier d'entendre qu'au Parti québécois, on ne se prostitue pas pour si peu.

VINCENT PIAZZA
Laval

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

Forum



Le président français, Jacques Chirac, le président russe Vladimir Poutine et le chancelier allemand Gerhard Schröder se sont rencontrés, hier, afin de faire le point sur l'après Saddam Hussein.

PHOTO AP

Réalignements

La France, l'Allemagne, la Russie et la Turquie ont intérêt à ce que la situation se détériore en Irak



LOÏC TASSÉ
L'auteur est professeur en science politique à l'Université Concordia.

AVEC LA PRISE de Bagdad, les troupes américaines et britanniques viennent de remporter la première manche, ce dont à peu près personne ne doutait. La seconde manche commence. Il faut sécuriser l'Irak et transformer le pays en allié, c'est-à-dire s'assurer que de nouveaux dirigeants puissent gouverner le pays sans être déstabilisés par une guérilla ou par une opinion publique anti-américaine. Cette seconde phase est beaucoup délicate à réaliser et il faudra attendre quelques mois sinon quelques années avant de pouvoir juger du résultat. La réussite ou l'échec de cette seconde phase aura des impacts profonds non seulement sur l'avenir de l'Irak, mais sur celui de l'ensemble les relations internationales.

Certains pays ont avantage à ce que le conflit s'enlise et à ce que la situation se détériore, d'autres, au contraire, espèrent que les États-Unis et la Grande-Bretagne remporteront cette seconde manche. Le premier camp regroupe, entre autres, la plupart des pays européens et la Chine. Le second camp réunit un petit nombre de pays européens, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et le Canada.

Les pays européens qui peuvent profiter d'une défaite à long terme des États-Unis sont ceux qui s'agglomèrent autour de l'axe Paris-Berlin-Moscou-Ankara. Pour ces pays, une défaite américaine aura certes quelques conséquences néfastes, mais à long terme les avantages l'emporteront sur les inconvénients. Ce qui est en jeu pour eux, c'est le projet d'une Europe forte qui pourrait contrebalancer le pouvoir des États-Unis et de la Chine. Une des choses que la France, l'Allemagne, la Russie et la Turquie ont en commun est la nostalgie de leur grandeur passée. À eux quatre, ces pays peuvent rêver reconquérir leur puissance.

La France demeure une grande puissance économique et militaire et son passé colonial lui assure une influence diplomatique considérable. L'Allemagne est aussi une grande puissance économique et elle est un pôle culturel pour plusieurs pays d'Europe de l'Est. La Russie, que très affaiblie, contrôle un vaste et riche territoire et conserve des liens privilégiés avec beaucoup de républiques d'ex-Union soviétique. La Turquie, enfin, qui désire entrer dans

l'Union européenne, pourrait peut-être contrôler à nouveau des territoires de son ancien empire.

Or, pour ne prendre que quelques exemples, les États-Unis portent ombrage à la France dans ses anciennes colonies, menacent la domination pétrolière de la Russie dans le Caucase, attirent dans leur sphère d'influence les pays d'Europe de l'Est et menacent la stabilité intérieure de la Turquie en s'alliant aux Kurdes. Une défaite en Irak, en seconde manche, aiderait à neutraliser l'influence des États-Unis dans tous ces dossiers et redonnerait l'initiative aux Européens.

Grandeur d'antan

La Grande-Bretagne, qui regrette elle aussi sa grandeur d'antan, tente de retrouver de l'influence à travers son alliance avec États-Unis. Les autres pays européens qui s'alignent avec les États-Unis, font le pari que ceux-ci demeureront la puissance dominante du monde et que par conséquent il vaut mieux les suivre. L'Europe n'est que secondaire pour eux. En fait, plusieurs redoutent de subir une trop forte influence de Paris, Berlin ou Moscou. La contrainte américaine leur paraît plus lointaine, donc plus facilement gérable.

Si les États-Unis et la Grande-Bretagne remportent la seconde manche en Irak, le projet d'une Europe forte s'éloignera un peu plus, en procurant à la Grande-Bretagne et aux pays européens qui la suivent une influence que les autres pays européens pourront difficilement surmonter.

La situation en Asie est sous-tendue par la montée de la Chine qui inquiète plusieurs pays, et en premier lieu le Japon. Depuis vingt ans, le poids économique relatif du Japon diminue tandis que celui de la Chine augmente. La supériorité technologique dont jouissait le Japon est inexorablement grugée par la Chine. En théorie, le Japon pourrait s'allier à d'autres pays de la région pour contrebalancer la puissance de la Pékin, mais en pratique les autres pays préfèrent suivre une Chine dont le marché est prometteur et dont la puissance augmente.

De plus le Japon demeure mal perçu en Asie, en raison de ses agissements durant la Seconde Guerre mondiale. Enfin, l'économie japonaise a beaucoup profité des guerres de Corée et du Vietnam en fournissant du matériel militaire aux troupes américaines. De nouvelles guerres pourraient aider l'économie du pays qui est en déclin depuis près de dix ans. Le gouvernement japonais appuie donc États-Unis en Irak, et ce, malgré une opinion publique défavorable.

La Corée du Sud a besoin de la protection militaire des États-Unis contre la Corée du Nord. De plus, le pays tente de garder un certain équilibre dans son commerce avec le Japon, la Chine et les États-Unis. Taïwan qui résiste désespérément à une intégration à la Chine continentale, compte aussi sur les États-Unis.

De même l'Australie et la Nouvelle-Zélande font plus confiance à Washington qu'à Pékin pour assurer la sécurité de la région, et du reste, ne serait-ce que pour des raisons historiques et culturelles, se sentent plus proches des États-Unis que de la Chine.

Pour ces pays, une victoire complète des États-Unis en Irak est un gage de sécurité et d'influence en Asie. Une telle victoire signifie que les États-Unis demeurent symboliquement la puissance la plus importante de la planète et qu'ils sont prêts à défendre efficacement leurs alliés.

Changement de donne

Une victoire des États-Unis en Irak établit les Américains dans une zone géostratégique qui est au cœur du Moyen-Orient, ce qui aura des impacts jusqu'aux frontières de la Chine. Pékin avait en effet patiemment tissé des liens avec les pays de la région dans l'espoir de profiter de leurs ressources pétrolières. La présence de États-Unis en Irak change la donne.

Plusieurs pays hésitants sont désormais de plus en plus tentés par une alliance avec les États-Unis. Cet alignement sur Washington est d'autant plus fâcheux pour la Chine que l'Asie est à présent la région du monde qui consomme le plus de pétrole et que les besoins de la Chine augmentent beaucoup plus rapidement que sa production.

Une défaite des États-Unis en seconde manche impliquerait un regain d'influence de la Chine. Les États-Unis perdraient beaucoup de prestige en Asie et la Chine pourrait songer à raffermir son influence au Proche et au Moyen-Orient.

Pour le moment, les États-Unis vont bénéficier d'une période de grâce auprès de leurs alliés européens et asiatiques. Il faut s'attendre à ce que ces derniers profitent de la situation actuelle pour consolider leurs positions. À l'inverse, les autres pays voudront gagner le plus de temps possible en espérant que la situation en Irak et aux alentours évoluera, et jusqu'à un certain point, dégénérera.

Au Canada

Le Canada n'a pas intérêt à ce que la situation dégénère, car une telle évolution pourrait mener à une remise en cause brutale de la politique extérieure des États-Unis. Étant donné la position du Canada face à la guerre en Irak, la diplomatie canadienne peut commencer à tirer profit de cette victoire américaine et britannique en première manche et aider des pays qui sont demeurés neutres à se rapprocher des États-Unis.

Une défaite à moyen terme

LE PRÉSIDENT Bush paraît avoir gagné son pari : en l'espace de quelques jours et avec des pertes humaines minimales du côté américain et britannique, il a confondu les opposants à la guerre en renversant la dictature de Saddam Hussein et en faisant souffler un vent de liberté sur le pays. Il a permis à la démocratie de faire un pas en avant à court terme, mais il a fait reculer la civilisation d'un pas à moyen terme. En piétinant l'ONU, il a donné une gifle retentissante à la démocratie appliquée à l'échelle planétaire. À moins d'une surprise de dernière heure, la présence d'armes de destruction massive en Irak apparaîtrait actuellement comme un prétexte

d'intervention armée sans fondement, dont raison à Nietzsche pour qui la force brutale fait foi de loi et qui prône que le plus fort a toujours raison. Aujourd'hui, ce sont les Américains et les Britanniques. Et demain ?

PAUL LEFORT

Liberté illusoire

JE SUIS renversée par les commentaires de la « Boîte aux lettres » des derniers jours dans *La Presse*. Est-ce parce que les Américains ont gagné cette guerre illégale en utilisant tout leur armement, incluant des « bombes en grappes », que nous

devons maintenant les appuyer ? Ou parce que nous risquons de perdre quelques dollars de ce marché voisin ? Vive Jean Chrétien qui s'est montré à la hauteur en respectant le droit international. Les Américains n'ont jamais exporté la démocratie, il suffit de regarder les pays « rebelles » qu'ils ont attaqués depuis 20 ans ! Le gouvernement américain devrait être poursuivi par les tribunaux internationaux. Alors que c'est l'anarchie totale dans ce pays, ils ont déjà commencé à se partager le butin et ont attribué des contrats faramineux aux amis de ce pouvoir qui devient de plus en plus dangereux pour la paix mondiale.

LYNE LAFAMME

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Les surprises d'une campagne

Drôle de campagne, d'abord éclipsée par la guerre, et qui, si l'on se fie aux sondages, aura vu en deux semaines un revirement complet de la situation.

Drôle d'année surtout. En mars 2002, les sondages annonçaient une victoire libérale ; en septembre, une victoire adéquate ; en février, une victoire péquiste... pour revenir au bout du compte à la case départ.

■ ■ ■

Le PLQ avait préparé sa campagne longtemps à l'avance. Dès septembre, il faisait connaître son programme et Jean Charest rodait déjà son discours électoral.

Cette planification presque excessive, qui avait le tort de laisser peu de place à l'imprévu alors que l'imprévu est la matière première de la politique, s'expliquait. Le parti, comme toujours défavorisé par la carte électorale, devait mettre les bouchées doubles. Son chef, mal connu et mal aimé, traînait encore comme un boulet son image de parachuté du fédéral.

Le PLQ s'était donc donné une plate-forme réfléchie, raisonnable, résolument centriste et modérée, mais justement en raison de cette extrême prudence, plutôt terne, sans élément susceptible de frapper l'imagination ou de susciter de la passion. L'idée était d'éviter tous les risques. Fait sans précédent, on avait même soumis le programme économique à des spécialistes des finances publiques pour recevoir leur bénédiction.

Le PLQ partait avec trois atouts : les talents de « campaigner » de Jean Charest ; une équipe qui comptait de nouvelles recrues intéressantes, et deux thèmes qu'on allait inlassablement exploiter : la santé, souci majeur de 62 % des électeurs, et la crainte d'un troisième référendum.

L'autre atout, c'était bien sûr le désir de changement exprimé par un électeur sur deux — un désir que l'ADQ avait canalisé pendant quelques mois avant de s'effondrer dans les sondages.

■ ■ ■

Le défi du PQ était de montrer qu'il pouvait aussi incarner un certain renouveau.

L'équipe péquiste était, *grosso modo*, la même qu'en 1994. Son programme n'annonçait aucun changement d'orientation. On promettait « more of the same » — plus d'interventions étatiques, plus de programmes « mur à mur », le même programme constitutionnel.

À défaut de pouvoir être le parti du changement, on allait donc tenter de transformer l'image du chef. M. Landry apparaissait partout flanqué d'une nouvelle compagne, mettait le couvercle sur son tempérament soupe au lait, et misait sur sa crédibilité, très élevée faut-il dire, de même que sur le taux de satisfaction, lui aussi étonnamment élevé pour un gouvernement en fin de second mandat.

Et par l'une de ces improvisations géniales dont il a le secret, le PQ allait réussir pendant un certain temps à imposer son propre agenda. Détournant l'attention d'enjeux classiques comme la santé, on allait miser sur la conciliation famille-travail.

L'idée, empruntée à l'ADQ, avait été recuissinée à la manière péquiste : les programmes promis seraient étatiques, coercitifs et uniformes, analogues en somme à celui des garderies à 5 \$.

Forfait-vacances au Québec pour jeunes familles démunies, troisième semaine de vacances pour tout le monde, et surtout la semaine de quatre jours... Ce pétilement de promesses attrayantes à première vue produisait une image de nouveauté et de dynamisme. Mais ces initiatives improvisées allaient vite aboutir au cafouillage.

Le forfait-vacances fut rapidement ridiculisé en raison des effets pervers qu'il allait engendrer dans le marché. Sur la semaine de quatre jours, les contradictions abondaient. M. Landry jurait que le projet avait été mûrement réfléchi, mais la ministre de la Famille déclarait ingénument que l'idée avait surgi lors du conseil national du 8 mars. M. Landry voulait faire payer les entreprises, mais la ministre des Finances, dont le ministère n'avait même pas eu le temps de travailler sur le projet, affirmait que les contribuables devraient être mis à contribution...

Cette cascade de promesses destinées à des clientèles particulières a peut-être été contreproductive électoralement parlant. Elle aura affolé les PME, très nombreuses au Québec. Elle n'aura pas rejoint la génération des baby-boomers, dont les enfants ont plus de 12 ans et qui sont maintenant aux prises avec des parents vieillissants, sans parler des électeurs âgés dont le souci primordial est évidemment la santé, et qui ont pu se demander pourquoi ils devraient financer la semaine de quatre jours alors qu'eux-mêmes ont élevé des ribambelles d'enfants en trimant sept jours sur sept.

■ ■ ■

Entre la campagne minutieusement planifiée du PLQ et la campagne de feux d'artifice du PQ, celle de l'ADQ était à l'image de son chef — débonnaire, proche des gens, avec de l'allant, mais manifestement déstabilisée par les montages russes dans lesquelles s'est baladé le jeune parti au cours des derniers mois.

■ ■ ■

Jamais débat télévisé n'aura-t-il eu autant d'importance. Tournant de la campagne, le débat des chefs aura permis à Jean Charest d'effectuer une énorme percée dans l'électorat francophone qui l'avait boudé jusque-là, et apporté au PLQ l'erre d'aller dont il avait besoin pour réduire l'avance du PQ.

La Presse reçoit un prix Michener

Une « Citation de mérite » pour une série de reportages sur le phénomène des sans-abri

GILLES TOUPIN

OTTAWA — *La Presse* a été honorée jeudi soir à Rideau Hall par la Fondation Michener, qui lui a décerné une « Citation de mérite » dans le cadre du prix Michener en journalisme 2002, pour une série de reportages réalisés en janvier 2002 sur le phénomène des sans-abri et signés par une brochette de journalistes, dont principalement Louise Leduc.

C'est le quotidien *The Toronto Star* qui a décroché le premier prix grâce à une série consacrée au traitement inégal que réserve la police de Toronto aux Noirs et aux Blancs.

Dès 1999, les journalistes du

grand quotidien torontois se sont interrogés sur la collecte de données fondées sur la race par la police de Toronto. Des bases de données ont été analysées et les reporters se sont rendu compte que les Noirs étaient traités plus sévèrement que les Blancs pour des infractions identiques.

Les six finalistes honorés par la gouverneure générale, Adrienne Clarkson, ont été choisis parmi 41 reportages de divers journaux, radios et télévisions du Canada.

Outre *La Presse*, les finalistes ayant reçu une « Citation de mérite » sont *The Ottawa Citizen*, pour un reportage sur la montée en flèche des coûts des médicaments, *The Globe and Mail*, pour ses textes sur le

scandale des commandites au gouvernement fédéral, *The London Free Press*, pour ses reportages sur les abus à grande échelle de l'administration municipale de London, et *The Edmonton Journal*, pour ses textes sur les circonstances tragiques du décès de sept enfants dans la réserve First Nation de Samson.

Le prix Michener de journalisme a été décerné pour la première fois en 1970 avec l'appui du gouverneur général de l'époque, Roland Michener. Ce prix annuel reconnaît le journalisme engagé, mettant principalement l'accent sur le service désintéressé du public. Il est remis à une entreprise de presse plutôt qu'aux auteurs des reportages.

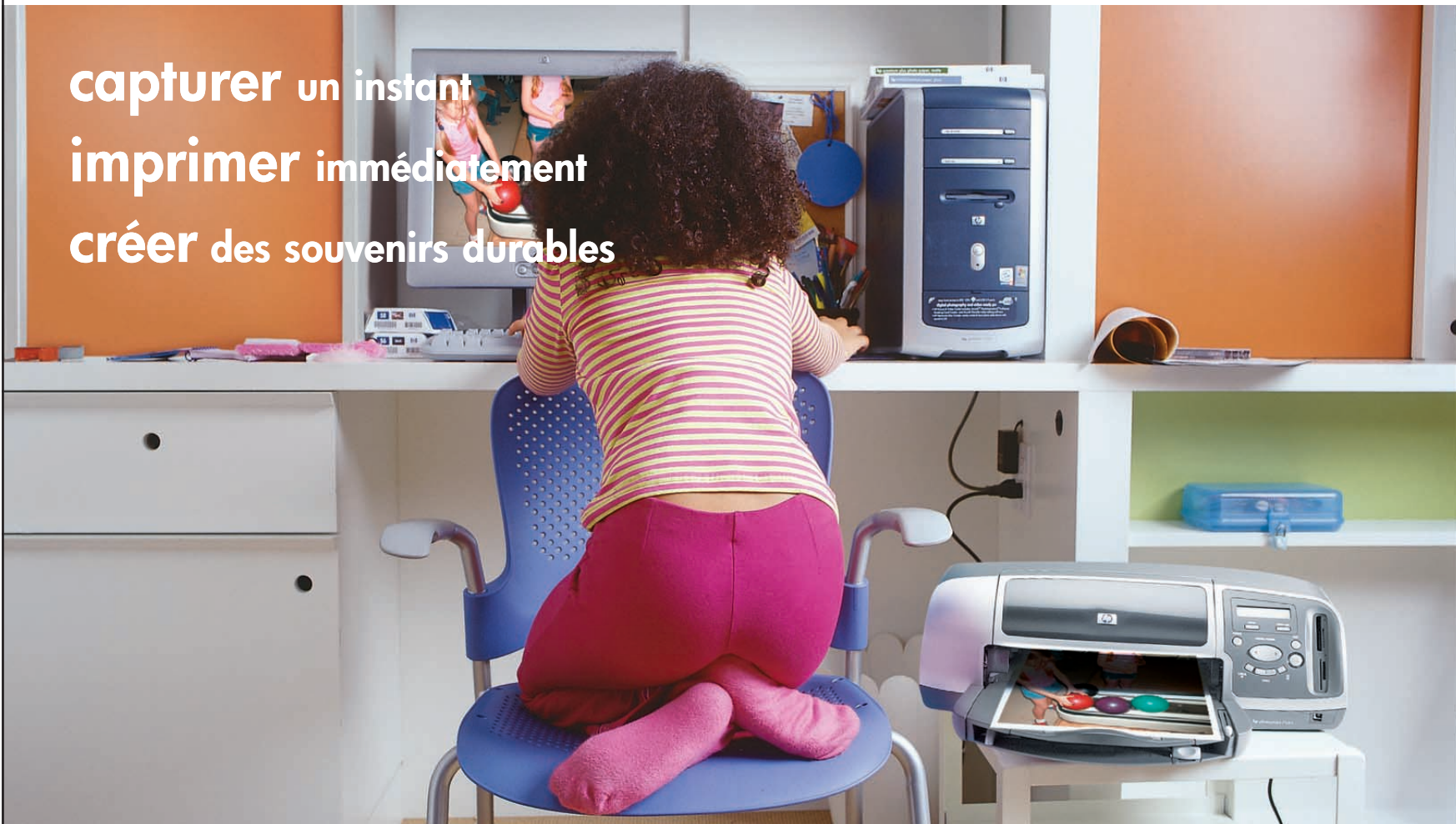


Photo ROBERT MAILLOUX, Archives La Presse

En janvier 2002, *La Presse* s'est intéressée aux sans-abri avec de nombreux reportages signés par une brochette de journalistes, dont principalement Louise Leduc.

Je peux

**capturer un instant
imprimer immédiatement
créer des souvenirs durables**



vous le pouvez aussi

Saisissez vos précieux souvenirs grâce au nouvel appareil-photo numérique HP Photosmart 812 de 4,1 mégapixels. Puis, imprimez-les à domicile en couleurs HP brillantes avec l'imprimante HP Photosmart 7350. Grâce aux papiers photos et encres HP d'origine, vous pourrez apprécier pendant des années des photos d'un réalisme saisissant.

pour un temps limité,

économisez jusqu'à 75 \$ US**

sous forme de remise postale à l'achat d'une imprimante photo HP admissible ET d'un appareil-photo numérique HP admissible*.



L'imprimante
HP Photosmart 7350 :
maintenant seulement 299⁹⁹ \$*

L'appareil-photo numérique
HP Photosmart 812 :
maintenant seulement 599⁹⁹ \$*

pour obtenir des renseignements détaillés sur cette offre exceptionnelle, allez à l'adresse www.hp.ca/photoprintemps ou pour voir l'imprimante HP Photosmart 7350 et l'appareil HP Photosmart 812, rendez-vous chez votre détaillant HP le plus près.

Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communication

AudioTronic
...The future of home entertainment

BUREAU EN GROS
Articles de bureau • Bon prix d'ensemble

COMPUCENTRE

CompuSmart

FUTURE SHOP

* En fonction des prix de détail canadiens estimatifs. Les prix réels peuvent varier. ** Économisez 75 \$ US par la poste à l'achat d'une imprimante HP photosmart offerte à 199 \$ CA ou plus avant remise et taxes, d'une imprimante de série HP PSC 2210, d'une imprimante de série HP Officejet 7130 ou 7140, ou d'une imprimante de série HP Officejet d155 ET de tout appareil-photo numérique HP offert à 199 \$ CA ou plus avant remise et taxes. Économisez 50 \$ US par la poste à l'achat d'une imprimante HP Photosmart offerte à 199 \$ CA ou plus avant remise et taxes, d'une imprimante de série HP PSC 2210, d'une imprimante de série HP Officejet 7130 ou 7140 ou d'une imprimante de série HP Officejet d155 ET de tout appareil-photo numérique d'un autre fabricant offert à 199 \$ CA ou plus avant remise et taxes. L'achat doit être fait entre le 30 mars et le 28 juin 2003. Pour avoir droit à la remise, vous devez joindre le symbole CUP/code à barres original et le numéro de série de tous les produits admissibles achetés. La remise ne s'applique pas à l'achat de seulement une imprimante ou un produit tout-en-un HP admissible ET un appareil-photo numérique sont achetés ensemble dans une seule boîte. Tous les produits ne sont pas disponibles dans tous les établissements. Voyez votre détaillant HP pour les détails sur la disponibilité des modèles. Toutes les taxes applicables sont calculées sur le prix avant remise. Pour obtenir la liste complète des détaillants, veuillez visiter le site www.hp.ca/howtobuy ou appelez au 1 800 387-3867. ©2003 Hewlett-Packard (Canada) Cie

Paul Martin s'offusque des remarques sur son âge

Presse Canadienne

HALIFAX — Paul Martin a affirmé hier que les Canadiens ne voulaient pas entendre des plaisanteries au sujet de son âge au cours de la course à la direction du Parti libéral du Canada.

Assistant au congrès des libraires de la Nouvelle-Écosse, M. Martin a répliqué à son adversaire déclaré, le vice-premier ministre John Manley, qui avait souligné la différence d'âge entre les deux hommes (11 ans) lorsqu'il a officiellement lancé sa campagne à la succession de Jean Chrétien.

« J'ai été un peu surpris par ces commentaires négatifs, a-t-il reconnu. J'espère beaucoup que nous aurons une campagne positive et que ce ton négatif ne persistera pas. »

La veille, M. Manley, âgé de 53 ans, avait laissé entendre qu'il représentait la voie du changement pour les Canadiens, tant d'un point de vue politique que générationnel.



Paul Martin

M. Martin, qui a 64 ans, s'est dit déçu par les commentaires de son collègue du caucus libéral. « Les Canadiens ne veulent pas voir une bagarre, ils veulent assister à un débat d'idées », a-t-il affirmé.

M. Manley avait aussi défié M. Martin de présenter ses idées politiques. Celui-ci s'est tu à ce sujet, hier.

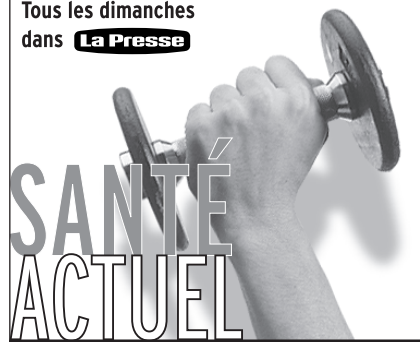
Des opposants ont accusé M. Martin d'être trop prudent dans ses prises de position. À plusieurs reprises au cours de son discours, l'ancien ministre a souligné vouloir être « clair » sur les enjeux politiques, mais il est demeuré vague quant aux politiques qu'il souhaite défendre. Il a laissé entendre que le Canada, sous sa direction « ne restera pas sur les lignes de côté, tant d'un point de vue social, économique ou diplomatique ».

Selon lui, les relations entre le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ne souffriront pas de la décision d'Ottawa de demeurer à l'écart de la guerre en Irak. L'ancien ministre des Finances estime que le Canada doit insister pour jouer un rôle dans la reconstruction en Irak.

M. Martin a reçu un appui important, celui du ministre fédéral des Pêches et Océans, Robert Thibault. « Je crois que Paul Martin est la bonne personne pour diriger notre parti à l'occasion des prochaines élections », a-t-il soutenu devant 800 partisans. Il a ensuite déclaré au journaliste qu'il admirait l'habileté avec laquelle M. Martin prenait des décisions difficiles et s'y tenait.

RENDEZ-VOUS

Tous les dimanches dans **La Presse**



Élections

Promesses, promesses...

La note pour les trois partis oscille entre 7 et 15 milliards. En avons-nous les moyens?

Pages A34 et A35



La campagne pour les nuls

Poignée de main
page A30

La Presse

CAHIER ÉLECTIONS | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 12 AVRIL 2003

L'instinct avant les papiers



DENIS LESSARD
ANALYSE

dlessard@lapresse.ca

« Rien de ce qui est humain ne m'est étranger. » Un petit emprunt à Montaigne, bah... lui-même avait pillé les Grecs. Quand la situation se corse avec les journalistes, rien de tel qu'une formule latine ou une citation bien placée pour les tenir, subitement, à distance.

Les derniers jours de la campagne de Bernard Landry avaient des relents de vieux règlements de comptes avec les journalistes.

« Pourquoi êtes-vous si à pic ? » s'est enquis jeudi un journaliste... Quelques minutes plus tôt, Bernard Landry nettoyait une vieille ardoise avec un reporter télé qui l'aiguillonnait depuis longtemps. Puis ce fut le tour d'un anglophone, à qui il rappelait qu'il souhaitait qu'on l'appelle « prime minister » et non « premier » comme au Canada anglais. La veille, un autre scribe était traité de « tank soviétique ».

Quelques heures plus tôt, jeudi, Bernard Landry avait vu pour la première fois tous les voyants rouges de son tableau de bord clignoter frénétiquement. Plus précisément, sa garde rapprochée l'avait prévenu que des turbulences étaient en vue. La veille, Michel Lepage, le sondeur du PQ, est resté chez lui, écrasé par le stress et les nuits de travail fébrile. Le constat du récent sondage CROP sur l'avance prise par le PLQ était visible aussi, très nettement, dans le radar de Bernard Landry.

Mais à bord de son autobus de campagne, le politicien aguerri reste impassible même si de la fumée sort du capot. Il est content de sa campagne, la conciliation travail-famille a « dominé », le chef libéral a même récupéré l'idée en fin de parcours, ironise-t-il.

Le ministre Sylvain Simard apparaît, comme prévu, pour une séance de breffage. Tous les agents de bord font leur travail habituel, un seul chuchotera son inquiétude de voir l'ADQ s'écrouler ainsi. En fond sonore, la radio distille une nouvelle publicité du PQ qui promet l'apocalypse financière si les libéraux prennent le pouvoir, un signe indubitable qu'un pilote, quelque part, a senti qu'il fallait ouvrir les moteurs... et vite.

Du siège de l'autobus dans lequel il a sillonné le Québec depuis un mois, en passant rue Peel, il aperçoit trois travailleurs qui le saluent, le pousse en l'air... « Je ne peux pas dire qu'il n'y a pas de doutes à l'équilibre, j'ai continué mon exercice physique comme si de rien n'était, cela ne donne rien de ses côtés, Chantal Renaud apporte ici et là une précision, un brin d'humour, avec doigté. La campagne se finira à Rigaud : « J'ai demandé si on allait à Rigaud parce que j'aimerais ça en revenir, une fois dans ma vie ! » dit-elle, amusée.

Si c'était à refaire ? Bernard Landry referait la même chose, ou presque.

Clairement, il ne regrette pas d'avoir déclenché des élections à la veille du conflit irakien. « Franchement je n'y croyais pas, comme des millions de personnes », dit-il. Jusqu'au premier missile. M. Landry était convaincu que les choses se régleraient par la voie diplomatique.

■ ■ ■

La campagne « camomille », la sieste en fin de journée n'ont pas réduit la portée de sa voix. Il ne pense pas qu'il aurait dû presser le pas. « Je crois à l'équilibre, j'ai continué mon exercice physique comme si de rien n'était, cela ne donne rien de s'enervé parce que cela te rend moins efficace », dit-il, philosophe. Le stress est toujours présent, mais il n'a rien à voir avec la pression de l'automne où le PQ voguait, de sondage en sondage, vers une quasi-disparition.

Si c'était à refaire... ce débat ? « Cela a été un point notable, oui... Mais les experts ont dit que le débat était neutre, la population a dit que Charest était gagnant, mais cela n'a pas duré. »

Si le débat pouvait être repris, « j'irais *ad lib*. Mais moi, c'était mon premier débat, Mario en était à son deuxième, Charest à son troisième ou quatrième. Je préparerais le débat différemment, je me ferais plus à mon instinct qu'aux papiers... Quand tu es plus prudent, tu es moins spectaculaire. »

Ce qu'il fera le lendemain du vote ? Cette fois Chantal Renaud n'attend pas sa réponse : « Le lendemain, on va se reposer. »

Mario Dumont demande la balance du pouvoir

L'ADQ veut servir de garde-fou aux idées « saugrenues »

KARIM BENESSAIEH

Malmené par les sondages, Mario Dumont tente son va-tout : il demande maintenant aux Québécois d'élire un gouvernement minoritaire et de lui confier la balance du pouvoir.

L'ADQ servirait ainsi de « garde-fou aux idées saugrenues des vieux partis », a-t-il expliqué hier en point de presse. Le chef de parti est allé plus loin en après-midi en convoquant une conférence de presse essentiellement pour exposer les avantages d'un gouvernement minoritaire. Ce serait, a-t-il soutenu, la meilleure garantie pour les électeurs de bloquer tout référendum, sur la souveraineté ou les défusions, tout en obligeant les libéraux ou les péquistes à remplir leurs promesses électorales.

« C'est un nouvel équilibre où, nécessairement, le respect des citoyens qui se sont sentis bafoués par le gouvernement, serait beaucoup plus assuré », a-t-il déclaré. Il a notamment visé les « dérapages, les gaspillages », « les gens qui traînent dans les corridors », toutes ces situations où le gouvernement manquerait de considération pour les Québécois.

L'ADQ, a-t-il assuré, est un parti « réfléchi, sérieux, responsable », qui aura à cœur de défendre les intérêts des Québécois dans une Assemblée où aucun parti ne disposerait d'une majorité absolue. Il a rejeté toute possibilité de coalition per-



Photo PC

L'ADQ est un parti sérieux et responsable, a assuré hier Mario Dumont.

manente avec PQ ou le PLQ, préférant les associations ponctuelles, comme sur le budget ou la conciliation travail-famille.

Le Québec n'a jamais connu de gouvernement minoritaire, contrairement à Ottawa où de tels gouvernements, comme celui de Pierre Elliott Trudeau en 1972, ont pu durer plus de deux ans. Le dernier exemple, celui du gouvernement Clark en 1979, n'aura cependant tenu que six mois. Interrogé sur l'instabilité engendrée par ce type de gouvernement, M. Dumont assure au contraire que la nouvelle donne favoriserait la stabilité. « Faut bien com-

prendre qu'il y a beaucoup d'instabilité dans les référendums qui sont proposés aussi par le PQ et le Parti libéral. »

L'enjeu est de taille pour les adéquistes qui craignent de voir leurs maigres appuis s'effriter, alors que les sondages récents semblent montrer que les libéraux consolident leur avance. De toute évidence, ont fait remarquer les journalistes, le chef de l'ADQ a concédé la victoire en se contentant de demander, avec modestie, la balance du pouvoir. « Nous, on acceptera le verdict de la population », a répondu M. Dumont.

ADQ: le plus dur reste à venir

VINCENT MARISSAL

QU'EST-CE QUE Mario Dumont et son équipe devraient faire dans les prochaines semaines ? Prendre des vacances, suggère d'emblée Jean Allaire, le père fondateur et premier chef de l'Action démocratique du Québec.

« Ils vont en avoir besoin, ils doivent prendre un peu de recul et prendre le temps de repartir sur de nouvelles bases », dit M. Allaire en entrevue à son bureau de chef du contentieux de la Ville de Laval.

On pourrait encore avoir quelques surprises lundi soir, selon Jean Allaire, mais, chose certaine, les prochains mois s'annoncent difficiles pour le jeune parti. « Ça va faire mal (le résultat), surtout à un jeune parti comme l'ADQ qui est si peu enraciné. Il va falloir reconstruire. La suite dépendra de la réaction de ceux qui restent. »

« Pour le moment, Mario et l'ADQ doivent travailler sur le scénario de la balance du pouvoir. Avec 12 députés, je crois que c'est encore possible, on pourra avancer en quatre ans. À la prochaine élection, ce sera autre chose. »

En retrait depuis quelque temps, notamment parce que ses problèmes cardiaques ne lui permettent plus de mener une carrière politique aussi active qu'avant, Jean Allaire prononce encore quelques discours sur demande dans certaines circonscriptions et il donne encore ses conseils à « Mario » à l'occasion.

Ce qu'il a vu au cours des dernières semaines ne l'étonne pas. En fait, il a la désagréable impression de revoir un vieux film déjà vu plusieurs fois. Seule sur-

prise : il avoue qu'il ne pensait pas que l'ADQ descendrait si bas.

Selon lui, le jeune parti et son chef ont été encore une fois victimes d'un « assassinat politique » de la part des deux « vieux » partis, de l'establishment syndical et des médias. « C'est vrai que certaines parties du programme n'étaient pas à point, pas assez fouillées, comme toute cette histoire de *flat tax*, mais Mario s'est fait descendre par les médias sans bon sens. Quand j'ai vu ça aller, je me suis dit : ça recommence : on a vécu ça en 1994, puis en 1998 et maintenant, c'est la même chose. Depuis deux mois et demi, tout ce qui sort de l'ADQ est mauvais. »

Écoeuré, M. Allaire a même cessé de lire les journaux pendant quelques jours au début de la campagne. « C'était rendu que l'on critiquait tout de Mario, y compris la couleur de ses vêtements, et d'autres maudites niaiseries comme ça. Je me suis dit : ça y est, ça recommence. »

Pour Jean Allaire, la déconfiture de l'ADQ démontre, encore une fois, que l'émergence d'un troisième parti au Québec sera toujours impossible sans une forme de scrutin proportionnel.

« La table était mise pour deux, et, soudainement, un troisième convive arrive, alors, nécessairement, ça dérange tout le monde. » Maintenant que la lutte à trois est écartée des scénarios, les deux autres partis sont revenus à leurs « platitudes », déplore M. Allaire.

La faute ne revient pas seulement aux médias, admet Jean Allaire. Le parti lui-même a mal géré ses nombreux changements à son programme politique. Mais il y a toujours de bonnes idées là-dedans, si seulement l'ADQ arrivait à les défendre.

« Dutil (Marcel, responsable du finan-

cement de l'ADQ) n'a pas aidé Mario quand il est arrivé en parlant contre le *flat tax*, c'est certain. Marcel est un homme d'affaires, pas un politicien, il est habitué à dire ce qu'il pense. L'idée des bons d'études, non plus, n'était pas assez approfondie.

Voir ADQ en A36

AUJOURD'HUI

Bernard Landry

Passer ou ne pas passer, un portrait d'Yves Boisvert. Page A33

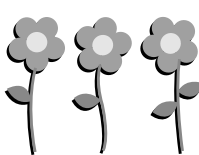
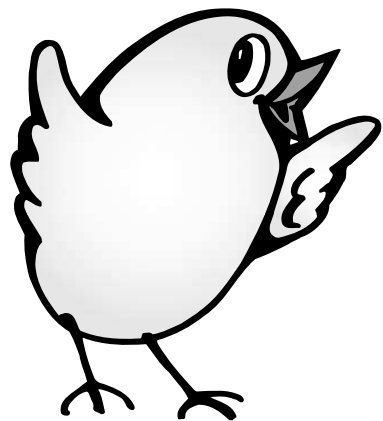
Sous la loupe

Faut-il abolir les régies régionales ? Page A30

Rosemont

Une circonscription chaudement disputée. Page A38

À l'occasion de Pâques



À ne pas manquer aujourd'hui

Une rubrique spéciale dans les PETITES ANNONCES de La Presse

Petites annonces

La Presse

Élections 2003



PAUL ROY
proy@lapresse.ca

Poignée de main

On le voit tous les jours à la télé. Plutôt 20 fois qu'une, par les temps qui courent. Mais de le voir en chair et en os, de lui serrer la main...

Combien de Québécois peuvent se vanter d'avoir déjà serré la main du premier ministre du Québec ? D'avoir échangé, ne serait-ce que deux ou trois mots avec lui ? « Bonjour, monsieur Landry » ; ou « Bonne chance » ; ou « Moi, mon homme, c'est Charest » ; ou « Je m'appelle Denise, je suis indécise, et je voudrais vous poser deux ou trois questions sur la conciliation travail-famille. Et en passant, à propos du référendum... »

Combien sont-ils à l'avoir fait ? Des milliers ? Des dizaines de milliers ? Sans doute. Plus ? Qui sait... Mais il en reste certainement quelques millions à ne pas l'avoir fait.

■ ■ ■

C'est à ceux-là que Bernard Landry a continué de s'attaquer hier matin, quand son autobus s'est arrêté devant l'Institut de chimie et de pétrochimie du collège de Maisonneuve, dans l'est de la ville.

Dans la salle de mécanique, une quinzaine de futurs techniciens en procédés industriels l'attendaient, presque au garde-à-vous, le casque de sécurité enfoncé sur la tête. L'arrivée de M. Landry, escorté de ses gardes du corps, d'un aréopage de ministres de l'est de Montréal (les Diane Lemieux, Louise Harel, Rita Dionne-Marsolais, Nicole Léger...), de membres de la direction de l'Institut, de profs, de photographes et de cameramen, a eu l'effet d'une mini-tornade sur les jeunes, des garçons très majoritairement.

« J'ai été plus impressionné de voir tout son entourage », m'a d'ailleurs dit l'un d'eux. « À la télévision, il ne semble pas très humain, a dit un autre. Ici, il m'est apparu plus simple, plus proche du monde. » Un autre d'enchaîner : « Tu vois qu'il est capable de parler comme tout le monde. » Et un dernier de conclure : « Moi, j'ai remarqué que les planchers avaient été lavés quand je suis arrivé, ce matin. Je me suis dit : il se passe de quoi. »

M. Landry, lui, ne s'est pas attardé à la propreté des planchers. Mais il a observé attentivement la mini-usine de circulation de fluides qu'il avait devant les yeux : le circuit de pompage, la chaudière à vapeur, la pompe, la vanne de contrôle, les échangeurs de chaleur, les brides et leurs joints d'étanchéité. Il a posé quelques questions et il a échangé avec la directrice, Michèle Tournier, ingénieure chimiste.

Il a été question de taux de placement frisant les 100 % et de pénurie de main-d'oeuvre appréhendée. L'Institut produit 150 techniciens par année et il va en falloir deux fois plus, selon Mme Tournier. « Pour ça, il faut des ressources », a-t-elle glissé au premier ministre.

Autres poignées de main dans le laboratoire d'instrumentation et de régulation, où l'on apprend à mesurer et contrôler la température, le débit, le niveau et la pression des fluides. Fluides, fluides...Quels fluides ? Pétrole, détergents, additifs utilisés pour le béton...

■ ■ ■

À la cafétéria, M. Landry a prononcé quelques mots : « Des millions d'hommes et de femmes ont donné leur vie pour avoir le droit de vote. » Et de préciser que c'était « un devoir moral que d'aller voter ». Et d'ajouter : « Nous, notre devoir, c'est de vous demander de voter pour nous. »

Il a évoqué les succès qu'il attribue à son gouvernement : baisse du chômage, garderies à 5 \$... Et il a rappelé que « la question nationale n'est pas réglée », mais que son parti s'en préoccupe.

« On va rester forts ! » a lancé un jeune du fond de la salle, une allusion au slogan péquiste.

Benoît Lachapelle, 18 ans, n'avait jamais rencontré un premier ministre de sa vie. « Je pensais voter libéral, confiait-il après le départ de M. Landry. Mais là, je pense que je vais changer. J'ai bien aimé son speech. »

Gagne ou perd lundi, le premier ministre n'aura pas complètement perdu sa matinée d'hier.

SOUS LA LOUPE

> SANTÉ



Pendant la campagne électorale, La Presse analyse les programmes des trois partis politiques. Chaque grand thème — l'éducation, la santé, la famille, la culture, l'économie, le transport, l'environnement — est décortiqué, afin de permettre aux lecteurs de bien comprendre les enjeux du scrutin.

PARTI QUÉBÉCOIS



- Conserver les régies régionales de la santé et des services sociaux sous leur forme actuelle.

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

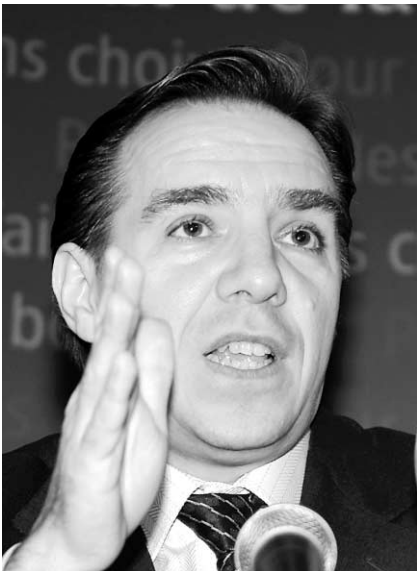


- Abolir les régies régionales de la santé et des services sociaux et créer des réseaux locaux. Ce sont les directions des établissements et des cliniques qui devront s'entendre pour coordonner leurs services.

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC



- Transformer les régies régionales de la santé et des services sociaux en directions régionales et donner plus de pouvoirs aux régions en matière de santé.



François Legault



Joëlle Lescop



Jean-Marc Fournier

Utiles ou pas, les régies régionales?

Tous les pays industrialisés admettent dorénavant qu'en santé, les décisions doivent être prises localement. Au Québec, depuis plus de 30 ans, ce sont des régies régionales qui se chargent de la coordination et de la planification du réseau de la santé sur leurs territoires et qui répartissent les sommes allouées par Québec. Le Parti québécois tient à conserver ces organisations alors que les deux partis de l'opposition à l'Assemblée nationale veulent les remplacer par des structures régionales différentes. Y-a-t-il un réel besoin de changement ?

ALEXANDRE SIROIS

« POURQUOI remplacer les régies régionales par une nouvelle instance ? Je ne vois pas l'intérêt, lance le ministre de la Santé du Québec, François Legault. Il y a peut-être à certains endroits des gains d'efficacité à faire. Mais au total, c'est marginal. »

À l'instar des deux autres principaux partis politiques provinciaux, le Parti québécois est persuadé que des instances régionales sont essentielles dans le réseau de la santé. Mais au contraire du Parti libéral et de l'Action démocratique, le PQ pense que la formule actuelle est gagnante.

M. Legault admet que les régies régionales de la santé et des services sociaux essuient des critiques. Il estime toutefois que leur coût n'est pas prohibitif. « Les régies régionales coûtent 98 millions par année. La moitié de ce budget est consacrée à ce qu'on appelle la santé publique, pour le suivi des standards comme la qualité de l'eau dans la vie de tous les jours, explique-t-il. Ça veut dire qu'il reste environ 50 millions pour jouer le rôle de coordination. C'est environ le quart de 1 % du budget de la santé, qui est de 19 milliards. »

Plus de pouvoir aux régions

L'ADQ a néanmoins fait de la réduction de la bureaucratie son cheval de bataille. « Actuellement les régies régionales sont d'énormes bureaucraties. À Montréal, il y a 300 employés. En Montérégie aussi. Et à Rouyn-Noranda il y a 95 employés et 225 médecins. Imaginez qu'en plus il y a des bureaucra-

tes et des gestionnaires dans les hôpitaux, dans les CHSLD, dans les CLSC... », déplore la porte-parole du parti en matière de santé, Joëlle Lescop, pour qui la situation actuelle est un « cancer ».

Le parti, qui veut remplacer les 18 régies régionales par des directions régionales, estime que son projet permettra de « retourner le pouvoir au niveau local ». La Dre Lescop veut par exemple « que les directeurs d'établissement aient le pouvoir de gérer leur établissement, qu'ils aient beaucoup plus de marge de manoeuvre ».

Le Parti libéral du Québec dit aussi vouloir revenir « à une dimension beaucoup plus locale » en ce qui concerne la gestion régionale du réseau de la santé. Il propose l'abolition des régies régionales et la création de réseaux locaux. Ce sont les directions des divers établissements et cliniques qui seront responsables de la coordination.

« Les formules retenues par ces réseaux locaux ne seront pas les mêmes partout. Ce ne sera pas du « mur à mur ». Ils vont choisir eux-mêmes la structure que ça va prendre. Parfois ça pourra être un conseil d'administration unifié (pour tous les établissements), parfois ça pourra être des alliances », explique la porte-parole du PLQ en matière de santé, Jean-Marc Fournier.

Inutiles depuis peu

Ce qu'il faut se demander, résume André-Pierre Contandriopoulos, professeur en administration de la santé à l'Université de Montréal, c'est si les régies régionales sont la mauvaise instance régionale. Le professeur juge pour sa part qu'elles ont prouvé leur efficacité au fil des ans. Par exemple, lorsqu'au milieu des années 90, le ministre de la Santé Jean Rochon leur a laissé la responsabilité de décider où réduire les services à la suite d'importantes restrictions budgétaires.

« Elles ont réellement montré que si on leur fait confiance et on leur donne des responsabilités, elles sont en mesure d'appliquer localement des politiques générales qui sont difficiles », dit M. Contandriopoulos. En revanche, si le ministère de la Santé accroit le contrôle qu'il exerce sur les régies régionales, elles perdent beaucoup de leur légitimité, ajoute-t-il.

« C'est un peu ce qui se passe », rapporte le professeur. Car le gouvernement, en 2001, a décidé qu'il nommerait les directeurs généraux et les membres des conseils d'administration des régies régionales jadis élus. Or, il est clair pour M. Contandriopoulos que si le but des régies n'est que d'appliquer localement des directives centrales, « c'est inutile, c'est du gaspillage ».

Qui vote pour qui?

Un sondage CROP-La Presse a brossé un portrait des électeurs

MARIE-CLAUDE GIRARD

Le récent sondage CROP-La Presse sur les intentions de vote des Québécois réalisé du 2 au 9 avril suggère un profil des électeurs des trois principaux partis. En voici les traits principaux :

Parti québécois

Le PQ recueille la moitié de ses appuis chez les adultes d'âge moyen, les 35-54 ans. Il est aussi celui qui « performe » le mieux chez les 18-24 ans et 35-44 ans. Ceux qui s'apprennent à voter pour le PQ travaillent à temps plein dans près de 60 % des cas. Les retraités forment près de 15 % des appuis péquistes. Le français est la langue la plus souvent parlée à la maison dans 99 % des cas.

Les sympathisants péquistes comptent légèrement plus d'hommes que de femmes (53 % contre 47 %). Ils sont plus nombreux (81 %) à croire qu'un éventuel gouvernement péquiste tiendra « peut-être ou pas » du tout de référendum. Seulement 16 % estiment qu'il y en aura certainement un. Quant à la pertinence d'un référendum, près de 60 % y seraient favorables. Deux sur cinq s'y opposeraient. S'il devait avoir lieu, un électeur péquiste sur cinq voterait NON

et les trois quarts opteraient pour le OUI. Malgré tout, ils ne sont pas tous très souverainistes. Si 44 % d'entre eux se disent « surtout souverainiste », près de la moitié se déclarent « entre les deux » (29 %) ou « ni l'un ni l'autre » (20 %). Enfin, ils sont assez fidèles : 77 % d'entre eux avaient voté pour le PQ en 1998, un maigre 2 % pour l'ADQ et 3 % pour le PLQ.

Parti libéral du Québec

Il n'est pas faux d'associer le PLQ aux électeurs plus âgés. Plus du quart des sympathisants libéraux sont âgés de 65 ans et plus. Aussi, 40 % ont 55 ans et plus, près du double de la proportion pour les péquistes. Le parti est celui qui récolte le moins d'appuis chez les 18-24 ans et les 35-44 ans. De même, près de 30 % des gens qui l'appuient sont retraités. En proportion, il recueille moins la faveur des travailleurs à temps plein. Les deux tiers des sympathisants libéraux parlent habituellement français à la maison, 28 % l'anglais et 6 % une autre langue.

Contrairement aux électeurs péquistes ou adéquistes, la majorité (56 %) des électeurs libéraux sont des femmes. Plus que les autres, ils croient qu'il y aurait certainement un référendum avec un gouvernement péquiste, ce à quoi ils sont largement défavorables. En outre, s'il devait avoir lieu, ils seraient les plus tranchés : 88 % voteraient NON. Si plus de la moitié se dit « surtout fédéraliste », le quart d'entre eux affir-

ment être « ni l'un ni l'autre » et 17 % « entre les deux ». Ils seraient un peu moins fidèles que les sympathisants péquistes. 62 % avaient opté pour ce parti aux dernières élections. 14 % avaient choisi le PQ et 4 % l'ADQ.

Action démocratique du Québec

La moitié des appuis à l'ADQ se trouve dans le groupe des 25 à 44 ans, plus du quart ayant entre 25 et 34 ans. Comme c'est le cas pour le PQ, l'ADQ recueille 58 % de ses partisans chez les travailleurs à temps plein. Cependant, il a deux fois plus d'appuis que les autres chez les travailleurs à temps partiel. Le français est la langue la plus souvent parlée à la maison dans la quasi-totalité des cas.

Des trois partis, c'est l'ADQ qui compte la plus grande proportion de supporters masculins : 59 %. Sur la probabilité d'un référendum, le sympathisant adéquiste ressemble au libéral. Le tiers croit qu'il y en aura certainement un si le PQ est réélu. Et les trois quarts sont plutôt ou très défavorables à sa tenue. Par contre, plus du tiers voteraient OUI et 60 % NON. À l'image de Mario Dumont qui refuse de se dire fédéraliste ou souverainiste, le sympathisant adéquiste est ambivalent. 68 % se déclarent ni fédéraliste ni souverainiste (38 %) ou entre les deux (30 %). Seulement le quart des gens qui affirment vouloir voter pour l'ADQ avaient choisi ce parti aux dernières élections. 17 % avaient opté pour le PLQ et 35 % pour le PQ.

Élections 2003

«Le changement pour pire n'est pas une solution. Le changement pour le changement, déjà, est suspect. C'est une façon superficielle d'aborder les choses.»

— Bernard Landry, PQ

«La boîte est belle, le contenu est à peu près vide en terme d'études sur l'impact de la semaine de quatre jours et on n'a pas trouvé le cadre financier du Parti québécois.»

— Jean Charest, PLQ

«Il n'y aura pas de référendums ni sur la souveraineté ni sur les défusions et le respect pour les citoyens du Québec va être plus grand.»

— Mario Dumont, ADQ, évoquant la possibilité que l'ADQ ait la balance du pouvoir dans un gouvernement minoritaire.

Landry et Marois lancent un appel ultime à leurs militants

MARIO CLOUTIER

SAINT-ANTOINE-DE-TILLY — Bernard Landry et Pauline Marois lancent un appel ultime aux membres du Parti québécois afin de faire « sortir le vote » lundi. Le PQ a lancé hier l'« opération fierté », qui n'est pas sans rappeler l'« opération convaincre » de Jacques Parizeau pour le référendum de 1995.

Dans un message sonore envoyé par Internet à tous les comités électoraux, les deux leaders péquistes ont demandé à chaque militant de convaincre trois sympathisants de voter pour le PQ lundi.

« C'est la seule façon de faire mentir les sondages », affirme l'organisatrice en chef, Pauline Marois, dans ce message qui cherche à changer la donne d'une traditionnelle « sortie de vote » difficile au PQ, surtout quand il n'y a pas de référendum en vue.

De son côté, le chef du PQ confie une « mission de la plus haute importance » aux péquistes en leur demandant de convaincre parents et amis de voter PQ. Il dit comprendre que les militants péquistes soient « secoués » par certains sondages récents mais affirme que la victoire se décidera au fil d'arrivée.

« Ne laissons pas Jean Charest arrêter notre marche vers le progrès national et la souveraineté », conclut Bernard Landry.

Comme il l'a fait avec ses partisans, le chef péquiste a souligné plus tôt hier que les sondages ne l'empêcheraient pas d'accélérer le mouvement et de travailler fort jusqu'au 14 avril. Il estime présenter « une attitude de calme, de responsabilité et de sens du devoir quelles que soient les circonstances ».

En tirant ses dernières cartouches hier matin, Bernard Landry n'a pas autant visé Jean Charest que cette volonté de « changer pour



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Bernard Landry a fait une escale hier à l'institut de chimie et de pétrochimie du Collège de Maisonneuve pour rencontrer quelques élèves.

changer » que l'électorat semble encore exprimer dans les sondages.

S'il ne réagit pas officiellement aux coups de sonde de plus en plus défavorables au PQ, M. Landry s'est adressé aux indécis devant 300 membres de la chambre de commerce de la Rive-Sud. Il a ironisé en suggérant qu'il est absurde de changer de bagnole ou de conjoint quand les choses vont bien.

« Le changement pour le changement, c'est déjà une chose suspecte. C'est une façon superficielle d'aborder les choses. Changer pour pire, c'est une absurdité », a-t-il déclaré.

En votant pour le Parti libéral, ce

sera pire pour l'économie, la santé et l'éducation, a-t-il expliqué. À l'endroit des Québécois, il soutient que son gouvernement a démontré qu'il « était capable de modifier son approche quand c'était le temps et que les circonstances le demandaient ».

Le chef péquiste va se battre « jusqu'à la dernière seconde » de cette campagne électorale « avec ardeur et enthousiasme », a-t-il dit.

Le chef du PQ compte visiter une quinzaine de circonscriptions dans les derniers jours de campagne, dont Outremont, où il assistera samedi au spectacle de patinage artistique de sa petite-fille Camille.

Charest sent une volonté de changement

PASCALE BRETON

envoyer aux Québécois, a-t-il affirmé.

SHERBROOKE — À moins de 72 heures du scrutin, revigoré par les récents sondages, le chef libéral, Jean Charest, affirme sentir plus que jamais un vent de changement souffler sur le Québec.

« Il y a une volonté de changement très prononcée dans la population du Québec. Nous l'avons sentie dès le début de la campagne et nous nous attendons évidemment à ce que ça se confirme lundi », a déclaré hier le chef libéral, s'empressant toutefois de préciser que rien n'est encore joué.

À un journaliste qui lui demandait si parler de cette volonté de changement était pour lui une façon de commenter les sondages qui lui sont favorables, M. Charest a étouffé un rire, lui qui se refuse toujours à le faire.

« Je vous félicite pour la formule, vous êtes bien créatif, mais non, je ne veux pas commenter les sondages. Le message à nos troupes va cependant être bien clair, c'est de travailler jusqu'à la dernière minute de la dernière heure », a-t-il dit.

Le chef libéral a entrepris hier le dernier blitz de la campagne, passant la majeure partie de la journée dans sa circonscription de Sherbrooke. Après avoir donné de la visibilité à ses candidats et députés sortants depuis le début de la campagne, M. Charest était accompagné de 17 d'entre eux hier. La présence de son équipe à ses côtés est un signal que le Parti libéral veut

En conférence de presse hier matin, M. Charest a par ailleurs confirmé avoir reçu de la part du Parti québécois les études tant attendues sur la conciliation travail-famille. En prenant connaissance des documents, principalement des études universitaires, le chef libéral s'est cependant dit déçu.

« La boîte est belle, le contenu est à peu près vide en termes d'études sur l'impact de la semaine de quatre jours. Et on n'a pas trouvé le cadre financier du Parti québécois dans la boîte non plus. (...) Ces documents confirment ce qu'on soupçonnait, c'est-à-dire que le Parti québécois, sur cette question-là, n'a pas fait d'études très sérieuses sur les conséquences de sa proposition. »

Rappelant que les électeurs savent à quoi s'attendre du Parti libéral pour les élections du 14 avril, M. Charest s'est par ailleurs dit une nouvelle fois intéressé à travailler sur la conciliation travail-famille si son parti est porté au pouvoir.

« Nous reconnaissons qu'il y a là un enjeu, c'est une préoccupation pour beaucoup de Québécois, la conciliation travail-famille. Pour la suite des choses, sans aller jusqu'à vous annoncer des commissions parlementaires, nous nous attendons à ce que ce sujet-là soit abordé dans le prochain mandat du gouvernement. Les gens, s'ils veulent nous proposer des politiques, des choses, on va être très ouvert là-dessus. »

Élections générales 2003

Le 14 avril, c'est le jour du scrutin

Pour voter, vous devez :

- avoir la qualité d'électeur;
- être inscrit sur la liste électorale;
- **nouveauté** : vous identifier en présentant l'un des documents suivants :

- carte d'assurance maladie;
- permis de conduire;
- passeport canadien.

Comment voter :

- marquer le bulletin de vote dans un des cercles en utilisant obligatoirement le crayon qui vous sera remis par le scrutateur;
- plier le bulletin et montrer les initiales au scrutateur;
- détacher le talon et déposer vous-même votre bulletin de vote dans l'urne.

Pour en savoir davantage...

- Consultez notre site Web. Le soir du 14 avril, les résultats préliminaires y seront diffusés en direct après 20 h 30.

Site Web : www.electionsquebec.qc.ca
Courriel : info@electionsquebec.qc.ca

- Communiquez avec notre Centre de renseignements sept jours par semaine, en composant : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)



Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais 1 800 537-0644



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

« J'ai le droit de voter...
et je vais voter »

277,000 PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS EXIGENT UN ENGAGEMENT FERME !

Dans une lettre adressée à MM. Landry, Charest et Dumont, le Président de la CORPIQ, M. Luc Courtemanche demande à chacun des chefs politiques de prendre des engagements fermes pour reviser la loi sur la Régie du logement.

« Pour les 277,000 propriétaires d'immeubles à logements du Québec, il est urgent que la législation sur le logement locatif, qui date de 1979 et dont certains articles ont été remodelés en janvier 1994, **soit revue en profondeur et adaptée à la réalité des années 2000** » de souligner M. Courtemanche. De plus, ajoute-t-il, « la pénurie inacceptable de logements dans les principaux centres urbains du Québec a été créée de toutes pièces par les gouvernements qui se sont succédés depuis 1979 en laissant pour compte tant les propriétaires que les investisseurs de logements locatifs du Québec ».

Les propriétaires privés croient qu'il est urgent que leur secteur d'activités soit traité de façon équitable et que seule une revision des mécanismes qui l'encadrent permettra de rétablir un sain équilibre du marché.

La CORPIQ demande à ce que des engagements précis soient pris par les trois principaux partis politiques et qu'ils soient annoncés publiquement.



CORPIQ est le plus important regroupement, sans but lucratif, de propriétaires d'immeubles à logements au Québec et présent dans 10 régions du Québec.

Corporation des Propriétaires Immobiliers du Québec inc.

Tél.: (514) 748-1921
Site : www.corpiq.com

Sans frais 1-800-548-1921
Courriel : corpiq@corpiq.com



DEVANT LA GUERRE PERSONNE N'EST INDIFFÉRENT

LA CROIX-ROUGE PROTÈGE ET ASSISTE LES VICTIMES DE LA GUERRE EN IRAK.

La Croix-Rouge fournit une assistance directe aux civils sous forme de vivres, de médicaments et d'abris. Mais la Croix-Rouge ne peut agir seule...

DONNEZ HUMAINEMENT
DONNEZ GÉNÉREUSEMENT



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

www.croixrouge.ca • 1 800 418-1111

NOM :	
PRÉNOM :	MME ☐ M. ☐
ADRESSE :	
VILLE :	PROVINCE :
CODE POSTAL :	TÉLÉPHONE :
COURRIEL :	
CHÈQUE / MANDAT * ☐	VISA ☐ MASTER CARD ☐ AMEX ☐
N° DE LA CARTE :	EXPIRATION :
SIGNATURE :	
N° D'ENREGISTREMENT : 11921 9814 RR0001	

* Chèque ou mandat poste à l'ordre de : Croix-Rouge canadienne : aide humanitaire en Irak.
Vous recevrez automatiquement un reçu à des fins fiscales pour tout don de 15\$ et plus, ou sur demande.

Merci de votre contribution

6, place du Commerce, Verdun (Québec) H3E 1P4 • 1 800 418-1111 • www.croixrouge.ca



Croix-Rouge
En tout lieu. En tout temps.

Élections 2003

SALMIGONDIS!

Notes de campagne

Opération Fierté

Quoi de mieux pour un parti politique que d'inciter les gens à voter. Les péquistes ont trouvé une façon habile en se tournant vers Internet pour faire sortir le vote lundi. Ils ont envoyé deux messages audio à leurs militants dans le cadre d'un sprint appelé l'«opération Fierté». «Ne laissons pas Jean Charest arrêter notre marche vers le progrès national et la souveraineté», déclare dans un premier message Bernard Landry. Il rassure toutefois ses troupes en promettant la victoire si elles font tout en leur pouvoir pour faire sortir le vote. «C'est la seule façon de faire mentir les sondages, déclare pour sa part Pauline Marois dans le second message envoyé par courriel aux militants. Nous ne devons surtout pas baisser les bras».

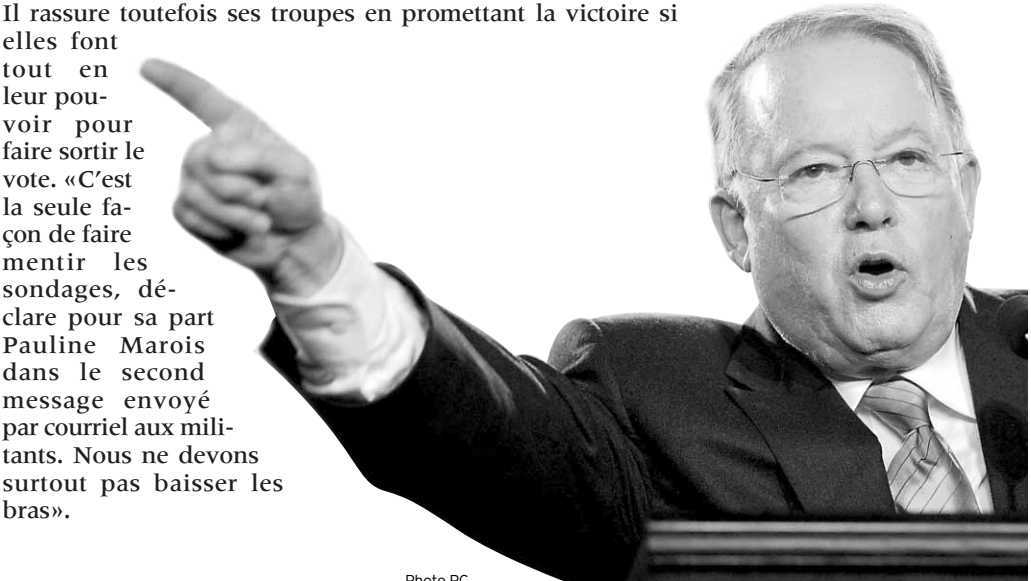


Photo PC

Mariage à l'ADQ: suite et fin

Petit erratum concernant l'interminable anecdote de la demande en mariage de la jolie et rousse chauffeur de l'ADQ, Josée Roy. Son fiancé travaille bel et bien pour Orléans Express, mais ne fait pas partie de la caravane adéquistes, a tenu à préciser la principale intéressée. En échange de la publication de cet erratum, Josée a accepté de révéler que son futur mari et elle habitent ensemble à Beloeil et qu'ils ont trois enfants d'unions précédentes. Ils se sont rencontrés «sur les lieux de travail» il y a quatre ans, a précisé avec un certain mystère la chauffeur. L'aveu a intrigué les journalistes. Étant donné que les deux tourtereaux conduisent des autobus, comment ont-ils pu se rencontrer? Une collision? Une panne? Mademoiselle Roy a malheureusement refusé de répondre. Cette fois, le dossier est clos.



Sondages et vaudeville

Le chef de l'ADQ semble prendre bonne note des sondages qui lui accordent environ 17% des intentions de vote. Pourtant, il a ironisé plus que jamais hier sur ces statistiques qui les confinent au «vaudeville» tant les méthodes et les résultats sont différents. «Les sondages dans cette campagne deviennent de plus en plus amusants, a-t-il soutenu. Je crois que l'impact sur les gens aujourd'hui, c'est qu'ils vont rire. Si quiconque aujourd'hui croit dans les sondages, il doit d'abord décider lequel il va croire. Ça va dans toutes les directions.» Hier, notamment, un sondage CROP accordait, après répartition des indécis, 46% aux libéraux, 33% aux péquistes et 17% à l'ADQ. Le sondage Léger Marketing, lui, plaçait le parti de Jean Charest à 44%, le PQ à 39% et l'ADQ à 17% après, aussi, répartition des indécis. Le seul parti à créer l'unanimité chez les sondeurs, ont fait remarquer les journalistes, est l'ADQ avec ses 17%.

L'ADQ surenchérit: 1400 km d'ici lundi

Que les libéraux se le tiennent pour dit : d'ici lundi, les adéquistes les surpasseront. C'est du moins ce qu'ils ont promis. Jean Charest a annoncé qu'il parcourra 800 km et visitera 16 circonscriptions? Pas de problème. Mario Dumont a immédiatement rétorqué qu'il ne s'agissait pas d'un rythme exceptionnel pour les adéquistes. «Nous ne sommes peut-être pas aussi bons en spins que les libéraux, mais si vous regardez les trois derniers jours de la campagne, nous aurons visité au moins autant de comtés.» Peut-être touché dans son amour-propre par les commentaires de son chef, le responsable du spin à l'ADQ, Jean-Nicolas Gagné, a fourni plus tard la liste exhaustive des étapes à parcourir d'ici lundi. De la Mauricie à Charlesbourg en passant par Lotbinière, Beauce-Nord, Lévis, Kamouraska et Rivière-du-Loup, la caravane adéquistes visitera 18 circonscriptions. Total pour la caravane : 1400 km. Qui dit mieux?

Le Conference Board réplique

Les libéraux n'ont pas apprécié qu'un économiste du Conference Board remette en question leur cadre financier cette semaine. Un proche de l'entourage du chef Jean Charest a envoyé un courriel à un membre de cette organisation pan-canadienne pour faire savoir qu'il considérait que cette intervention «n'avait pas été professionnelle», rappelant au passage que le cadre financier avait été approuvé par plusieurs experts et économistes indépendants. Le Conference Board n'a pas tardé à réagir, précisant dans une lettre distribuée aux journalistes, que l'organisation «ne questionne pas la cohérence intrinsèque du cadre financier du Parti libéral du Québec» et que différentes hypothèses économiques peuvent être débattues.



Photo PC

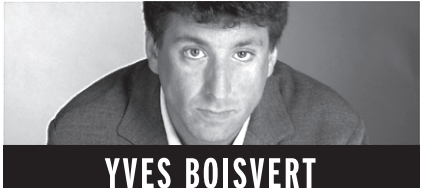
Des «pirates» attaquent le PQ

«J'ai été victime de pirates», a blagué hier matin le chef du Parti québécois, Bernard Landry, avec les journalistes qui sont, en fait, les flibustiers de la fable. La veille à Sainte-Agathe, les scribes ont reçu par erreur les plats diète destinés à l'autocar du chef péquiste. Le chauffeur de l'autobus journalistique, un fier gaillard de Bellechasse qui n'avait eu que deux points de pizza le midi a hésité un moment en voyant les chic cartons-repas avant de lancer : «On mange!» Pendant ce temps, M. Landry et son équipe attendaient patiemment la livraison de leur repas du soir lorsqu'un appel téléphonique leur a appris que les roast beef froids et autres salades du chef faisaient déjà le délice des journalistes. Le premier ministre a dû se contenter d'une salade d'appellation Iceberg servie par la succursale d'un grand restaurateur rapide d'obédience californienne. Son attaché de presse, lui, semblait davantage ravi de son double hamburger sauce texane.



Collaboration : Mario Cloutier, Karim Benessaïeh, Pascale Breton
Anecdotes recueillies par Marie-Andrée Amiot. mamiot@lapresse.ca

Élections 2003



YVES BOISVERT

La Presse termine la publication des portraits des chefs des trois principaux partis politiques sous la plume de notre chroniqueur Yves Boisvert. Aujourd’hui, le chef du Parti québécois, Bernard Landry.



Depuis quelques semaines, on n’a jamais vu un Bernard Landry d’humeur aussi bonne et, surtout, aussi constante. Il se présente comme un amoureux et il n’en a que pour la famille. Mais ces derniers jours, on a bien vu qu’il se fait de la bile...

Photo CP



Photo JEAN GOUJIL, Archives La Presse ©

Bernard Landry, en septembre 1979, en compagnie de René Lévesque.



Photos Archives La Presse ©

Bernard Landry, à deux époques importantes de sa vie. À gauche, en 1976, alors qu’il était candidat dans Fabre et à droite, en 1961, alors qu’il faisait ses études de droit.

Passer ou ne pas passer

Est-ce bien le même homme ? Ces derniers jours, on a bien vu qu’il se fait de la bile, mais dans l’ensemble, depuis quelques semaines, on n’a jamais vu un Bernard Landry d’humeur aussi bonne et, surtout, aussi constante.

L’homme sévère au naturel vindicatif et au verbe assassin a ramolli dans les encoignures. Il se présente comme un amoureux, il n’en a que pour la famille, ah ! La famille ! Et parle sans cesse d’enfants et de ses petits-enfants.

On dirait qu’il arrive de Venise ou qu’il ira sous peu. On dirait qu’il joue dans un film italien.

Est-ce parce qu’il s’est présenté autrement qu’il est devenu populaire, ou est-ce parce qu’il est devenu plus populaire qu’il est plus souriant ? Il y a sûrement des stratégies en communications qui se penchent sur le cas.

Mais il y a de quoi sourire, après tout, quand on se souvient des bas-fonds où les sondages de popularité le plaçaient quelques semaines après son couronnement comme chef du Parti québécois et premier ministre.

Il a bien vu, cet hiver, qu’il pourrait se faire choisir par les Québécois malgré tout ce qu’on a pu dire, depuis qu’il fait de la politique, sur son absence de charisme, lui qui n’est pas René Lévesque (lui-même, de son vivant, ayant connu d’innombrables revers de fortune populaire), lui qui succède à Lucien Bouchard (qui a recueilli moins de voix que Jean Charest en 1998)...

Certains l’ont appelé le mal aimé de la politique québécoise, ce qui est à la fois exact et injuste. Injuste parce que, tout de même, ce n’est pas comme s’il avait raté son coup constamment : il a réussi une carrière politique remarquable, depuis le collège, où les clercs de Saint-Viateur l’avaient ciblé comme futur leader, jusqu’à la tête du gouvernement, ce qui suppose la capacité de générer un peu d’affection publique...

Mais c’est aussi exact parce que cette même carrière politique est marquée par plusieurs épisodes de rejet. Plusieurs moments où il s’est dit qu’il ne « passait pas ». Pas assez, pas assez vite, du moins.

De Saint-Jacques à Paris

L’enfant de Saint-Jacques-de-Montcalm, tout près de Joliette, avait choisi de tenter sa chance chez lui, dans son « comté », en 1970, quand le Parti québécois s’est présenté pour la première fois aux élections générales. Il aurait pu, a-t-il dit, avoir de meilleurs terrains électoraux, dont Saint-Jacques, dans Montréal, où Claude Charron s’est fait élire. Mais il tenait à se présenter dans Joliette.

Il s’y est fait battre comme tous les candidats péquistes sauf sept, cette année-là. Ça ne l’a pas empêché de se réessayer en 1973, année où six péquistes se sont fait élire. Et quand, finalement, en 1976, le parti grimpaît dans les sondages, au point d’ailleurs de remporter les élections... on l’a éjecté de chez lui !

À l’approche des élections, le comité exécutif du PQ dans sa circonscription a manœuvré pour le convaincre qu’il ne passait pas. Qu’il était trop cérébral pour le comté. Quand il allait parler de « macro-économie » dans les villages, les gens pensaient qu’un nouveau fléau allait s’abattre sur la région, rapporte son biographe Michel Vastel⁽¹⁾. On voyait moins le petit gars de la place que l’avocat qui avait passé deux ans à Paris et parlait comme un technocrate.



Photo Archives Reuters

Est-ce parce qu’il s’est présenté autrement que Bernard Landry – que l’on voit ici avec sa compagne Chantal Renaud – est devenu populaire, ou est-ce parce qu’il est devenu plus populaire qu’il est plus souriant ? Il y a sûrement des stratégies en communications qui se penchent sur le cas.

On lui a choisi comme remplaçant un syndicaliste de l’endroit, Guy Chevette, un bon populiste « proche du monde ».

Il a tout de même été élu dans Fabre, circonscription de Laval, en 1976. Il aura une énorme visibilité dès le départ, quand René Lévesque lui confie le super-ministère d’État au Développement économique. Landry a un réseau, plusieurs fidèles, et pas seulement de vieux amis qui le suivent depuis la première heure, comme Claude H. Roy : il a longtemps cultivé la relève dans son entourage.

Quand René Lévesque démissionne, il se présente pour lui succéder. Mais devant

l’avance insurmontable de Pierre Marc Johnson, devant des sondages qui lui prédisent une défaite redoutable, il abandonne. Puis, aux élections de décembre 1985, il se fait battre par un nouveau venu, et par plus de 2000 voix.

Dans une entrevue au *Soleil* en 1985, il se demande : « Qu’est-ce qui fait que je ne passe pas ? Est-ce parce que j’ai étudié à Paris ? Que mon niveau de langage déplaît ? Que je suis trop abstrait ? »

Il devient professeur d’économie à l’UQAM, pour se rendre compte que ce n’est pas partout qu’il ne « passe pas ». Il devient

la vedette du département. Quand Johnson quitte son poste, en 1987, Landry laisse passer son tour contre Parizeau. Et quand Parizeau part après la défaite référendaire de 1995, il laisse passer Lucien Bouchard.

Mais quand Bouchard s’en va à son tour, en 2001, cette fois, c’est son tour. Et il s’assure qu’il n’y aura aucune contestation de son leadership.

■ ■ ■

Bernard Landry est donc né il y a 66 ans dans ce petit village près de Joliette. Son père, un chanteur qui avait rêvé de cours classiques, mais qui en a été privé pour cause de crise économique, a tâté de différents métiers. Sa mère et ses grands-parents, des cultivateurs qui avaient bien réussi, ont été plus présents dans son éducation.

Après des études classiques à Joliette, Bernard Landry a entrepris des études de médecine, qu’il a abandonnées tout de suite. Il fait plutôt son droit et s’impose comme leader étudiant, à une époque où les associations étudiantes ont un retentissement politique énorme. Il devient avocat en 1965, après avoir été conseiller au cabinet du ministre des Richesses naturelles René Lévesque. Il étudie deux ans à l’Institut d’études politiques de Paris. Il rentre en 1967 et travaille comme haut-fonctionnaire à Québec deux ans, jusqu’à ce qu’il rejoigne le Parti québécois en 1969. Il se lance alors dans la pratique du droit à Joliette. Il y restera jusqu’à son élection en 1976.

Michel Vastel rapporte ce commentaire de sa mère, Thérèse Landry, au sujet de son caractère soupe au lait : « Ça me fatigue qu’il soit premier ministre. Ce n’est pas que j’aie peur qu’il se trompe : tout le monde se trompe, et il va se tromper. Mais j’ai peur que des gens l’attaquent. Et il sait si bien se défendre ! J’ai peur qu’il grimpe dans les rideaux, qu’il dise des choses qu’il regretterait. Les Landry sont comme ça... »

Et de fait, Bernard Landry est redoutable dans l’art de la contre-attaque. Au fil des ans, plusieurs journalistes l’ont appris à leurs dépens, en conférence de presse ou au téléphone. Ceux qui ont pu voir l’entrevue qu’il a donnée à Christiane Charette, après avoir été nommé premier ministre, en ont eu un échantillon en direct.

À question dure, réponse brutale. À l’animatrice qui l’accusait, avec agressivité, de n’avoir aucune passion, de n’avoir pas le sens du plaisir, il avait répliqué qu’en voyant passer le taux de chômage de 14 à 8 % au Québec, il avait éprouvé, comme ministre des Finances, des plaisirs « comme vous n’en avez peut-être pas éprouvé depuis des années ! »

Bernard Landry lui avait passé le K.-O. Mais il lui est arrivé souvent par le passé de passer des K.-O., ou de croire passer des K.-O. qui allaient se retourner contre lui. Cette propension à ne pas se laisser marcher sur l’ombre des orteils, à défendre son territoire, fige dans l’esprit public un personnage cassant, pas très amène.

C’est un personnage, bien sûr, pas la personne. N’empêche. On est pris d’étonnement quand on voit apparaître à l’écran Bernard le Vénitien, qui nous invite dans sa gondole.

Passera, passera pas ?

1. LANDRY, LE GRAND DÉRANGEANT, 2001, les Éditions de l’Homme.

Élections 2003

DES MOYENS ULTRALIMITÉS

Beaucoup de saupoudrage, mais pas d'emportement, note l'économiste en chef de Desjardins, Gilles Soucy

Travailler quatre jours par semaine, être mieux soigné, avoir plus de vacances payées chaque année et payer moins d'impôt. Voilà ce que le Parti québécois, le Parti libéral et l'Action démocratique nous font miroiter depuis un mois. Mais avant de choisir le menu qui nous semble le plus alléchant, il est bon de savoir si on a les moyens de payer la note. La réponse est oui, estiment les spécialistes consultés par La Presse. Oui, mais...

À force d'entendre les candidats nous promettre des jours meilleurs, les Québécois ont peut-être eu l'impression d'être collectivement riches. Mais il ne faudrait pas se faire d'illusion. «Les finances publiques sont à ce point serrées que le moindre accident de parcours nous ferait retomber dans le déficit», dit Gilles Soucy, l'économiste en chef de Desjardins.

Les trois partis en lice en sont conscients, et c'est la raison pour laquelle aucun d'eux ne s'est engagé à augmenter les dépenses de façon éhontée. «Il y a eu beaucoup de saupoudrage, note l'économiste, mais pas d'emportement.»

Les propositions les plus réalistes sont venues de l'Action démocratique, estime pour sa part l'économiste Pierre Fortin, de l'Université du Québec à Montréal. «C'est l'ADQ qui est le plus crédible, mais il ne pogne pas», dit-il.

L'ADQ propose essentiellement de réduire les impôts et de rembourser la dette, afin que le Québec soit en mesure de faire face à ses obligations à venir en raison du vieillissement de la population.

C'est vrai que ce réalisme n'a pas été payant pour l'ADQ. Entre juin 2002 et la fin de la campagne électorale, sa popularité mesurée par les sondages est passée de 37% à 15%. «Il a fait le pari de la responsabilité et de la crédibilité et il l'a perdu», constate Pierre Fortin.

Pour se faire élire, «c'est normal de mettre l'accent sur les bonbons et de ne pas faire mention des sacrifices qui seront nécessaires», remarque le directeur de l'Institut économique de Montréal, Michel Kelly-Gagnon.

L'organisme qui défend des valeurs conservatrices estime que c'est le programme libéral qui tient le mieux compte de la réalité économique. Les libéraux promettent de baisser les impôts de 1 milliard par année tout en continuant d'investir en santé et en éducation. Pour les péquistes, il s'agit d'un programme irréalisable parce qu'il nécessiterait des coupes à blanc dans l'appareil de l'État.

C'est possible à faire, estime au contraire Michel Kelly-Gagnon. Possible, mais pas

facile. «Je souhaite qu'ils aient le courage politique de le faire, mais partir avec l'intention d'essayer, c'est déjà ça», dit-il.

Bonne chance, M. Charest

Comme il fallait s'y attendre, les libéraux n'ont guère parlé des réductions de dépenses qui seront nécessaires pour réaliser leur plan. Michel Kelly-Gagnon, Gilles Soucy et Pierre Fortin s'entendent là-dessus. Il faut souhaiter bonne chance à Jean Charest. «C'est comme faire une deuxième campagne pour atteindre le déficit zéro», illustre Pierre Fortin, en rappelant que le déficit du Québec atteignait 5 milliards, soit le même montant que la réduction d'impôt proposée par le PLO.

Selon lui, un gouvernement libéral devra travailler fort pour faire avaler le gel des dépenses publiques dans tous les ministères sauf la Santé et l'Éducation, de même que l'abolition de programmes, d'organismes et d'em-plois. «Au Québec, on est habitués à vivre aux mamel-les de l'État, alors tout le monde va chialer», prévoit-il.

Techniquement, c'est faisable mais politiquement, c'est autre chose, dit-il. «Il faudrait en tout cas qu'il agisse dès la première année en présentant un budget qui serait l'horreur du siècle, pour ensuite adoucir les choses avant les prochaines élections.»

Beaucoup d'observateurs ne croient pas que les libéraux pourront faire ce qu'ils disent. «Je ne crois pas qu'il soit possible de plafonner la dette publique et de continuer d'investir dans la santé et l'éducation tout en réduisant les impôts», dit Gilles Soucy.

L'économiste de Desjardins ne pense pas que la baisse des impôts puisse générer de la croissance économique supplémentaire qui compenserait le manque à gagner pour l'État.

Cette bonne vieille théorie du «supply side economics» est dangereuse, selon les

économistes Pierre Fortin et Gilles Soucy. Les deux soulignent qu'il ne faudrait pas trop compter dessus, comme l'expérience l'a démontré aux États-Unis sous les gouvernements de Ronald Reagan et Georges Bush père.

Michel Kelly-Gagnon, de l'Institut économique de Montréal, croit au contraire que la théorie fonctionne très bien, mais qu'elle ne dispense pas les gouvernements de réduire ses dépenses. «Si les dépenses publiques continuent d'augmenter, c'est sûr que le déficit va exploser», dit-il pour expliquer ce qui s'est passé aux États-Unis.

La nécessité de réduire les impôts des Québécois fait l'unanimité chez les trois partis, mais seuls le PLO et l'ADQ en ont fait leur cheval de bataille. Chez des contribuables qui sont les plus taxés en Amérique du Nord, ce discours devrait être gagnant. Or, c'est plutôt le contraire qui se passe. L'éventualité d'une réduction d'impôt ne suscite guère d'enthousiasme. «Normal, il y a 40% des ménages québécois qui ne paient pas d'impôt», rappelle Pierre Fortin.

Le chant des sirènes

C'est difficile de vendre des baisses d'impôt à ceux qui n'en paient pas, ont réalisés les ténors libéraux et adéquistes. Toujours sensible au chant des sirènes, l'électeur préfère se faire parler de nouveaux programmes qui amélioreront son bien-être, même s'il ignore ce que ça va lui coûter.

C'est ainsi que la promesse du Parti québécois de permettre la semaine de quatre jours pour les parents d'enfants de moins de 12 ans a été la vedette de cette campagne électorale. Au départ, la mesure ne devait rien coûter à personne. Ce sont les entreprises qui assumeraient le coût supplémentaire estimé à 100 millions, comme d'ailleurs celui d'une autre promesse péquiste, une troisième semaine de vacances payées par année.

Il a ensuite été question d'étendre la semaine de quatre jours aux personnes qui s'occupent de parents malades. Puis, la ministre des Finances, Paulette Marois, a évoqué l'idée d'aider financièrement les entreprises qui ne pourraient pas offrir la semaine de quatre jours à leurs employés.

Attention, danger ! Quand un gouvernement ouvre de nouveaux fronts de dépenses, ça peut coûter très cher, souligne Gilles Soucy. L'économiste donne l'exemple du régime d'assurance-médicaments, qui devait coûter 300 millions par année, mais dont la facture est en voie d'atteindre le milliard de dollars.

Le coût de la semaine de quatre jours pourrait être plus élevé que celui qu'on peut calculer, prévient de son côté Michel Kelly-Gagnon. «Qui saura jamais combien d'entreprises ont préféré s'établir ailleurs qu'au Québec à cause de ça», s'interroge-t-il.

Pierre Fortin, de son côté, ne pense pas que la semaine de quatre jours puisse coûter très cher à l'État. En plus des avantages pour ceux qui en bénéficient, la semaine de quatre jours permettrait peut-être d'augmenter l'embauche et de réduire le chômage, dit-il, en soulignant toutefois que les Québécois travaillent déjà moins d'heures par semaine que les Américains et que les Ontariens.

Adieu, veau, vache, cochon, couvée

Semaine de quatre jours ou baisses d'impôt, il est bien possible qu'après avoir voté lundi, il faille attendre longtemps avant de voir les promesses se concrétiser. C'est que la croissance économique qui est à la base des programmes des trois partis pourrait ne pas être au rendez-vous.

C'est le cadre financier des libéraux qui est le plus à risque, selon les spécialistes, mais il n'y a pas d'unanimité là-dessus. Selon Mathieu Lalonde, économiste du Conference Board du Canada, leur prévision de croissance de 4,5% par année pour les cinq prochaines années est trop optimiste. «Je ne dis pas que le programme du Parti libéral n'est pas faisable, je dis qu'il se base sur des prévisions différentes des nôtres», a-t-il précisé à La Presse.

Le Conference Board prévoit une croissance avec inflation de 4,9% au Québec en 2004, de 3,8% en 2005, de 4% en 2006 et de 4,1% en 2007.

Selon Pierre Fortin, ce n'est pas la prévision de croissance qui fait problème dans le cadre financier libéral. «Les prévisions sont correctes, mais il sous-estime les paiements sur la dette». Selon lui, il faut s'attendre à une hausse

sensible des taux d'intérêt parce que le financement de l'énorme déficit du gouvernement américain exercera une pression sur les marchés financiers.

Gilles Soucy, lui, s'inquiète de la situation économique aux États-Unis, qui pourrait forcer la révision des prévisions de croissance au Québec. Comme il n'y a aucune marge de manoeuvre dans les finances publiques, il suffirait de peu de chose, selon lui, pour

foutre en l'air les scénarios de tous les partis.

Le parti au pouvoir pourra alors invoquer la mauvaise conjoncture pour ne pas faire ce qu'il avait promis. Ce ne serait rien de nouveau, fait remarquer Michel Kelly-Gagnon, qui rappelle qu'il est fréquent qu'un gouvernement qui arrive au pouvoir explique qu'il ne peut respecter ses engagements parce que son prédécesseur a laissé les finances publiques dans un état lamentable.



Photo PC

Paroles, paroles, paroles (air connu)

Depuis le 11 mars, les trois principaux partis nous ont promis santé et prospérité. La note oscille entre 7 et 15 milliards de dollars, selon les estimations. La question est maintenant de savoir si on a les moyens de dire oui à ces alléchantes propositions.

HÉLÈNE BARIL

LES QUÉBÉCOIS croulent sous les promesses depuis le début de la campagne électorale. Mais avons-nous les moyens de les réaliser? Pas sûr.

Une mise en garde s'impose, selon Michel Kelly-Gagnon, le directeur délégué de l'Institut économique de Montréal. «Toutes les promesses sont réalisables dans la mesure où elles coïncident avec les revenus disponibles. Mais il ne faut pas oublier que les gouvernements ont toujours le pouvoir d'augmenter leurs revenus», dit-il, en précisant que les hausses d'impôt ne sont pas le seul moyen d'augmenter les revenus gouvernementaux.

Selon lui, les taxes, tarifs

et contributions de toutes sortes sont de plus en plus utilisés de sorte que malgré les baisses d'impôt des dernières années, le fardeau fiscal des Québécois n'a pas baissé, il a augmenté.

Des engagements, donc, il y en a eu beaucoup pendant cette campagne électorale. Il y en a eu tellement, que le compte est difficile, sinon impossible à tenir. La facture finale dépend de qui fait l'addition, de la période considérée, et même de la définition de ce qu'est une promesse électorale.

Par exemple, l'Action démocratique promet de consacrer la moitié des surplus budgétaires des cinq prochaines années au remboursement de la dette. Est-ce une promesse électorale ? Le Parti québécois pense que oui, et il la comptabilise comme telle dans les engagements pris par l'ADQ, qui totalisent donc 6,6 milliards selon les péquistes. Foutaise, rétorque l'ADQ, qui assure que ses engagements s'élevaient plutôt à 2,7 milliards, et qu'ils sont tous prévus dans le cadre financier pour les cinq prochaines années qui accompagne son programme.

La question du cadre financier, qui en a préoccupé plusieurs au cours de cette

campagne, est aussi un sujet de confusion. Est-ce que le coût des engagements est annuel ou est-il réparti sur les deux, trois, quatre ou cinq prochaines années ? Contrairement aux libéraux et aux adéquistes, qui ont fait des prévisions sur cinq ans, les péquistes se servent du budget du Québec, qui couvre deux années seulement, comme cadre financier. C'est peut-être la raison qui explique qu'ils estiment leurs engagements électoraux à seulement 1,9 milliard, mais ceux des libéraux à 9,1 milliards (sur 5 ans) et ceux des adéquistes à 6,6 milliards (sur 5 ans).

Selon le Parti libéral, les promesses de l'équipe de Bernard Landry totalisent plutôt 4,1 milliards. L'ADQ, de son côté, estime que les promesses péquistes s'élèvent à 7,5 milliards, mais en tenant compte des annonces faites par le gouvernement avant le déclenchement officiel de la campagne, ce serait plutôt de 13,5 milliards qu'il faudrait parler.

Qui dit vrai ? Comme il est impossible de le savoir avec précision, voici l'estimation que fait chaque parti de ses propres engagements. Le Parti québécois estime qu'il s'est commis pour 1,9 milliard, les libéraux assurent que leurs promesses ne dépassent pas 2,5 milliards, et l'ADQ soutient que ses engagements totalisent 2,7 milliards. Ça fait tout de même un grand total de 7,1 milliards.

Et le gagnant est... l'Union des forces progressistes

HÉLÈNE BARIL

SI TOUS les partis savent se montrer généreux envers les contribuables dans les semaines qui précèdent des élections, la palme de la générosité revient sans aucun doute à l'Union des forces progressistes.

Jugez-en vous-mêmes : l'UFP propose un revenu minimum garanti pour tous, l'augmentation du salaire minimum jusqu'à 10\$ l'heure, des garderies gratuites, l'abolition des droits de scolarité à l'université et la réduction de la semaine de travail à 35 heures, puis à 32 heures par semaine, sans perte de revenus. Et aussi quatre semaines de vacances payées pour tout le monde après une année de service.

Au total, plus de 120 propositions constituent le menu de l'UFP, certaines concernant des principes (soutien au peuple palestinien, non au brevetage du vivant), mais plusieurs d'ordre économique (rendre les CLSC accessibles 24 heures sur 24, éliminer la taxe sur les vêtements d'enfants).

Le programme de l'Union des forces progressistes ne s'appuie pas sur un cadre financier et il n'y a aucune façon de connaître le coût des mesures proposées. C'est le choix que nous avons fait, explique la porte-parole du parti, Molly Alexander. «Il n'y a pas de chiffres, d'abord parce que nous sommes un nouveau parti, qui a seulement neuf mois d'existence, et

ensuite parce que nos propositions viennent d'organismes de chaque secteur qui ont monté des dossiers bien documentés et chiffrés», dit-elle.

Par exemple, l'UFP propose de bâtir 8000 logements sociaux par année. Ces propositions viennent du Front d'action populaire en réaménagement urbain (le FRAPRU), indique la porte-parole, et c'est cet organisme qui a en main toute l'argumentation sur le sujet.

S'il n'y a pas de chiffres dans le programme de l'UFP, c'est aussi parce que ses membres ne se font pas d'illusions. «Il y a aussi qu'on est réalistes, on sait qu'on ne prendra pas le pouvoir demain matin», reconnaît Molly Alexander.

L'UFP est consciente que son programme coûterait cher à réaliser, mais comme tous les autres partis, elle ne propose pas de réaliser tout, tout de suite, dit-elle. «C'est des orientations qu'on veut donner, peut-être que ça coûte beaucoup d'argent, mais ça produit aussi beaucoup en termes d'emplois.»

Si le parti devait se retrouver au pouvoir et s'il pouvait réaliser quelques-unes des mesures qu'il propose, c'est vers la fiscalité qu'il se tournerait pour les financer. «On regarderait du côté de la fiscalité des entreprises, les grandes entreprises surtout, qui paient moins d'impôt que partout ailleurs au Canada. Elles reçoivent beaucoup d'argent du gouvernement, des subventions, on regarderait de ce côté-là aussi.»

PROMESSES ÉLECTORALES

Baisses d'impôt

- Réduction des taux d'imposition et relèvement des seuils d'imposition pour les particuliers, ce qui équivalait à des baisses d'impôt de 1,8 milliard

Santé

- Faire une plus grande place au secteur privé
- Embaucher des infirmières

Aide aux familles

- Bons de garde pour les parents (300 millions)
- Bonification du congé parental (144 millions)
- Ajout de 20 congés mobiles par année

Remboursement de la dette

- Consacrer la moitié des surplus budgétaires au remboursement de la dette
- Créer une caisse-vieillesse alimentée par les profits d'Hydro-Québec

Total : entre 2,7 et 6,6 milliards

CADRE FINANCIER (en milliards de dollars)						
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Croissance prévue	4% ¹					
Revenus	55,7	57,2	59,5	61,7	64	66,3
Dépenses	54,5	56	57,9	59,9	61,9	63,8
Surplus	1,23	1,21	1,6	1,7	2,1	2,5
Provision ²	600	300	0	0	0	0
Marge nette	643	914	1,6	1,76	2,1	2,5

1. Croissance avec une inflation de 2%
2. Provision pour dépenses imprévues

PARTI QUÉBÉCOIS

PROMESSES ÉLECTORALES

Santé

- Réduction des délais d'attente dans le réseau
- Création de 300 groupes de médecine familiale

Éducation

- Financement accru pour les universités (200 millions)
- Embauche de 450 enseignants en éducation physique (27 millions)

Aide aux familles

- Semaine de quatre jours pour les parents de jeunes enfants et pour ceux qui s'occupent de parents malades
- Crédit d'impôt vacance-familles (19 millions)
- Remboursement de 50% du prêt étudiant aux jeunes parents (50 millions)
- Aide aux devoirs (59 millions)

Total : entre 1,9 et 7,5 milliards

CADRE FINANCIER (en milliards de dollars)						
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Croissance prévue	2003-3,5% ¹ 2004-3,2% ¹					
Revenus	56,6	56,4	*	*	*	*
Dépenses	55,8	56,9				
Surplus	809 millions	0				

* Au pouvoir depuis deux mandats, le Parti québécois n'a pas fait de projections de ses engagements sur cinq ans
1. Croissance sans l'inflation

PARTI LIBÉRAL

PROMESSES ÉLECTORALES

Baisses d'impôt

- Réduction d'impôt de 1 milliard par année pour les cinq prochaines années

Santé

- Hausse de 5,1% par année du budget alloué à la santé, notamment pour l'amélioration des soins à domicile et l'embauche de médecins et d'infirmières
- Rouvrir les salles d'opération fermées

Éducation

- Augmentation des heures d'enseignement au primaire
- Accroissement du financement alloué aux universités (240 millions)
- Aide aux devoirs

Aide aux familles

Création de 50 000 places en garderie

Total : entre 2,5 et 9,1 milliards

CADRE FINANCIER (en milliards de dollars)						
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Croissance prévue	4,50% ¹					
Revenus	53,3*	55,9	58,4	61	63,8	66,7
Après baisses d'impôt		54,9	56,4	58	59,8	61,7
Dépenses		46,8	47,9	49,2	50,5	51,8
Santé +5,1%						
Éducation +1,75%						
Surplus		421	763	1,1	1,6	2,1

* Le cadre financier est basé sur la situation budgétaire au 19 mars 2002
1. Croissance avec une inflation de 2%

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

PROMESSES ÉLECTORALES

Baisses d'impôt

- Réduction des taux d'imposition et relèvement des seuils d'imposition pour les particuliers, ce qui équivalait à des baisses d'impôt de 1,8 milliard

Santé

- Faire une plus grande place au secteur privé
- Embaucher des infirmières

Aide aux familles

- Bons de garde pour les parents (300 millions)
- Bonification du congé parental (144 millions)
- Ajout de 20 congés mobiles par année

Remboursement de la dette

- Consacrer la moitié des surplus budgétaires au remboursement de la dette
- Créer une caisse-vieillesse alimentée par les profits d'Hydro-Québec

Total : entre 2,7 et 6,6 milliards

CADRE FINANCIER (en milliards de dollars)						
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Croissance prévue	4% ¹					
Revenus	55,7	57,2	59,5	61,7	64	66,3
Dépenses	54,5	56	57,9	59,9	61,9	63,8
Surplus	1,23	1,21	1,6	1,7	2,1	2,5
Provision ²	600	300	0	0	0	0
Marge nette	643	914	1,6	1,76	2,1	2,5

1. Croissance avec une inflation de 2%
2. Provision pour dépenses imprévues

Élections 2003

Surchauffe dans l'autobus des médias accompagnant Charest

PASCALE BRETON

SHERBROOKE — Le Parti libéral est en flammes dans le dernier sprint de la campagne. À moins que ce ne soient les journalistes qui surchauffent à force de travail ? Toujours est-il que l'autocar des médias écrits et radio a pris feu hier.

Le chauffeur, Pierre Fillion, avait

garé son véhicule depuis quelques minutes à peine dans le stationnement du Centre Expo-Sherbrooke, où le chef libéral se rendait rencontrer les visiteurs du Salon Priorité-Emploi, lorsqu'une odeur suspecte s'est répandue dans le véhicule. Comprenant rapidement ce qui se passait, M. Fillion a ordonné aux journalistes de quitter immédiatement l'autocar, d'où des flammes s'échappaient déjà à l'arrière.

Aidé de militaires qui participaient au Salon Priorité-Emploi, le chauffeur a rapidement circonscrit l'incendie au moyen d'un extincteur. Les pompiers sont arrivés dans les minutes qui ont suivi. Heureusement, les dégâts ont été limités.

Les premières vérifications ont permis de constater que c'est le démarreur qui a fait des siennes. La

surchauffe a ensuite provoqué un début d'incendie.

Une fois la frousse passée, les journalistes ont rigolé un bon coup et remercié sincèrement M. Fillion pour son sang-froid et sa promptitude à agir. Leurs collègues de la télévision, pour leur part, ont capté des images pour leurs reportages du soir.

Avec un léger retard, l'équipe

des médias a pu repartir à destination de Mont-Tremblant à bord d'un autre autocar, tandis que leur véhicule équipé faisait un détour par le garage, à Québec. Commentant la situation hier, M. Charest a lancé avec humour « c'est tout à fait dans le thème du jour », faisant sans doute référence au dernier sprint du week-end et aux sondages qui montrent des libéraux plus en forme que jamais.

Rien de plus facile que de se rendre de Montréal à Munich. De là, ne reste plus que l'embarras du choix... des autres destinations.

Nouveau vol sans escale vers Munich. En plus, des correspondances faciles et rapides vers toutes les villes d'Europe.

Amsterdam	Istanbul	Prague
Athènes	Lisbonne	Rome
Barcelone	Londres	Stockholm
Bruxelles	Lyon	Toulouse
Bucarest	Madrid	Venise
Budapest	Marseille	Vienne
Copenhague	Milan	Warsaw
Florence	Nice	Zagreb
Genève	Paris	Zurich

Un service quotidien de vol sans escale de Montréal à Munich dès le 19 mai 2003.

En offrant ce nouveau vol sans escale vers Munich, Lufthansa met à votre portée tant de destinations européennes qu'il est difficile de choisir tout autre transporteur aérien. De plus, profitez cet été de correspondances accélérées — certaines de 30 minutes seulement — grâce à la nouvelle aérogare moderne de Munich, Terminal 2.

Outre ces avantages, Lufthansa offre plus de 75 ans d'expérience dans le transport aérien et la possibilité d'accumuler des points-primés des programmes Miles & More™ ou Aéroplan.™* Pas surprenant que ce transporteur soit devenu le numéro un mondial pour les voyages internationaux. Pour en savoir plus au sujet des tarifs avantageux de Lufthansa, consultez votre agent de voyage, appelez Lufthansa au numéro 800 563-5954 ou rendez-vous au site Web www.lufthansa-ca.com.

Vol assuré en partenariat avec Air Canada.
*Suivant les conditions générales des programmes. Aéroplan est une marque déposée de Société en commandite Aéroplan.

AIR CANADA





Lufthansa

STAR ALLIANCE MEMBERS 

ADQ

Suite de la page A29

« Par contre, reprend M. Allaire, la solution des congés mobiles pour donner plus de flexibilité aux employés qui ont des enfants, c'est LA bonne solution. Ce n'est pas comme la solution de la semaine de quatre jours du PQ. »

L'ADQ a aussi été le seul parti à parler de la dette, un vrai problème volontairement ignoré par les deux autres partis, dénonce Jean Allaire. Ici, c'est le grand-père (cinq fois grand-père, dit-il fièrement) qui parle. « Je m'inquiète pour l'avenir des jeunes. Mario a raison de parler de la dette. Avec un possible conflit de générations dans un avenir rapproché, on n'a pas le droit de laisser une telle dette à nos petits-enfants en leur demandant de payer pour nous. »

Après avoir pris des vacances, les dirigeants de l'ADQ, à commencer par son chef, devraient procéder à une refonte complète de sa commission politique « avec des membres seniors ». « Mais pas avec moi, moi j'ai fait mon temps. » L'ADQ devra aussi travailler à rafistoler le parti en faisant une place à tous ceux qui veulent y travailler.

Jean Allaire aurait beaucoup plus à dire, sur l'organisation notamment, mais il préfère s'abstenir. « Je ne veux pas passer pour la belle-mère qui critique. Je ne suis pas Jacques Parizeau. »

LA TOURNÉE DES CHEFS

Jour 32

PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)

Bernard Landry se concentre sur la région de Québec. Il déjeune au restaurant Chez Cora, à Sainte-Foy, à 9 h, fait un point de presse à 10 h 15 au local de Louis-Hébert et lance son « blitz de 24 heures » avec le comité national des jeunes du PQ. À 11 h 30, il visite le local électoral de Chauveau (Val-Bélair). À midi, il est dans Jean-Lesage (Beauport) et à 14 h 15 dans Taschereau (centre-ville de Québec). À 15 h 15, il visite le Salon du livre de Québec.

PARTI LIBÉRAL (PLQ)

Jean Charest visite neuf comités électoraux. Il démarre à 8 h au comité de Labelle, à Mont-Tremblant. Il est à 9 h dans Bertrand (Sainte-Adèle), à 9 h 50 dans Prévost (Saint-Jérôme), à 10 h 35 dans Blainville, à 11 h 30 dans L'Assomption (Repentigny), à 13 h 55 dans Maskinongé (Louiseville), à 15 h 05 dans Champlain (Cap-de-la-Madeleine), à 16 h 45 dans La Peltrie/Chauveau, (L'Ancienne-Lorette) et à 18 h 30 dans Charlevoix (Baie-Saint-Paul).

ACTION DÉMOCRATIQUE (ADQ)

Mario Dumont concentre ses activités dans la région de Québec. À 9 h 20, il visite un restaurant Chez Cora, à Charlesbourg. Il fait un point de presse au local électoral, rue Henri-Bourassa, avant de se rendre à la Foire de l'emploi, à Expocité. À 12 h 30, il fait un tour aux Galeries de la Capitale. À 14 h, il visite le Salon du livre de Québec. À 18 h 15, il assiste à une compétition de patinage artistique à l'aréna de Bernières. À 20 h, il rencontre des agriculteurs à Saint-Patrice-de-Beaurivage. Il termine la journée dans un beach party à l'aréna de Sainte-Croix-de-Lotbinière.

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE



EN PRIME!
Accessoire Gratuit
détails en magasin

Aucun contrat, aucune vérification de crédit, aucun relevé mensuel.

Trousse inclut:

- Téléphone Samsung N150 "Comme Neuf"
- Carte de temps d'antenne de 50\$
- Messagerie vocale, appel en attente, afficheur et AVANTAGES™

129⁹⁹*

Payez & Parlez



LA CABINE TÉLÉPHONIQUE

Obtenez jusqu'à 4 mois d'appels locaux et interurbains illimités au Canada.**

Aussi, recevez une surprise de Pâques!



Parlez 40 plus

- 40\$ par mois
- Appels locaux illimités le soir et la fin de semaine
- 350 minutes incluses
- Messagerie vocale, appel en attente et appel conférence

43 magasins pour mieux vous servir au Canada!

MONTRÉAL

- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Eaton Montréal
- Centre Fairview
- Centre Rockland
- Galeries D'Anjou
- Les Galeries Rive-Nord
- Place Rosemère
- Place Vertu
- Promenades St-Bruno

TELUS
mobilité™

*Taxes, frais d'interurbain et frais pour le service d'appel d'urgence 911 en sus. **Jusqu'à 4 mois d'appels locaux et interurbains illimités au Canada s'applique aux nouvelles mises en service seulement. Détails en magasin. En vigueur du 11 - 13 avril 2003. "Comme neuf" indique un produit remis à neuf avec une garantie de 90 jours. ©2003 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE. ™Le logo TELUS Mobilité est une marque de commerce utilisée avec l'autorisation de TELUS Corporation.

+



Mode d'emploi:
1- Prenez la route
2- Quittez la route

Pilot EX 2003

À partir de
498\$*
par mois pour 48 mois

À partir de
41 000\$**

Incluant **96 000 km** option **0\$ comptant disponible**
Transport et préparation inclus en location seulement

0\$
dépôt de sécurité

Taux de
5,8%
à la location



Pilot EX-L 2003
Illustré

- Moteur V6 VTEC^{MC}, 3,5 litres, 240 chevaux
- Climatisation automatique sans CFC
- Régulateur de vitesse
- Freins antiblocage (ABS)
- Groupe électrique
- Radio AM/FM avec lecteur CD et 7 haut-parleurs
- Roues de 16" en alliage
- Système de traction perfectionné à 4 roues motrices
- Système antivol immobilisateur

CR-V LX 2003

À partir de
338\$*
par mois pour 48 mois

À partir de
27 100\$**

Incluant **96 000 km** option **0\$ comptant disponible**
Transport et préparation inclus en location seulement



CR-V EX 2003
Illustré

- Moteur 2,4 litres, i-VTEC^{MC}, 160 chevaux
- Climatisation sans CFC
- Régulateur de vitesse
- Freins antiblocage (ABS)
- Groupe électrique
- Radio AM/FM avec lecteur CD/cassette
- Roues stylisées de 15"
- Système RealTime^{MC} à 4 roues motrices
- Système antivol immobilisateur



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC **HONDA**

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Cette offre porte sur les CR-V LX 2003 (modèle RD7743PL) et les Pilot EX 2003 (modèle YF1843E) neufs. Versement mensuel de 338\$, pendant 48 mois pour un total de 20 184\$, versement initial de 3960\$ ou échange équivalent, première mensualité et dépôt de garantie de 400\$ exigibles pour les CR-V LX 2003 (modèle RD7743PL). Versement mensuel 498\$, pendant 48 mois pour un total de 28 753\$, versement initial de 4849\$ ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les Pilot EX 2003 (modèle YF1843E). Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **P.D.S.F. sur les CR-V LX 2003 (modèle RD7743PL) et les Pilot EX 2003 (modèle YF1843E) neufs. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

Êtes-vous importateur ou exportateur?

Le site Web de l'ADRC contient une section améliorée à l'intention des petites et moyennes entreprises (PME). Cette section vous aidera à comprendre les processus d'importation et d'exportation.

Visitez www.adrc.gc.ca/pme pour connaître nos nouveaux outils et nos nouvelles ressources.

Pour obtenir plus de renseignements sur les douanes, appelez le Système d'information automatisé des douanes (SIAD) au **1 800 959-2036**.

3133070A



Agence des douanes
et du revenu du Canada

Canada Customs
and Revenue Agency

Canada

B
new balance



Des
largeurs de
chaussures
pour tous
vos besoins:
course,
marche,
multisports
ou tout aller.

COMMENCEZ VOS EXERCICES SUR LE BON PIED

Modèle **WX852WB**

Chaussure multisports très stable construite avec les technologies ABZORB^{MD} et ROLLBAR^{MD} dans une semelle en polyuréthane ENCAP^{MD}.



BOUTIQUE COURIR

LONGUEUIL :
1085, ch. Chambly
(à deux pas du cégep)
(450) 674-4436

MONTRÉAL :
4452, rue Saint-Denis
(près de Mont-Royal)
(514) 499-9600

MONT-ROYAL



2A

ÉVENTAIL DE LARGEURS



6E

Tous les modèles ne
sont pas offerts dans
toutes les largeurs.

3133248



LE PETIT MONDE DE LAURA CADIEUX

Ce soir, 21 h

En rappel dimanche 22 h et mercredi 19 h

En primeur à Séries+

SÉRIES+
LA TÉLÉ DES ÉMOTIONS

Propriétaires conjoints
Astral Media ATLANTIS

PATHFINDER ÉDITION CHILKOOT 2003

**SAVIEZ-VOUS QUE
LES GENS SE PERDENT
EN FORÊT, MÊME AVEC
UNE BOUSSOLE?**



AU VOLANT D'UN PATHFINDER, ILS LE FONT EXPRÈS!

Location à partir de

399\$
/MOIS*

Comptant initial de **2 995\$**
Transport et préparation inclus!

1,8% Financement
à l'achat**

PDSF à partir de
34 200\$

• Dispositif antiblocage des roues «tout terrain» • Radio Bose^{MD} 150 watts avec changeur 6 CD intégré • Commande audio et régulateur de vitesse au volant de direction • **Moteur V6 de 250 chevaux** • Jantes en alliage de 16 po • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce • Climatiseur • Différentiel autobloquant arrière • Marchepieds latéraux aplanis • Sellerie spéciale Chilkoot • Et beaucoup plus!

*L'offre d'aucun paiement pendant 90 jours s'applique sur les modèles Sentra 2002-2003 pour les financements à l'achat et par les services NCFI uniquement. Aucun intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 60 jours, il doit payer mensuellement le capital et les intérêts selon les termes prévus au contrat. *Location de 48 mois pour la Sentra XE 2003 - Option Plus - (C4GL53 BK00). Acompte ou échange équivalent de 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurance et obligations sur pneu neuf en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 48 mois. Frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location et d'achat. Offre d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. *** PDSF de la Sentra Sedan XE à boîte manuelle (C4GL53 AA00). Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo Nissan, la signature « DÉCOUVRIRE » et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122



3132727A

Bénévoles demandé(e)s...



pour aider des jeunes
dans leurs devoirs et leçons du niveau primaire.



**La Maison
d'Aurore inc.**

Lise Fontaine • Roger Généreux

527.9075

✦ *Élections 2003* ✦

Philippe Séguin pense qu'un gouvernement libéral ne déferait pas le « modèle québécois »

RÉAL PELLETIER

PARIS – Philippe Séguin, cet ex-président de l'Assemblée nationale française qui s'est pris d'affection pour le Québec depuis une douzaine d'années, ne croit pas qu'un gouvernement libéral mené par Jean Charest se débarrasserait du « modèle québécois » dont le Parti québécois se fait le champion.

Rencontré au bureau qu'il occupe toujours à l'Assemblée nationale à titre d'ex-président, M. Séguin y est allé de brèves observations sur la campagne qui s'achève, au terme d'une entrevue qui a porté essentiellement sur les difficiles rapports actuels entre la France et les États-Unis d'une part, et la Grande-Bretagne d'autre part.

La question du « modèle québécois », caractérisé par une attitude interventionniste de l'État en matière économique et sociale, s'est glissée d'autant plus naturellement dans l'entretien que M. Séguin y fait allusion dans la vingtaine de pages qu'il consacre au Québec dans une autobiographie de 600 pages qui vient de paraître au Seuil sous le titre *Itinéraire dans la France d'en bas, d'en haut et d'ailleurs*. L'auteur y fait, à l'intention de son public français, un rappel succinct d'une Révolution tranquille marquée notamment

par la création de la Caisse de dépôt et de la Société générale de financement comme outils de « réappropriation » de la vie économique.

La campagne

M. Séguin dit suivre la campagne québécoise par « des coups de fil » à un réseau d'amis qu'il s'est fait au Québec.

« On vous a dit que le *modèle québécois* est contesté par l'opposition dans cette campagne ?

— Ça dépend de quelle opposition on parle. Si c'était l'ADQ — mais je crois qu'il y a peu de risques — elle l'aurait peut-être fait (saboté). Mais l'ADQ étant — et c'est ce qui fait son charme — imprévisible, je ne saurais vous dire ce qu'elle ferait. En revanche, s'agissant du Parti libéral, je ne crois pas une seconde qu'ils mettront en oeuvre quoi que ce soit qui aille dans le sens d'un démantèlement de ce qu'on appelle le *modèle québécois*, à la construction duquel d'ailleurs ils ont déjà fait leur part. »

M. Séguin explique qu'il a rencontré M. Charest lors de son voyage en France : « Il a dit que notre modèle (français) de sécurité sociale est un modèle à ses yeux. Or comme je crois que ce modèle est encore plus avancé que ne l'est le modèle québécois, il n'ira pas dans le sens de la régression. »

L'ex-président est d'avis que si l'opposition au gouvernement sortant agite ce thème, c'est parce « qu'il faut bien nourrir la campagne ».



Photo Archives ROBERT MAILLOUX, La Presse ©
Philippe Séguin dit suivre la campagne électorale québécoise par « des coups de fil » à un réseau d'amis qu'il s'est fait au Québec.

Or, ajoute-t-il, « comme personne ne veut, pour des raisons traditionnelles, mettre la question (nationale) au centre du débat et que les clivages se sont faits là-dessus, alors il faut bien raconter des choses. Mais je ne

pense pas que si la perspective institutionnelle des uns et des autres est différente, je ne pense pas que la manière de gouverner serait contradictoire. J'ai de la peine à le penser. »

Dans son livre, M. Séguin rappelle qu'il préparait en 1967 son concours d'entrée à l'École nationale d'administration en France lorsque s'est produit le coup de tonnerre du discours de l'hôtel de ville de Montréal du général de Gaulle. Mais ce n'est qu'en 1992, lors d'une rencontre avec Louise Beaudoin à Paris, qu'il a vraiment pris goût à la question du Québec.

La ministre l'a impressionné : « Mon combat contre Maastricht (traité instituant l'Union européenne) l'intéressait ; nous nous sommes découvert bien des convergences et nos relations allaient devenir régulières. Elle est présentée, à tort, comme la *pasionaria* de la souveraineté. Elle est beaucoup mieux que cela : elle est sa conscience, sa mémoire et, si elle s'y décidait, elle pourrait même être son avenir. C'est peut-être cette rencontre qui me poussa à aller enfin au Québec cet été-là. »

De bons mots aussi pour le Parti québécois, chez M. Séguin : « Je retrouve dans le Parti québécois, au-delà même de son combat pour la souveraineté, bien des traits de ce que je souhaiterais pour le Mouvement gaulliste ; c'est un vrai rassemblement, pratiquant un vrai débat, capable d'ouvertures hardies sur des thèmes de la plus grande modernité. »

Ça déménage



Le Ford Escape 2003

ESCAPE XLS
4 x 2 2003

24 895 \$*

EXPLORER XLT
4 x 4 2003

39 995 \$*

TRACTION
AVANT



Moteur V6, 24 soupapes, 200 ch • Boîte automatique • Suspension indépendante aux 4 roues • Jantes en aluminium • Batterie, protection antidécharge • Climatiseur • Rétroviseurs à réglage électrique • Glaces électriques • Verrouillage des portes électrique avec entrée sans clé à télécommande • Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser • Antidémarrage SecuriLock^{MC}



Le véhicule utilitaire sport le plus vendu de la planète**

Moteur V6 • Suspension indépendante aux 4 roues • Rétroviseurs chauffants à réglage électrique • Glaces électriques • Verrouillage des portes électrique avec entrée sans clé à télécommande • Jantes en aluminium • Phares antibrouillards • Climatiseur • Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser • Antidémarrage SecuriLock^{MC} • Alarme antivol périmétrique • Programmeur de vitesse

Aménagement 7 places offert en option

Moteur V8
pour seulement
995 \$ de plus

0 %
de financement jusqu'à 36 mois[†]
à l'achat des modèles Escape 2003 neufs en stock.

Obtenez
1 000 \$[†]
de rabais à l'achat de ces
modèles 2003 neufs en stock.

0 %
de financement jusqu'à 48 mois[†]
à l'achat des modèles Explorer 2003 neufs en stock.



ford.ca



Bien pensé

Photos à titre indicatif seulement. *L'offre de 1000 \$ de rabais est taxable. Les taxes doivent être calculées avant déduction du rabais. †L'offre de 0 % de financement s'applique à l'achat sur approbation de Crédit Ford. Ces offres s'adressent à des particuliers et ne peuvent être jumelées à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails. *Transport (Escape 895 \$, Explorer 895 \$) et taxes applicables en sus. **L'Explorer 2003 est l'utilitaire sport le plus vendu dans le monde d'après Auto Strategies International Inc. en date du 17 septembre 2002.

